AFFAIRE DJINDJIC

La piste mafieuse est privilégiée

Page A 5

WEEK-END

La parole poétique, récitée, jazzée, chantée, dansée...

Page B 1

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCIV N° 55 ◆ LE VENDREDI 14 MARS 2003 ◆ 87 c + TAXES = 1 $

Londres et Washington de plus en plus résignés à agir sans l'ONU

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Les États-Unis et la Grande-Bretagne paraissaient hier de plus en plus résignés à se lancer dans une guerre contre l'Irak sans l'aval des Nations unies, les discussions sur leur projet d'ultimatum à Bagdad restant toujours enlisées au Conseil de sécurité de l'ONU.

Alors qu'une intervention militaire apparaît de plus en plus inéluctable, les présidents français et russe, Jacques Chirac et Vladimir Poutine, ont une nouvelle fois manifesté leur volonté de tout faire pour trouver un règlement diplomatique et pacifique de la crise irakienne, lors d'un entretien téléphonique hier, selon le Kremlin.

Sur le terrain, l'Irak, qui a détruit dans la journée trois nouveaux missiles al-Samoud, sept ogives et d'autres équipements, doit remettre aujourd'hui à l'ONU un nouveau document pour expliquer comment il aurait détruit en 1991 ses stocks de bacille du charbon.

La Maison-Blanche a reconnu hier à demi-mot qu'elle peinait à arracher les neuf voix minimum nécessaires pour faire adopter ce projet de résolution par les quinze membres du Conseil de sécurité, admettant que le processus diplomatique pourrait se prolonger la semaine prochaine et haussant encore le ton contre la France, qu'elle considère comme le fer de lance des opposants à la guerre.

Mais le secrétaire d'État, Colin Powell, est allé encore plus loin devant une sous-commission parlementaire en admettant que les États-Unis pourraient ne pas demander le vote de leur résolution.

«Les options restent ouvertes: aller au vote et voir ce que les pays membres disent, ou ne pas aller au vote, a-t-il déclaré. *Toutes les options sont devant nous. Nous allons les examiner aujourd'hui, demain et au cours du week-end.»*

Dans la matinée à Londres, le premier ministre britannique Tony Blair avait confié au chef de l'opposition conservatrice, Iain Duncan Smith, qu'une deuxième résolution sur l'Irak lui paraissait *«maintenant moins probable que jamais»*, tous ses efforts à la recherche d'un texte de compromis ayant échoué. M. Blair a aussi conféré dans la journée avec M. Bush au téléphone, a annoncé la Maison-Blanche.

Confronté à une levée de boucliers au sein même du Parti travailliste, M. Blair avait proposé mercredi aux membres du Conseil de sécurité d'adjoindre au

VOIR PAGE A 10: **IRAK**

- **La coalition affronte un premier ennemi: le sable**
- **La plupart des «boucliers humains» ont quitté l'Irak**

page A 5

BOURSES

La meilleure journée de l'hiver

Fort recul du pétrole et de l'or, devise américaine tonifiée, flambée des cours boursiers... Les marchés se sont accordé des moments euphoriques hier, répondant à une atténuation apparente des tensions dans le conflit irakien. Le temps d'une séance, les participants se sont mis à imaginer que les probabilités d'une guerre entre les États-Unis et l'Irak pourraient être abaissées de façon notoire. Au pire, si l'affrontement voyait le jour, tout au plus misait-on hier sur un scénario de guerre éclair.

■ **À lire en page A 7**

INDEX

Annonces	B 6	Météo	B 6
Avis publics	B 6	Monde	A 5
Bourse	A 6	Mots croisés	B 6
C'est la vie	B 8	Sorties	B 5
Cinéma	B 3	Sports	B 7
Éditorial	A 8	Télévision	B 3
Idées	A 9	Week-end	B 1

Landry promet la semaine de quatre jours dès janvier 2004

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«La conciliation famille-travail représente le plus grand changement social que le Québec ait connu depuis la Révolution tranquille. Après l'État-providence, nous pourrions parler de la famille-providence, où parents et enfants disposent de tous les moyens et de tout le temps dont ils ont besoin pour mieux grandir ensemble», a déclaré Bernard Landry hier.

Un gouvernement péquiste investirait 178 millions dans la conciliation travail-famille

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Sous un nouveau gouvernement du Parti québécois, les entreprises seront contraintes d'offrir la semaine de quatre jours aux parents d'enfants de 12 ans et moins, ou une flexibilité d'horaire équivalente, à compter du 1er janvier 2004.

S'il est réélu, un gouvernement Landry proposera un échéancier serré afin de procéder à l'adoption d'une loi-cadre sur la conciliation travail-famille. Bernard Landry en fait une priorité absolue pour son parti.

«Notre engagement est sans équivoque, et il est clair aujourd'hui qu'un vote pour le Parti québécois le 14 avril sera un vote pour la semaine de travail de quatre jours», a affirmé M. Landry hier alors qu'il était de passage dans un centre de la petite enfance dans le cœur de Montréal.

M. Landry a précisé son engagement de donner plus de temps aux familles. Ce qu'il présente comme un véritable projet de société comporte plusieurs éléments,

VOIR PAGE A 10: **LANDRY**

ADQ: un congé parental de 2,5 milliards... puis de 127 millions

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Rivière-du-Loup — Au lieu du *«mirage de la semaine de quatre jours»* proposé par le Parti québécois, l'Action démocratique du Québec a promis hier d'accorder 20 jours de congé mobile par année aux parents, mais seulement dans les cas d'urgence ou de maladie de leurs enfants.

Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, a fait cette annonce hier dans le local électoral de sa circonscription en compagnie de la députée de Berthier, Marie Grégoire, porte-parole adéquiste en matière de famille, d'enfance et de *«pont entre les générations»*.

Mais lorsque la députée, aussi présentée lors du budget Marois comme la porte-parole de l'ADQ en matière de finances publiques, a tenté de chiffrer cette promesse, elle a manifestement erré: *«C'est 2 % de la masse salariale»*, a-t-elle assuré à quelques reprises. Or 2 % d'une masse salariale de 128,5 milliards par année au Québec, c'est 2,5 milliards de dollars!

VOIR PAGE A 10: **ADQ**

ÉLECTIONS 2003

- **Charest s'en prend aux crédits d'impôt**
- **Julius Grey: enfin un débat d'idées**
- **Les demandes de la FEUQ**
- **Rosemont: des complices aujourd'hui rivales**
- **Les comtés à surveiller**

À lire en pages A 3 et A 4

Quand Pompon pète les plombs

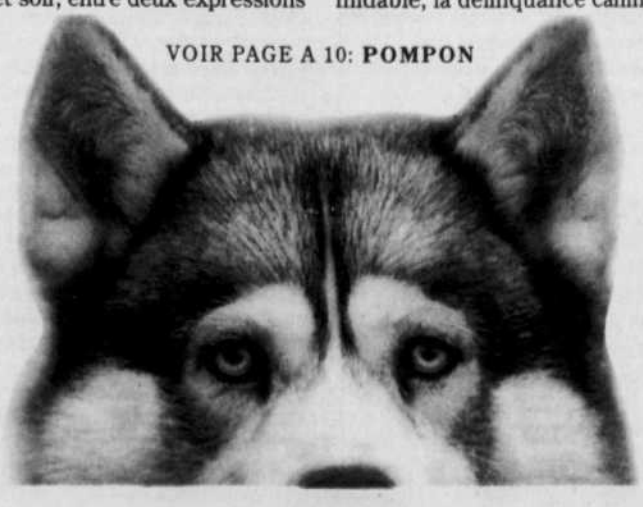
FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

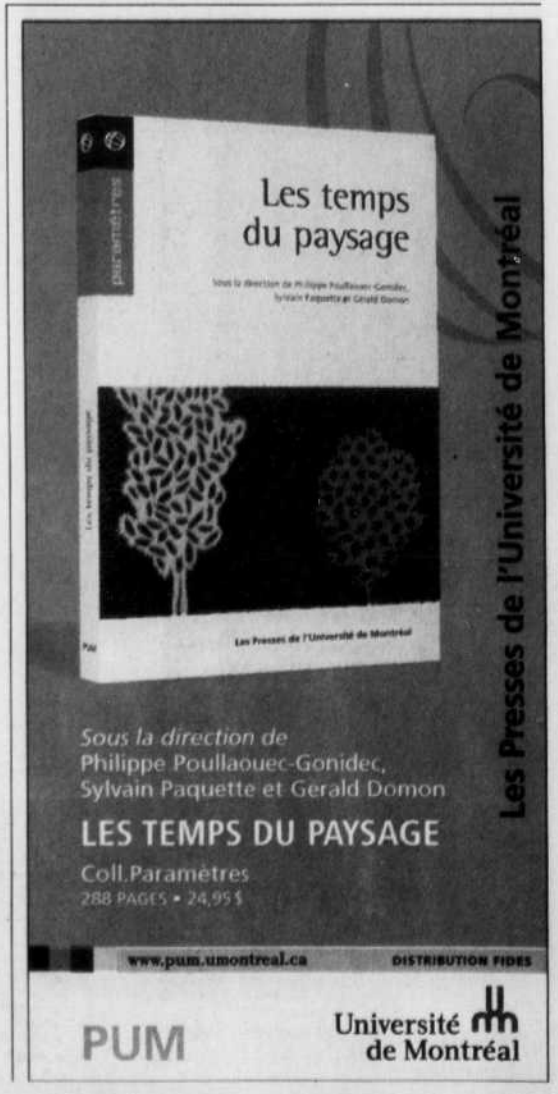
Au commencement, il y a eu des lamentations et des pleurs. Puis, les cadres des portes et des fenêtres y sont passés. Le plancher aussi d'ailleurs, ruiné par les défécations à répétition. Jean-Pierre — c'est son véritable nom — n'allait pas très bien. Lentement, ses mouvements ont commencé à être incohérents, son système digestif s'est détraqué et son appétit a diminué. Matin et soir, entre deux expressions de son agressivité, il préférait s'automutiler.

Le jour de son deuxième anniversaire, après quelques visites chez un spécialiste, le diagnostic est tombé: Jean-Pierre, malgré son jeune âge et l'amour que ses «parents» lui avaient témoigné depuis sa naissance, avait bel et bien sombré dans la délinquance. Une véritable bombe pour les deux propriétaires de ce jeune... golden retriever.

Reflet, pour certains, d'une époque formidable, la délinquance canine a de quoi

VOIR PAGE A 10: **POMPON**





OGM: Ottawa s'impatiente

Trois ans après avoir été formé, le comité responsable d'établir des normes d'étiquetage volontaire tourne en rond

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lyle Vanclief, s'exaspère de la lenteur des discussions sur les règles d'étiquetage des aliments génétiquement modifiés. Le ministre demande quand même au comité qui en est responsable de persévérer et de ne pas se saborder, comme sa présidente y songe.

«Le ministre est frustré de la longueur des procédures», a déclaré son porte-parole, Vern Greenshield. *«Il aurait espéré que les travaux soient déjà complétés. Quand* [ce comité] *a été formé, il avait eu l'impression que cela pourrait prendre aussi peu que six mois avant de développer ces règles, et cela fait trois ans maintenant.»*

Le comité en question a été mis sur pied en septembre 1999 et devait accoucher d'une politique, avec des normes communes, sur l'étiquetage volontaire des aliments génétiquement modifiés. La divergence des points de vue représentés à ce comité (les gouvernements, l'industrie, les agriculteurs et les consommateurs) a toutefois abouti à un cul-de-sac. Le comité piétine à un point tel que sa présidente songe à le dissoudre.

«Je m'inquiète de ce que nous ayons moins de consensus aujourd'hui qu'il y a un an», a écrit la présidente du comité, Doryne Peace, dans une lettre datée du 28 février dernier et adressée à tous les membres. *«Je crois que nous avons la responsabilité d'évaluer de façon réaliste si nous pouvons faire des progrès ou si nous ne devrions pas, en toute conscience, déclarer qu'il y a absence de consensus et dissoudre le comité.»*

En entrevue hier, Mme Peace a expliqué que d'ici le 1er avril, elle soumettra un questionnaire aux membres, leur demandant d'évaluer à quel point ils sont en désaccord avec la dernière proposition du comité. Ils auront un mois pour réfléchir afin de prendre une décision sur l'avenir du comité, début mai.

La dernière proposition établissait qu'un ingrédient n'est pas considéré comme un produit du génie génétique si 5 % ou moins de sa source est un produit du génie génétique. Ce seuil trop élevé a mené la représentante du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Jacynthe D'Amours, à voter contre la proposition, tout comme Marie-France Huot, d'Option Consommateurs. Cette dernière a d'ailleurs envoyé une lettre au premier ministre Jean Chrétien, lettre signée par 52 autres organisations qui demandent un étiquetage.

«On croit que les gens qui veulent vraiment manger sans OGM ne seraient pas satisfaits», explique Mme D'Amours.

La présidente, Mme Peace, explique que le différend ne se limite pas à cela. D'autres représentants demandaient que l'enzyme chymosine utilisé pour faire cailler le lait soit exempté des règles (différentes dans ce cas), que les huiles de soya et de canola bénéficient de règles différentes (encore d'autres règles), que l'étiquetage ne soit permis que pour annoncer l'absence d'ingrédients génétiquement modifiés et non pour informer de leur présence. Chacun de ces arguments n'était soutenu que par deux ou trois membres du comité, explique Mme Peace, d'où cette division, qui va dans tous les sens.

La proposition a obtenu 53 % des votes, une majorité simple que la présidente ne juge pas suffisante. *«J'ai pris cette décision en m'en remettant à mon jugement personnel»*, reconnaît-elle.

Participation du Canada à une guerre contre l'Irak

La cour fédérale rejette la requête de Daniel Turp

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Daniel Turp a perdu son pari. La Cour fédérale a radié hier sa requête pour assujettir la participation du Canada à une éventuelle guerre en Irak aux votes du Parlement et du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le juge Michel Beaudry estime que la requête de M. Turp et des étudiants en droit de l'Université de Montréal est prématurée puisque le Canada n'a pas encore décidé d'envoyer des troupes en Irak.

Le juge croit par ailleurs que les tribunaux n'ont pas le pouvoir de réviser les décisions du gouvernement quant au déploiement des Forces armées canadiennes.

M. Turp contestait cette interprétation, estimant que ces questions importantes devaient être soumises au Parlement et au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais le juge Beaudry n'a trouvé *«aucune justification jurisprudentielle»* dans les arguments de Me Turp et ses alliés. Il en arrive par conséquent à la conclusion *«qu'il n'y a pas de questions justiciables»* dans cette requête morte-née.

Les étudiants de Daniel Turp, qui avaient participé à l'élaboration de la requête, envisagent la possibilité de porter la cause devant la section d'appel de la Cour fédérale. Pour Daniel Turp, le dossier est clos. Candidat du Parti québécois dans la circonscription de Mercier, il consacrera toutes ses énergies à la campagne électorale. *«Je ne veux pas que les gens pensent que je veux me faire du capital politique avec une démarche judiciaire entreprise en ma qualité de professeur»*, a-t-il dit.

Relations de travail

Les policiers de Montréal enfilent le jean

Salaires et durée du contrat de travail sont au cœur du litige

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Le denim reviendra à la mode chez les policiers montréalais, qui engageront, dès lundi, des moyens de pression et porteront le jean dans l'exercice de leurs fonctions. La Fraternité des policiers reproche à l'administration municipale de s'en tenir aux mêmes offres salariales présentées en octobre dernier, proposition qui avait déjà été rejetée par le syndicat.

Malgré des signes encourageants en février dernier, les discussions au sujet de la question salariale et de la durée du contrat n'ont pas avancé d'un iota au cours des dernières semaines, selon le syndicat. La Fraternité des policiers estime qu'elle a été assez patiente. Les rencontres des derniers jours n'ayant apporté rien de neuf, les représentants de la table de négociations ont donné pour mot d'ordre aux membres d'engager des moyens de pression.

À partir de lundi, les 4200 policiers montréalais seront invités à enfiler leurs jeans, comme ils l'avaient fait lors des négociations de 2000, et à appliquer à la lettre les dispositions de la convention collective. Cette dernière mesure aura pour effet de hausser les coûts reliés au paiement des heures supplémentaires. Les policiers entendent également se montrer moins flexibles quant à leur disponibilité, explique le président de la Fraternité, Georges Painchaud.

Les désaccords

Si les deux parties sont tombées d'accord sur la majorité des éléments d'une nouvelle convention collective, elles ne s'entendent pas sur la durée du contrat. Alors que la Fraternité réclame un contrat de trois ans, la Ville souhaite conclure une entente d'une durée de cinq ans. *«Nous ne sommes pas intéressés par un contrat de cinq ans»*, tranche M. Painchaud. Seules certaines garanties, comme une clause d'indexation, lui permettraient d'envisager la signature d'une entente de cinq ans, dit-il: *«Mais je n'ai pas ces garanties. Je n'ai rien sur la table.»*

Côté salaire, la Fraternité demande des augmentations de 1 % en 2002, de 3,25 % en 2003 et de 3,5 % l'année suivante. L'administration refuse toujours de déroger de sa position initiale, soit un gel pour 2003 et des hausses de 2 % jusqu'en 2006.

Georges Painchaud reproche à l'administration de traiter les policiers sur le même pied que les autres syndiqués actuellement engagés dans un processus de négociations et de faire preuve de *«mauvaise foi»* à leur égard. Pourtant, dit-il, son syndicat *«fait bande à part»*. Contrairement aux autres syndicats, la Fraternité n'a pas à négocier l'harmonisation de différentes conventions collectives, cette opération ayant été réalisée il y a plus de 25 ans. De plus, sa caisse de retraite est plutôt bien garnie, avec près de 400 millions de surplus, alors que celles des autres syndicats accusent un déficit de 1,8 milliard.

Les représentants syndicaux entendent retourner à la table de négociations uniquement lorsque la Ville sera disposée à présenter une nouvelle offre. *«La Fraternité va respecter intégralement les services essentiels et le Code du travail. On ne prendra jamais le public en otage»*, assure M. Painchaud.

Francine Senécal, responsable du Développement des ressources humaines au comité exécutif de la Ville, n'était pas disponible hier pour commenter la décision des policiers.

Reprise des travaux sur l'autoroute Décarie

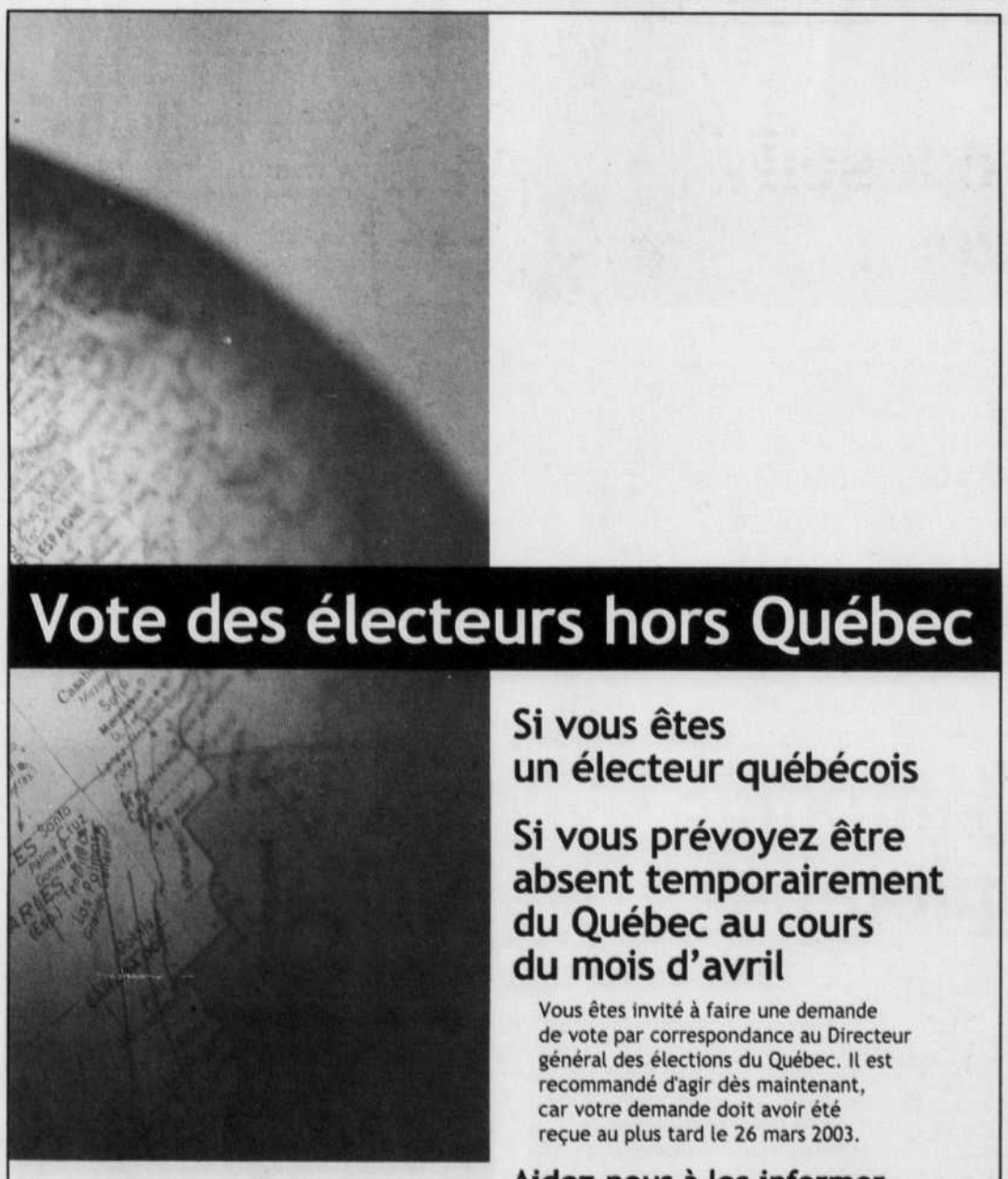
JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Il y a des signes précurseurs du printemps qui ne trompent pas, et le retour des chantiers sur les routes en est un. Dès dimanche, l'autoroute Décarie, entre les échangeurs Turcot et Décarie, sera fermée à la circulation cinq soirs par semaine afin de mettre un point final aux travaux de réfection de cette artère, engagés il y a trois ans.

Pendant les huit prochains mois, les automobilistes ne pourront pas emprunter ce segment de l'autoroute Décarie entre 21h et 6h du dimanche au jeudi. Le ministère des Transports complétera les travaux entrepris au cours des dernières années et procédera à la réfection du tunnel Notre-Dame-de-Grâce, au pavage de la chaussée et à diverses interventions sur les ponts d'étagement, dont celui de la rue Sherbrooke.

Pendant la durée des travaux, qui s'échelonneront jusqu'en décembre, Transports Québec invite les automobilistes à choisir un autre itinéraire, en optant notamment pour l'autoroute 13. Le chantier ne devrait pas causer trop d'inconvénients compte tenu de la baisse de l'achalandage sur l'autoroute en soirée, croit Paul-André Fournier, directeur pour la région de l'île de Montréal au ministère des Transports.

Au cours des années, la facture des travaux sur cette artère n'a cessé d'enfler. En 1999, on estimait qu'il en coûterait 36 millions pour retaper l'autoroute Décarie et ses viaducs. Aujourd'hui, les sommes engagées par le ministère et la Ville de Montréal s'élèvent plutôt à 97 millions. Mais il n'y aura plus de dépassement de coûts, promet M. Fournier, qui précise toutefois que certaines interventions, comme la réfection du tunnel Notre-Dame-de-Grâce, ont été ajoutées à la liste initiale des travaux et coûteront 20 millions supplémentaires. Le ministère de Transports assumera seul ces nouvelles dépenses.



« Dommages collatéraux »

Christian Rioux

◆ ◆ ◆

On veut bien croire que Jacques Chirac est un être vertueux, qu'il rêve depuis sa tendre enfance du jour où il répandra la paix sur Terre et qu'il n'a d'autre ambition que de passer à l'histoire comme un saint homme n'ayant semé derrière lui que bonheur et volupté.

Une fois qu'on a dit cela, on peut tout de même s'interroger sur la stratégie française dans le conflit irakien, qui consiste à imposer son veto à tout ultimatum à l'Irak *«quelles que soient les circonstances»*.

Jacques Chirac a rappelé que la France a utilisé 18 fois son veto à l'ONU. Le geste n'en est pas moins exceptionnel. C'est la première fois que la France s'en sert contre son allié américain depuis 1956. Il s'agissait alors de s'opposer à une résolution condamnant l'expédition coloniale franco-britannique de Suez. En fait, il y avait 14 ans que le veto français ne s'était plus exprimé.

Le geste est d'autant plus fort que Jacques Chirac a verrouillé toutes les portes en précisant que la France votera contre l'ultimatum américain *«quelles que soient les circonstances»*. Même s'ils n'osent pas le dire, de nombreux responsables politiques français se demandent en secret s'il fallait vraiment aller jusque-là.

◆ ◆ ◆

Jacques Chirac venait à peine d'intervenir à la télévision que son missile Scud faisait déjà des «dommages collatéraux». Et ce ne sont pas ceux qu'on attendait.

C'est en effet Tony Blair qui a essuyé les premiers éclats du veto français. Déjà fragilisé dans son pays, le chef travailliste marche aujourd'hui sur un fil, au point où les faucons américains menés par Donald Rumsfeld envisagent de partir en campagne sans lui. En optant pour la stratégie du «ça passe ou ça casse», en tentant de se rallier les potentats africains du Cameroun, de la Guinée et de l'Angola, Jacques Chirac tire le tapis sous les pieds du seul leader européen qui a l'oreille des Américains.

Il sabote les tentatives de compromis du locataire de Downing Street et s'exclut lui-même de tout compromis éventuel. *«Le veto de Chirac, au bout du compte, aura pour seul effet d'accélérer la guerre»*, a confié un ministre britannique au journal *Le Monde*.

L'autre victime de la stratégie française se nomme Colin Powell. Celui qui a convaincu de peine et de misère George W. Bush de se rendre à l'ONU pour élargir sa coalition et son soutien populaire se retrouve dans de beaux draps. Powell a toujours cru que la France demeurerait ouverte à une négociation de dernière minute. Chirac vient de lui dire qu'il n'en a jamais été question. Or, comme Blair, le héros de la première guerre du Golfe joue ici sa carrière politique — en fait, le seul qui ne joue pas sa carrière politique dans cette affaire, c'est Jacques Chirac.

La dernière et peut-être la principale victime du veto français est évidemment l'Europe. C'est ce que soulignait mercredi l'ancien ambassadeur canadien à l'ONU, David Malone, lors d'une conférence à l'Institut français des relations internationales. Le sermon que Jacques Chirac a récemment assené aux petits pays de l'Est récalcitrants pourrait les convaincre que l'esprit de grande puissance n'est pas là où ils le croient. Le message envoyé à Tony Blair n'augure rien de bon non plus.

Tout cela au moment où la convention dirigée par l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing doit proposer une nouvelle constitution européenne. Dans le meilleur des scénarios, toute perspective d'unité en matière de défense et de politique internationale sera reportée aux calendes grecques. Dans le pire, il faut s'attendre à quelques règlements de comptes sanglants.

Et voilà pourquoi, dans cinq ans, nous en serons encore à déplorer l'absence de contre-poids européen aux États-Unis.

◆ ◆ ◆

Depuis trois mois, face à des messages contradictoires, chacun a été justifié de se demander ce que George W. Bush voulait vraiment. En voulait-il d'abord aux armes de destruction massive que possède Saddam Hussein? En voulait-il au dictateur sanguinaire? Avait-il mesuré l'effet d'une guerre sur les populations arabes? S'agissait-il de remettre de l'ordre dans une région qui en a bien besoin? Ou voulait-il tout simplement, comme le soutient David Malone, faire un exemple pour remettre à leur place un certain nombre d'États voyous, comme la Corée du Nord?

Depuis lundi, on est justifié de se demander ce que la France veut vraiment. Pourquoi fallait-il annoncer l'utilisation d'un veto *«quoi qu'il arrive»*? L'art de la diplomatie ne consiste-t-il pas, justement, à ne pas se «peinturer» dans le coin? C'est étrangement le premier défenseur de l'ONU qui met fin au jeu diplomatique dans lequel il avait convaincu les Américains d'entrer.

Lundi, Jacques Chirac a rappelé que la résolution 1441 ne faisait pas référence à la dictature sauvage de Saddam Hussein. C'est tout particulièrement la France qui a refusé que cette question soit soulevée au Conseil de sécurité, disait récemment un des leaders de l'opposition irakienne, Kanan Makiya.

Non, il faut se rendre à l'évidence: Jacques Chirac n'a pas pu se retenir de surfer sur le mouvement pacifiste. Un mouvement qui ne comprend pas toujours que nous ne sommes plus en 1973, à l'époque de Salvator Allende, mais en 2003, à l'époque de Saddam Hussein.

Il ne faudrait tout de même pas confondre les deux.

crioux@ledevoir.com

Christian Rioux est correspondant du* Devoir *à Paris.

LE DEVOIR

ÉLECTIONS 2003

À chaud

JULIUS GREY

Enfin un débat d'idées!

Cette nouvelle course électorale est encourageante. Pour une fois, j'ai l'impression que nous allons avoir droit à une véritable campagne sur les idées et non plus uniquement, comme par le passé, sur la personnalité des chefs. C'est très bien car, de nos jours, cette préoccupation pour le contenu d'une campagne est de plus en plus rare dans nos sociétés démocratiques.

L'électorat, nous le voyons tous les jours dans les rues, est très bien informé. Et ce, quel que soit le groupe social, linguistique ou ethnique dont il fait partie ou encore les allégeances politiques qu'il partage. Qui plus est, les nombreuses suggestions faites il y a quelques mois par l'ADQ — même si, depuis, le parti a reculé sur plusieurs de ces propositions — ont eu le mérite de forcer les deux principaux partis à expliquer comment ils vont s'y prendre pour protéger les grands acquis de la société québécoise en santé, en éducation et en matière de protection sociale, d'accès à la justice ou encore de culture, une chose essentielle pour le seul État français d'Amérique.

L'enjeu de cette course électorale est donc crucial: comment allons-nous collectivement conserver le rôle de l'État, son efficacité et son bon rendement, mais aussi les aspects sociaux de notre système de gouvernement?

Une chose est sûre: nous sommes sur la bonne voie pour voir ces thèmes prendre le devant sur la place publique, et pas uniquement à travers des expressions creuses et des vœux pieux formulés dans le seul but de remporter des votes.

La question constitutionnelle devrait aussi resurgir. Mais j'ai toujours cru que pour cette année, ce débat serait secondaire, contrairement à 1993. Normal: l'électeur d'aujourd'hui veut entendre parler d'autre chose, par exemple d'un État fort et actif, une nécessité pour une société qui veut aider ceux qui sont dans le besoin.

Julius Grey est avocat.

Carnet de campagne

■ Moins de 200 personnes ont assisté mardi au lancement de la campagne de Mario Dumont dans sa circonscription de Rivière-du-Loup, modeste déploiement si on le compare à l'investiture du chef adéquiste, qui a réuni 1000 personnes en janvier. Modeste aussi si on le compare au lancement de la campagne des libéraux, à Québec, auquel ont participé 2000 militants. *«Il va y avoir un crescendo»*, a expliqué le chef de l'ADQ à quelques journalistes. Mieux vaut partir en catimini et finir en lion, faut-il croire. L'entourage de M. Dumont avait une explication plus prosaïque: la plupart des militants adéquistes s'activaient à installer des affiches électorales.

◆◆◆

■ Le chef libéral Jean Charest s'est rendu hier sur le site de la Cité du commerce électronique pour dénoncer ce genre de programme de crédits d'impôt accordés par l'État aux grandes entreprises. Les travailleurs de la construction, qui s'affairent à bâtir l'édifice, se sont massés près de la clôture pour entendre ce que M. Charest avait à dire. Lorsque *Le Devoir* leur a indiqué l'essentiel des propos du chef libéral, l'un d'eux a lancé: *«On va-tu perdre notre job?»*

◆◆◆

■ La candidate libérale dans Rosemont, Marilyn Thomas, a débuté sa campagne bien timidement hier. Cette avocate de 35 ans d'origine haïtienne a prononcé son discours dans une pièce étroite de la Caisse populaire ukrainienne de Montréal en compagnie de seulement une vingtaine de supporteurs. Une salle très vaste, située tout juste à côté, avait pourtant été prévue pour l'événement.

Généreux avec les compagnies, chiche avec les hôpitaux

Le PQ a multiplié les crédits d'impôt aux sociétés plutôt que d'investir dans la santé, dénonce Jean Charest

TOMMY CHOUINARD
LE DEVOIR

Entre subventionner la compagnie IBM ou la Cité du commerce électronique et financer l'hôpital Sainte-Justine, le chef libéral choisit la dernière option. S'il est élu, Jean Charest promet en effet de faire un *«grand ménage»* dans les crédits d'impôt consentis par l'État aux grandes entreprises afin de dégager des fonds qui seront réinvestis dans le système de santé. Toutefois, le chef libéral n'est pas en mesure d'évaluer clairement les sommes qui seraient épargnées, ni d'identifier plusieurs crédits d'impôt qui seraient ainsi éliminés, et le programme libéral n'en fait pas plus mention.

Lors d'un point de presse tenu hier devant l'hôpital Sainte-Justine de Montréal, Jean Charest a expliqué que les subventions aux entreprises sous forme de congés fiscaux ont augmenté de 1,3 milliard de dollars entre 1996 et 2003, passant de 800 millions à 2,1 milliards. *«Au Québec, on dépense quatre fois plus que l'Ontario en subventions et en crédits d'impôt, alors qu'on a 50 % moins de population. On reçoit en deçà de 18 % des investissements privés au Canada alors que nous avons 24 % de la population. C'est donc dire que les résultats ne sont pas au rendez-vous. C'est un mauvais choix du gouvernement»*, a-t-il lancé.

Plus tôt dans la journée, M. Charest s'est rendu sur le site de la Cité du commerce électronique pour appuyer ses dires. Il a dénoncé des crédits d'impôt de 76 millions de dollars accordés pour l'année 2003 par le gouvernement Landry aux entreprises en haute technologie qui s'installent dans la Cité du commerce électronique. Entre autres, la compagnie IBM a pu obtenir un crédit d'impôt de 17,2 millions de dollars sur 10 ans pour déménager ses locaux dans la nouvelle Cité. *«Nous, on va discontinuer ce programme. Il n'est pas question d'agir rétroactivement. Il ne sera pas question de continuer avec ce genre de programme qui pour nous est absurde»*, a-t-il affirmé.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le chef libéral Jean Charest, accompagné du député sortant de Châteauguay, Jean-Marc Fournier.

Par contre, outre les crédits d'impôt consentis à la Cité du commerce électronique, le chef libéral n'a pu citer qu'un seul autre exemple précis de congés fiscaux que son gouvernement abolirait une fois au pouvoir, c'est-à-dire ceux consentis à l'industrie des courses de chevaux. *«Il y en a toute une série»*, a-t-il ajouté, sans autre précision.

De plus, même si le programme libéral dévoilé il y a six mois dispose d'un cadre financier précis, chiffres à l'appui, le document n'indique pas quelles seraient les sommes dégagées par la révision des programmes de subventions et des crédits fiscaux aux entreprises. Aucun montant n'est inscrit dans les colonnes de chiffres du programme vis-à-vis de cet élément. Qui plus est, cette mesure pourrait permettre, selon le même document, de financer une réduction de la taxe sur le capital des grandes entreprises, et non un réinvestissement dans le système de santé.

Jean Charest n'a pas été en mesure d'évaluer clairement combien d'argent pourrait ainsi être épargné par la réduction du nombre de crédits d'impôt. *«On va les diminuer... On ne veut pas être dogmatique. On veut qu'on puisse revenir aux vraies valeurs de base, que chaque dollar dépensé soit justifié»*, a-t-il souligné.

À ceux qui l'accusent de verser dans la démagogie en liant le manque de financement de l'hôpital Sainte-Justine aux subventions accordées à la Cité du commerce électronique, M. Charest répond qu'*«au contraire, c'est la réalité, il n'y a pas d'exagération»*. *«Il faut faire cette comparaison, car les contribuables québécois, qui sont les plus taxés en Amérique du Nord, sont en train de donner de l'argent à leur gouvernement qui le donne à des compagnies qui n'en ont pas besoin, pour des emplois qui existent déjà, alors que cet argent devrait être transféré en santé»*, a-t-il expliqué.

Pourtant, le budget Marois déposé mardi prévoit une hausse de 1,4 milliard de dollars en santé pour l'année 2003-04, notamment grâce aux quelque 800 millions de dollars provenant d'Ottawa. *«Ces budgets ne sont pas récurrents, les médecins* [de l'hôpital Sainte-Justine] *ont pris la peine de nous le dire.* [...] *Il a fallu sept ans pour faire approuver l'agrandissement de l'urgence, il manque deux millions pour la mise en chantier. Le plan de réfection du département de néonatalogie est en attente depuis dix ans et a reçu le tiers du budget. L'unité de soins intensifs a besoin de 24 lits supplémentaires. Le bloc opératoire doit être refait et doté de nouveaux équipements. Ça, c'est la réalité d'aujourd'hui à Sainte-Justine, à laquelle n'a pas répondu Bernard Landry»*, a affirmé M. Charest.

Jean Charest a dévoilé hier son «équipe santé», composée de dix membres. Le candidat dans Mont-Royal et directeur du département de chirurgie au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, Philippe Couillard, et le candidat dans Robert-Baldwin et ex-directeur de l'Institut de cardiologie de Montréal, Pierre Marsan, en font notamment partie.

Le député sortant de Châteauguay et porte-parole du PLQ en matière de santé, Jean-Marc Fournier, est aussi membre de l'équipe santé. Son chef Jean Charest s'est rendu hier soir à son lancement de campagne au restaurant Le Rustik de Châteauguay. Normal, puisque l'élection n'est pas gagnée pour M. Fournier.

Le redécoupage de sa circonscription, causé par la nouvelle carte électorale adoptée en décembre 2001 et maintenant en vigueur, rend sa réélection incertaine. M. Fournier avait remporté l'élection de 1998 par seulement 4 % des voix. La partie annexée à sa circonscription, qui appartenait autrefois au comté de La Prairie, est très péquiste. Si la nouvelle carte avait été effective en 1998, M. Fournier aurait perdu l'élection par un peu plus de 1100 voix.

Promotion de la souveraineté

Landry demande conseil à Jacques Parizeau

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Si Bernard Landry souhaite accorder au débat sur la souveraineté une *«place grandiose»* dans la présente campagne, il se montre agacé quand vient le temps d'expliquer comment y parvenir. Mais il en discute régulièrement avec l'un de ses prédécesseurs, Jacques Parizeau.

Pour une deuxième fois en deux jours, M. Landry a indiqué aux journalistes qui couvrent sa campagne qu'il avait rencontré M. Parizeau pour discuter de la stratégie à adopter pour promouvoir la souveraineté en cours de campagne. L'ancien premier ministre, considéré comme un pur et dur, l'a conseillé.

Quels ont été ses conseils? a demandé un journaliste. Quelque peu impatient, M. Landry a répondu que M. Parizeau lui avait dit de ne pas le révéler. Pressé de questions, il a finalement laissé tomber une explication.

«M. Parizeau m'a dit qu'il était totalement d'accord avec ma position: il n'y aura plus jamais de référendum sur la souveraineté sans l'assurance morale de le gagner. On doit poursuivre vigoureusement notre idéal et l'échéance de 2005 est une bonne échéance», a-t-il affirmé, croyant que cela mettrait fin au dossier. Mais voilà, les questions se sont poursuivies. Les joues de M. Landry rosissaient à vue d'œil et son directeur des communications, installé à l'arrière de la salle, non loin des journalistes, lui faisait signe de cesser de répondre aux questions sur la souveraineté. Quand un journaliste lui a fait remarquer le manège, l'agacement de M. Landry est devenu très clair. La souveraineté est une des questions importantes de toute campagne électorale, et ce, depuis le scrutin de 1966 où le Rassemblement pour l'indépendance du Québec en avait fait son enjeu central, a rappelé M. Landry. *«Mais la vie continue. Ce serait immoral de parler d'un seul sujet»*, a-t-il ajouté.

Outre M. Parizeau, M. Landry a souligné avoir discuté politique avec l'ancien premier ministre Lucien Bouchard. C'est sous la gouverne de ce dernier qu'est née la notion de conditions gagnantes qui aujourd'hui, dans la bouche de M. Landry, est devenue *«l'assurance morale»* à obtenir avant d'enclencher un référendum. Dans une récente entrevue accordée au *Devoir*, M. Landry reconnaissait qu'il n'y a pas de différence entre les deux notions, sinon quelques nuances philosophiques qu'il n'avait pas précisées.

Pour parvenir à cette «assurance morale», M. Landry a rappelé qu'il y a différents moyens, dont *«la mobilisation des divers corps intermédiaires, le rôle du conseil de la souveraineté plus les sondages»*.

MM. Landry et Bouchard ont eu l'occasion de parler politique en marge d'un autre dossier: le conflit de travail chez Vidéotron. M. Bouchard est le négociateur pour la partie patronale. *«Je ne veux pas gâcher la sauce de quelque façon que ce soit. M. Bouchard est un homme de talent et il a l'impression que le calvaire achève.* [...] *C'est un conflit particulièrement difficile et cruel qui a affecté les syndiqués, l'entreprise et les usagers. Il est de mon devoir d'intervenir»*, a expliqué M. Landry.

Les étudiants demandent aux partis de faire leurs devoirs

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Petit test électoral à saveur d'éducation: devant l'absence de débats entourant les enjeux scolaires, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) balance aux trois partis son *«manifeste électoral»* et leur soumet un questionnaire. Des réponses, svp!

«Pour la FEUQ, le prochain gouvernement devra prendre des décisions afin de relever le défi de la société du savoir, du choc démographique et de la mondialisation», lance d'entrée de jeu la déclaration publiée hier par l'organisme de représentation étudiante. Sur ces trois enjeux importants, la FEUQ pose des questions concrètes et attend des réponses du Parti québécois, du Parti libéral et de l'Action démocratique du Québec.

«L'absence de l'éducation dans les récents débats nous inquiète, et ça augure très mal pour la campagne qui s'amorce», a expliqué hier le président de la FEUQ, Nicolas Brisson, à l'occasion du lancement du manifeste *Élections 2003, de grands défis à relever.*

C'était l'occasion pour la fédération étudiante de réunir en un seul document un ensemble de réflexions et de revendications qui ratissent très large. La FEUQ demande et espère un son de cloche au sujet d'une loi assurant le maintien du gel des frais de scolarité, d'un réinvestissement de 261 millions pour les universités — absent du budget Marois — ou du lancement d'un fonds pour la qualité de la formation et de la réussite, financé par une taxe sur les bénéfices avant impôts des sociétés du Québec.

«Je ne peux pas croire que les partis ne vont pas vouloir s'engager sur des problèmes sociaux, comme la baisse démographique et la mondialisation, au cœur desquels se situe l'éducation et sur lesquels il faut agir maintenant», explique M. Brisson.

La FEUQ attend des partis qu'ils se prononcent et répondent à son questionnaire. Les associations étudiantes d'un peu partout au Québec doivent sensibiliser leurs candidats respectifs à l'ensemble de ces enjeux et encourager les débats entre candidats. *«Si nous n'avons pas de réponse satisfaisante, on reviendra à la charge»*, promet Nicolas Brisson.

LA SANTÉ

au delà de la Médecine?

DEVENEZ
témoin vivant...
des **Miracles Rhumart®**

il s'agit ici de *véritables* Miracles scientifiques! -- Oui! De miracles, car la science médicale actuelle ne permet pas d'expliquer la diversité incroyable des résultats obtenus avec l'approche Rhumart®; sauf par ses 3 effets physiologiques fondamentaux, basés sur **l'électrophysiologie du système nerveux.**

arthrite, STRESS, inflammation hypertension, arthrose, maux de dos insomnie, douleurs, entorses, plaies, fractures et traumatismes divers...

Rien ne semble résister au conditionnement Rhumart® utilisé par un "patient" vraiment **motivé à guérir**, sous la guidance d'un Mentor expérimenté. À preuve, une recherche indépendante, auprès de 1000 utilisateurs du Rhumart®, a démontré qu'en moins de 6 mois, ils ont déjà *diminué de 50% leurs médicaments et leurs visites médicales*! Ce qui permettrait de réduire les coûts globaux de la Santé de 25 à 30%!!!

JUGEZ-EN par vous-même
en moins de 60 minutes!

Visitez le site des Miracles scientifiques Rhumart® au: **www.rhumart.com**

En particulier, chez-vous ou au Café Internet, vous êtes chaleureusement convié à visionner **16 courts Video-Clips** (en format Quick Time) dont la première adresse Internet est:
http://rhumart.com/movie/r6_f.mov
et les 15 autres adresses des Clips sont obtenues en remplaçant l'expression "**r6_**" de cette dernière adresse par les suivantes:
"**ri_t25_3**", "**ri_t19_**", "**ri_6a_6**", "**ri_t26_2**", "**ri_t20_1**", "**ri_t26_1**", "**ri_t11_2**", "**ri_t23_2**", "**ri_t11_1**", "**ri_t25_3**", "**ri_et2_1**", "**ri_t4_1**", "**ri_t1_**", "**ri_t4_3**", "**ri_t10_6**", "**ri_ets2_**" et "**ri_ts5_**" (les 2 dernières: pour les "**miracles**" à long terme!).

Enfin, plus de **300 000 humains** utilisent Rhumart®

Parlez au Dr R.A. Drolet

Dr R.A. Drolet, Ph.D. inventeur du Rhumart®

Canada: **(418) 683-7341**

*RHUMART est une marque enregistrée de FWT.

le système RHUMART® De Luxe

Les comtés à surveiller

La campagne électorale de 2003 foisonnera de batailles révélatrices de l'état d'esprit des Québécois. À l'échelle des circonscriptions s'affronteront des visions souvent opposées mais parfois proches les unes des autres. Voici un portrait des affrontements les plus significatifs.

TOMMY CHOUINARD
LE DEVOIR

C'est sans contredit dans la circonscription de Vachon que se fera le débat sur la santé et les services sociaux. Joëlle Lescop, exsecrétaire générale du Collège des médecins, pressentie comme ministre de la Santé d'un gouvernement adéquiste, fait face au péquiste Camil Bouchard, un professeur au département de psychologie de l'Université du Québec à Montréal qui a fait partie de plusieurs groupes d'étude pour le compte du gouvernement du Québec. La candidate libérale, Brigitte Mercier, était jusqu'à tout récemment directrice générale d'un centre d'hébergement pour femmes et enfants victimes de violence conjugale.

Rouyn-Noranda–Témiscamingue

Ce sont deux visions du développement régional qui sont présentées dans le comté de Rouyn-Noranda-Témiscamingue. Qui plus est, ce sont deux souverainistes qui s'affrontent! Le ministre sortant des Régions, Rémy Trudel, qui a connu un certain succès avec son Rendez-vous national des régions et la commission parlementaire sur l'entente de principe avec les Innus, fait face à l'ex-bloquiste Pierre Brien, porte-parole du développement régional de l'ADQ. Entre les deux, le libéral Daniel Bernard, ingénieur géologue qui a dirigé pendant trois ans l'Association de l'exploration minière du Québec, tentera de se tailler une place.

Bourget

La ministre sortante de la Culture et des Communications, Diane Lemieux, qui représente le parti qui a effectué la fusion de Montréal, affronte l'ex-maire de la métropole et candidat adéquiste Pierre Bourque, qui a vu son rêve d'«une île, une ville» se réaliser grâce au PQ! Il faudra aussi surveiller si un «effet Bourque» se produira dans les comtés voisins, comme Rosemont, au profit de l'ADQ.

Mercier

Le candidat de l'Union des forces progressistes (UFP), le Dr Amir Khadir, souverainiste connu pour son militantisme social au sein de Médecins du monde, tentera de récolter encore plus d'appuis que ne l'avait fait Paul Cliche de façon surprenante lors de l'élection partielle de 2001 (24,2 % des voix). Le candidat péquiste Daniel Turp, professeur à la faculté de droit de l'Université de Montréal depuis 20 ans et député bloquiste de Beauharnois-Salaberry à la Chambre des communes de 1997 à 2000, souhaite regagner cet ancien et mythique château fort péquiste détenu pendant presque 20 ans par le poète Gérald Godin, qui l'avait emporté en 1976 contre Robert Bourassa. La députée libérale sortante Nathalie Rochefort, issue du milieu communautaire, aura fort à faire pour conserver son siège, mais elle pourrait profiter de la division du vote souverainiste, tout comme le candidat adéquiste.

Kamouraska-Témiscouata

Un lieutenant du chef péquiste Bernard Landry, son conseiller politique Harold Lebel, en affronte un autre, celui du chef libéral Jean Charest, Claude Béchard. Ce dernier avait remporté les élections de 1998 par seulement 110 voix. Mais cette circonscription voisine de celle de Rivière-du-Loup, fief adéquiste détenu par le chef Mario Dumont, pourrait bien voir le candidat de l'ADQ Pierre Lévesque, un jeune de 26 ans originaire de Cabano, faire belle figure.

Louis-Hébert

Les trois grands partis présentent de grosses pointures dans Louis-Hébert. L'ADQ propose son président: le politologue à l'Université Laval Guy Laforest. Line-Sylvie Perron, ancienne attachée de presse de René Lévesque et directrice d'une des plus grosses firmes de relations publiques du Québec, Hill & Knowlton/Ducharme Perron, représente le Parti québécois. Les libéraux sont défendus par l'homme d'affaires Sam Hamad, ex-président de la Chambre de commerce du Québec métropolitain. Ajoutez à cela la possibilité que le député sortant et ex-péquiste Paul Bégin se lance aussi dans la course, tout comme l'animateur de radio André Arthur... Ça promet!

René-Lévesque

L'adéquiste François Corriveau répétera-t-il son exploit de l'élection partielle d'avril 2002 dans le comté de René-Lévesque, qui s'appelait alors Saguenay? Cette victoire de l'ADQ avait permis au parti de mettre fin à la solitude de Mario Dumont à l'Assemblée nationale et de catapulter le parti au sommet des sondages. Le Parti libéral a désigné François Désy, un conseiller en relations de travail qui est actuellement directeur d'un comité de nature économique à la Chambre de commerce de Manicouagan et président du conseil d'administration du Centre hospitalier régional de Baie-Comeau. Quant aux péquistes, ils misent sur Marjolain Dufour, un syndicaliste de longue date. Pierre Dostie représente l'UFP.

Sherbrooke

Le chef libéral Jean Charest n'aura pas la partie facile puisqu'il affronte encore une fois la vice-présidente du PQ, Marie Malavoy. Il faut se rappeler qu'aux élections générales de 1998, M. Charest l'avait emporté par une mince majorité de 907 voix sur Mme Malavoy. Il ne faudrait pas non plus négliger le candidat adéquiste Peter Downey, issu de la famille libérale. Son beau-père, Dennis Wood, est un homme d'affaires bien connu qui, en 1988, avait défendu les couleurs du Parti libéral du Canada contre... Jean Charest, qui était alors au Parti conservateur.

Matane

L'ex-président du comité national des jeunes du PQ, Pascal Bérubé, fait face à l'avocat Raynald Bernier, candidat adéquiste. Fait surprenant, le poste de candidat péquiste dans Matane avait échappé à M. Bernier lors de l'investiture du mois d'août dernier. Il a finalement tourné le dos au PQ et décidé de rejoindre l'ADQ. Il faudra voir l'effet de cet affrontement incongru sur le résultat de l'élection, puisqu'il pourrait bien favoriser la libérale Nancy Charest, fiscaliste au cabinet-comptable KPMG.

Rimouski

Rien n'est joué. Rimouski n'est pas un château fort péquiste. Si la députée sortante du PQ, Solange Charest, dispose de majorités confortables depuis 1994, elle fait maintenant face à deux adversaires coriaces. Le candidat libéral, Eric Forest, est une vedette locale. C'est le directeur général du club de hockey junior l'Océanic, une fierté régionale, et un conseiller municipal à la Ville de Rimouski. L'ADQ présente Stéphane Laforêt, jeune membre très actif de l'organisation du parti. Et Rimouski, c'est juste à côté du fief de Mario Dumont, Rivière-du-Loup.

Blainville

Une candidate-vedette de l'ADQ, l'économiste Diane Bellemare, professeure à l'UQAM et ex-présidente de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre, tentera de ravir cette circonscription à Richard Legendre, le ministre sortant de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport. Les libéraux ont une candidate issue de leur personnel politique, Jocelyne Roch, attachée politique de différents députés libéraux depuis les années 80.

Fabre

Sur l'île Jésus, il faut se demander si la circonscription de Fabre, avec le départ du président du Conseil du trésor Joseph Facal, demeurera péquiste ou si elle deviendra adéquiste, comme ce fut le cas pour la circonscription voisine de Vimont à l'élection partielle de juin 2002. La candidate libérale Michelle Courchesne, directrice générale de l'Orchestre symphonique de Montréal et ancienne sous-ministre de la Culture, et la péquiste Nathalie St-Pierre, directrice générale de l'Union des consommateurs, s'affrontent. Le candidat adéquiste n'a pas encore été désigné.

Rosemont

Les limites de la circonscription ont changé et font en sorte que la députée sortante et ministre déléguée à l'Énergie, Rita Dionne-Marsolais, doit désormais composer avec une partie de Viger, circonscription disparue au fort penchant libéral. Denise Larouche, présidente de l'arrondissement Rosemont–Petite-Patrie et conseillère du Vieux-Rosemont, représente l'ADQ. Cette ancienne représentante de Vision Montréal retrouve son chef Pierre Bourque, qui porte aussi les couleurs de l'ADQ dans le comté voisin, Bourget. Le candidat de l'Union des forces progressistes Omar Aktouf, professeur en management à l'École des hautes études commerciales de Montréal, pourrait aussi causer une surprise. Le Parti libéral a annoncé hier sa candidate: Marylin Thomas, une avocate de formation d'origine haïtienne.

La semaine de quatre jours inquiète les patrons

Perplexe, un député libéral appuie la mesure si elle est «flexible et réaliste»

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

Les représentants patronaux sont inquiets devant l'engagement gouvernemental de permettre la semaine de travail de quatre jours pour une conciliation du travail et de la vie familiale.

Gilles Taillon, président du Conseil du patronat du Québec (CPQ), a prétendu que *«cela va être impossible à gérer dans les milieux de travail et avoir des effets énormes sur les travailleurs les moins anciens. Laissons les milieux de travail décider eux-mêmes»*, a déclaré M. Taillon à sa sortie d'un forum sur la conciliation travail-famille auquel participaient, outre le premier ministre Bernard Landry, des dirigeants du monde du travail.

Au CPQ, on croit que la mesure coûtera au moins 200 millions. Il faudra réorganiser le travail dans les entreprises et faire en sorte que ce ne soit pas les employés les plus jeunes, qui ont le moins d'ancienneté, qui écopent, a plaidé M. Taillon.

«Laissons les milieux de travail décider eux-mêmes», dit le CPQ

Richard Fahey, vice-président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), estime que *«le plan du gouvernement devra permettre la flexibilité et pas du "mur à mur" appliqué à tout le monde»*.

Selon lui, la semaine de quatre jours permise à tout le monde coûterait 300 millions, notamment à cause des coûts indirects causés par le remplacement des travailleurs pour la cinquième journée de travail.

Un autre participant au forum, Russell Copeman, député libéral de Notre-Dame-de-Grâce et de nouveau candidat pour ce parti au scrutin du 14 avril prochain, a demandé: *«Si cette mesure est sérieuse, pourquoi le gouvernement ne l'a-t-il pas mise dans le dernier budget?»*

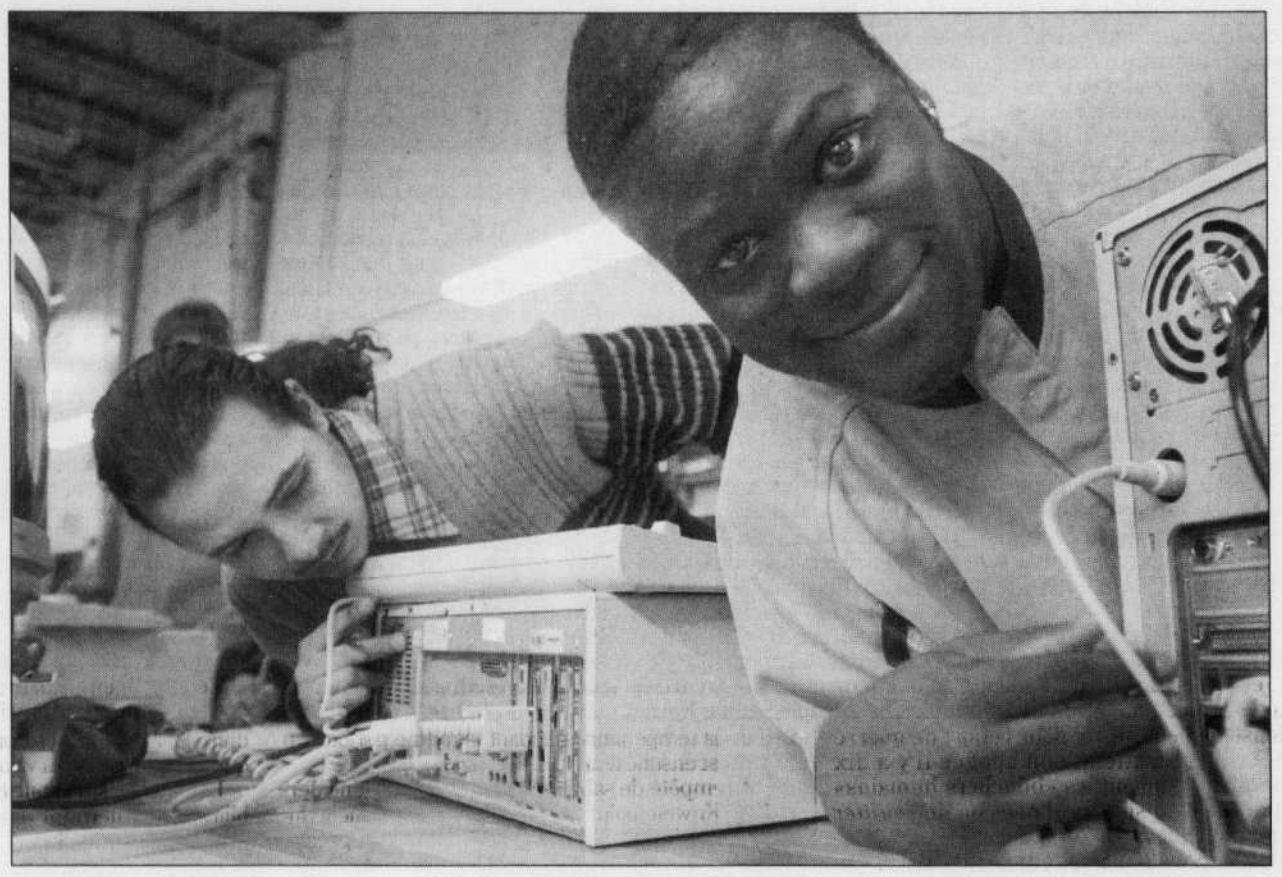
«Je ne suis pas sûr que le gouvernement est prêt à aller de l'avant. Si c'est flexible et réaliste, on est favorable à cela», a dit M. Copeman tout en disant demeurer perplexe.

Un éventuel gouvernement libéral instaurerait-il la semaine de quatre jours? *«On ne peut pas prendre cet engagement. Il faut une politique réaliste. Qui va payer? Combien cela va-t-il coûter? Les gens sont-ils capables de prendre une baisse de salaire de 20 %? Pour un salarié de 30 000 $, cela représente 6000 $. Je sens qu'il y a un intérêt pour cela, mais on ne sait pas si c'est vraiment réaliste»*, a répondu le député Copeman.

Pour Henri Massé, président de la FTQ, le syndicat le plus important au Québec, *«on paye le prix»* de n'avoir pas déjà instauré une telle mesure.

«La facture des entreprises est en train d'augmenter au niveau des burn-out, du stress. C'est le bordel dans le coût des assurances collectives», a fait remarquer M. Massé.

Le leader syndical s'est dit d'accord avec la mesure, mais à condition de réorganiser le travail dans les entreprises afin de permettre aux jeunes familles d'en bénéficier.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Voteront? Voteront pas? Ces jeunes en formation chez Insertech, dans le comté de Rosemont, seront en tout cas incités à le faire par l'entreprise qui voit aussi à leur formation sociale. Et c'est auprès d'eux que la ministre Rita Dionne-Marsolais s'est lancée en campagne.

ROSEMONT

Hier complices, aujourd'hui rivales

Les électeurs connaissent aussi bien la péquiste Rita Dionne-Marsolais que l'adéquiste Denise Larouche. Et ils les aiment toutes les deux!

Des points chauds de la campagne, Rosemont est un cas de figure: la circonscription, tour à tour libérale et péquiste, a été redécoupée, la candidate adéquiste est une élue municipale appréciée et l'UFP y envoie l'une de ses vedettes. Jean Charest s'y est donc arrêté hier et la députée Rita Dionne-Marsolais y était tôt à pied d'œuvre.

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

Rita Dionne-Marsolais est déçue: son comté de Rosemont, où elle siège depuis 1994, a été élargi pour aller gruger un peu de l'électorat, libéral, de Viger. Et Denise Larouche, présidente de l'arrondissement Rosemont–Petite-Patrie, est devenue son adversaire adéquiste.

«J'ai travaillé avec elle, je l'ai même aidée dans son élection. Je suis très déçue de voir qu'elle se retire au bout d'un an du mandat qu'on lui a confié», disait hier matin Mme Dionne-Marsolais.

On comprendra que c'est plutôt la lutte serrée qui s'annonce qui la fait tiquer. Car voilà deux femmes fines connaisseuses de leur coin, chacune élue deux fois, qui ont travaillé côte à côte dans plusieurs dossiers et pour qui les intervenants du quartier ne tarissent pas d'éloges. Tant mieux, fait Denise Larouche, sans état d'âme. *«Je dis aux gens: pour une fois, vous allez choisir entre deux bonnes personnes!»*

Si encore il s'agissait d'un face à face... Même pas, car l'adversaire libérale, présentée hier par son chef Jean Charest, ne sera pas à négliger. Pour le moment, Marilyn Thomas est une outsider (*«Thomas? Connais pas»*, disait-on hier dans le comté). Mais l'avocate de 35 ans, qui travaille chez Bombardier, est très impliquée dans la communauté haïtienne et M. Charest était fier de sa recrue.

Sa première sortie a toutefois été ardue. Questionnée par les journalistes, Mme Thomas s'est dite en faveur de la semaine de quatre jours — préconisée par le PQ —, puis a refusé de se prononcer sur la défusion municipale — évoquée par son parti. C'est son chef qui a répondu à sa place sur l'intégration des minorités en milieu de travail.

Des cycles de dix ans

Ces débuts chaotiques ne doivent toutefois pas occulter le fait que Rosemont vit des cycles de dix ans. Au député péquiste Gilbert Paquette, qui a siégé de 1976 à 1985, a succédé le libéral Guy Rivard, de 1985 à 1994. Et la péquiste Dionne-Marsolais, qui a alors pris sa place, ne l'a emporté que par quelque 2500 voix en 1998. C'est dire combien les 10 000 électeurs qui arrivent de l'ancien comté libéral de Viger s'avèrent non négligeables. Et qu'il ne faut pas attendre pour entrer en campagne.

Denise Larouche s'y mettra d'ailleurs dès aujourd'hui. Hier, elle a complété le transfert de ses dossiers comme présidente d'arrondissement — poste qu'elle quitte, en maintenant toutefois celui de conseillère municipale. Ensuite: terrain, terrain, terrain.

Elle a frappé à 8000 portes lors de la dernière campagne municipale et elle est prête à le refaire. On s'étonne: tant d'énergie pour une campagne essentiellement télévisée. *«Si vous saviez comme les gens sont heureux de voir qu'on se déplace pour aller les voir»*, assure-t-elle.

Et justement, c'est l'engagement du parti d'être plus proche des citoyens qui lui a fait choisir l'ADQ. Alors, son objectif est clair: voir chaque jour le plus de monde possible. Ses années de bénévolat, puis d'engagement dans le monde scolaire et enfin municipal auprès d'un maître du genre, Pierre Bourque (*«Mais,* dit-elle, *mes premières discussions avec l'ADQ datent d'il y a un an, avant qu'il soit approché»*), l'ont convaincue de l'importance d'être accessible.

Rita Dionne-Marsolais n'a pas le même style. *«Je ne suis pas une politicienne de naissance»*, reconnaît-elle sans peine. Et c'est vrai qu'hier matin, si elle était infiniment à l'aise de raconter l'histoire du Technopôle Angus — qu'elle appuie depuis ses balbutiements en 1994 (*«Ma seule promesse électorale»*, répète-t-elle) et qui est aujourd'hui l'un des piliers du développement de Rosemont —, les traditionnels serrements de mains paraissaient moins naturels.

Mais les électeurs rencontrés étaient eux-mêmes bien particuliers: des jeunes en formation chez Insertech — une entreprise du Technopôle où d'ex-toxicomanes, délinquants, décrocheurs, etc., apprennent à la fois la vie en société et un métier. Autant dire qu'une ministre, c'est bien loin de leur univers, et voter pas loin derrière.

Mais il y avait Francis, 27 ans, qui n'a jamais voté, qui le fera cette fois et pour le PQ en plus, même s'il n'a que bien brièvement serré la main de la candidate qui circulait. Et puis ces jeunes sont quand même un certain reflet du comté. Car si on n'y vit pas la grande pauvreté d'autres quartiers montréalais, on y trouve beaucoup plus d'assistés sociaux, de locataires, de familles monoparentales, de gens âgés que la moyenne montréalaise.

Certes, les cafés à la mode, les jolis restos, les nouveaux commerces des rues Masson et Beaubien montrent que le coin change peu à peu (se revitalise, disent Mmes Dionne-Marsolais et Larouche; se gentrifie, estiment les groupes communautaires). Mais les gagne-petits y sont encore nombreux.

Et hier après-midi, la quinzaine de personnes présentes à une séance d'information du Comité-logement Rosemont, toutes en quête de logements sociaux, se faisaient lapidaires: que font donc les politiciens pour nous? Rien, et c'est tout du pareil au même.

À gauche, pas d'illusions

Enfin, il y a bien ce parti de gauche, dont elles oubliaient le nom mais qui pourrait peut-être leur convenir. Sauf que le candidat de l'Union des forces progressistes, le professeur Omar Aktouf, qui jouit d'une certaine notoriété, ne sera guère présent dans le comté.

«Se faire élire dans Rosemont, c'est irréaliste, nous expliquait hier M. Aktouf. *Je fais plus campagne pour l'UFP à la grandeur du Québec.»* Pas question donc, après son investiture de dimanche, de faire du porte à porte. Et il sera en Afrique le jour de l'élection.

Avec la collaboration de Tommy Chouinard

LE DEVOIR

LE MONDE

La plupart des «boucliers humains» ont quitté l'Irak

RÉMY OURDAN
LE MONDE

Bagdad — Les «boucliers humains», ces volontaires étrangers qui entendent protéger des sites stratégiques irakiens d'une campagne de bombardements aériens américains, sont, un mois et demi après leur arrivée à Bagdad, finalement opérationnels.

Ils ont achevé leur déploiement sur cinq cibles potentielles. Mais ils ont entre-temps perdu leur chef. Seuls 70 «boucliers humains» sont restés en Irak, alors qu'ils étaient, il y a deux semaines, près de 300. Tous les autres ont, à l'appel de Ken O'Keefe, le fondateur de Human Shields, fui le pays.

Pour Ken O'Keefe, l'idée d'une *«émigration de masse»* visant à *«arrêter la guerre»* est *«un échec»*. Au terme de semaines de luttes intestines et avec le pouvoir irakien, M. O'Keefe l'a confié, en lisant une déclaration solennelle, à ses camarades. L'ex-Marine américain estime que le concept de «bouclier humain» — c'est-à-dire la détermination à offrir sa vie pour protéger une population d'une menace militaire — reste valable, mais il ajoute que l'Irak n'est peut-être pas le meilleur endroit pour tester une telle idée.

Il se dit ébranlé par l'hypothèse d'être perçu comme l'un des ultimes défenseurs de Saddam Hussein. Par solidarité avec les 70 «boucliers humains» qui contestent son appel au départ, il a toutefois décidé de demeurer en Irak avec le dernier carré de pacifistes. Mais le gouvernement irakien, qui l'accuse de *«briser le moral»* des volontaires, a expulsé Ken O'Keefe, déçu et amer, vers la Jordanie.

Liberté restreinte

La crise couvait depuis des semaines. Peu après leur arrivée à Bagdad, les «boucliers humains» ont découvert que leur liberté de mouvement était extrêmement restreinte. Pour le pouvoir irakien, il était hors de question d'autoriser un déploiement dans les lieux dits «humanitaires» tels qu'hôpitaux, écoles et orphelinats, ces endroits n'étant pas des cibles de l'armée américaine. Le premier site où les «boucliers humains» se sont installés, accompagnés par les caméras de télévision, a été la centrale électrique de Bagdad-Sud. Pour certains, ce fut la consternation: l'endroit était enclavé entre un pont stratégique et une base militaire.

Ken O'Keefe et ses plus proches compagnons ont alors commencé à douter, à craindre d'être manipulés, et ont estimé qu'il ne fallait pas que leur mission de protection des civils se transforme en une défense de lieux vitaux pour l'effort de guerre irakien. La crise a atteint son apogée il y a dix jours, Bagdad sommant les «boucliers humains» d'accepter les cinq sites proposés ou de *«quitter l'Irak dans les 48 heures»*.

Entre le 1er et le 3 mars, deux cents «boucliers humains» sont donc partis précipitamment du pays, tandis que soixante-dix autres volontaires ont accepté l'ordre d'être répartis entre les centrales électriques de Bagdad-Sud et de Durah, la raffinerie pétrolière de Daurra, la station d'épuration d'eau de Jaizert et le silo de Taije. Ken O'Keefe s'est mis en retrait de Human Shields, la relève étant assurée par un noyau dur qui estime qu'il faut éviter la guerre *«à n'importe quel prix»*, serait-ce celui d'une étroite coopération avec le gouvernement irakien. Après des débats houleux, Ken O'Keefe, se sentant *«responsable»* d'avoir attiré des dizaines de personnes dans cette aventure, a pris la décision de rester en Irak *«jusqu'à ce que le dernier "bouclier humain" quitte le pays»*, avant d'être finalement expulsé.

Pour les derniers volontaires, il ne fait pas de doute que le départ de Ken O'Keefe met un terme au débat sur leur éventuel départ. Eux resteront. Ils ont d'ailleurs adressé une lettre à la Maison-Blanche. Ils préviennent qu'un bombardement *«mettrait en danger la vie de citoyens américains, d'autres étrangers et d'Irakiens innocents»*. Et Carl Dallas, un chanteur britannique qui a écrit l'hymne de Human Shields, *Not In Our Name* («Pas en notre nom»), du nom du manifeste des pacifistes américains engagés contre une guerre en Irak, a rappelé que ces ultimes «boucliers humains» étaient *«déterminés à mourir pour protéger le peuple irakien»*.

REUTERS

La tempête a réduit la visibilité à pratiquement zéro.

La coalition affronte un premier ennemi: le sable

La météo risque d'être un facteur déterminant dans la guerre en Irak

AGENCE FRANCE-PRESSE ET REUTERS

Dans le désert du nord du Koweït — Quelque 160 000 soldats américains et britanniques, pris dans une tempête de sable en plein désert koweitien aux portes de l'Irak, nettoyaient hier leurs canons et leurs tentes.

«Je joue au golf et j'ai toujours pensé avoir passé trop de temps dans le sable jusqu'à mon arrivée ici», dit le lieutenant Joshua Lyons, qui s'activait à dépoussiérer sa tente.

Les tempêtes de sable ne sont pas inhabituelles dans le désert aride du Koweït. Certains parmi les militaires craignent de voir ces conditions climatiques extrêmes, et les températures de plus de 50 degrés en été, entraver leur action en cas d'invasion de l'Irak.

La tempête de sable a commencé à souffler mercredi. Et l'intense activité militaire dans le désert koweitien y aurait contribué, selon un météorologiste de l'aéroport de Koweït.

La visibilité était réduite à 50 mètres, a poursuivi le météorologiste, mais le pire semblait être dépassé hier en milieu de journée.

Le mercure est monté mercredi pour afficher 30 degrés au Koweït, soit cinq degrés au-dessus du record de la température pendant la même période en 2002. Il est ensuite tombé à 26 degrés.

Une tempête de sable avait frappé la semaine dernière le Koweït, point de départ d'une éventuelle invasion américaine de l'Irak, provoquant une grosse houle dans les ports où le déchargement des équipements militaires transportés par les navires américains avait été retardé.

«Mais les Marines vont continuer [à se déployer] *avec leurs équipements*, a assuré le lieutenant Lyons. *Nous avons des lunettes de protection et des foulards et même si la visibilité est réduite, nous devons continuer à travailler. Cela pourrait prendre plus de temps, mais nous devons accomplir le travail.»*

Les grandes chaleurs

Les quelque 160 000 soldats américains et britanniques, lourdement équipés, sont prêts à envahir l'Irak. Mais si les troupes américaines et britanniques attendent trop longtemps pour combattre, elles devront subir les grandes chaleurs de l'été, où la température peut atteindre en juillet plus de 50 degrés à l'ombre.

Une loi non écrite au Koweït permet aux ouvriers, qui font des travaux en plein air, d'interrompre le travail dans les conditions climatiques extrêmes.

Les militaires américains planifient une guerre rapide, mais l'instauration d'une paix en Irak pourrait durer des années.

Les températures au Koweït atteignent des records de 51,3 degrés. Les mêmes conditions climatiques prévalent dans le sud de l'Irak.

Ce genre de tempête n'empêchera pas l'assaut in fine puisqu'elle peut aussi présenter l'avantage d'introduire un élément de surprise — à condition, toutefois, que les assaillants parviennent à trouver l'ennemi.

La tempête, survenue en pleine nuit, a réduit la visibilité à pratiquement zéro et provoqué conjonctivites et maux de gorge chez de nombreux soldats.

Le sable risque aussi d'enrayer les armes et de nuire au bon fonctionnement de nombreux matériels cruciaux comme les ordinateurs et les moteurs d'hélicoptère.

«Je ne pense pas que quiconque puisse se battre dans de telles conditions météorologiques. On n'arrive même pas à distinguer son voisin», témoigne le lieutenant Brian Vonkraus, originaire de Boston. L'officier porte un bandeau sur l'oeil gauche, et le droit est tout enflé après qu'il eut conduit pendant la tempête.

Cette dernière, qui a diminué d'intensité dans la journée après avoir secoué pendant cinq heures la nuit dernière les «camps de toile» éparpillés dans le nord de l'émirat, a également constitué un test pour le moral des quelque 250 000 soldats occidentaux déployés dans la région du Golfe. Quatre militaires américains ont péri en février dans un accident d'hélicoptère pris dans des vents violents dans cet émirat.

Les stratèges militaires vont observer avec beaucoup d'attention l'évolution des conditions météorologiques pour décider du jour J pour lancer l'attaque.

Une tempête peut en effet compliquer la tâche des conducteurs de véhicules militaires opérant sur un terrain accidenté et inconnu, voire ne pas permettre aux pilotes d'avion et d'hélicoptère de distinguer le sol.

Le sable peut également affecter l'efficacité des équipements de vision de nuit fonctionnant sur le principe thermique de l'énergie dégagée par l'ennemi.

L'effet de surprise provoqué par une tempête où les deux camps ont du mal à se distinguer peut néanmoins être un plus pour les Anglo-Américains.

Lors du conflit de 1991, les pilotes d'hélicoptère des Marines américains souhaitaient un ciel dégagé tandis que les commandants des unités terrestres redoutaient avant tout des orages susceptibles de noyer les lits d'oued et de freiner la progression des blindés.

Le vent peut aussi faciliter la propagation des gas toxiques en cas d'attaque chimique.

La Ville de New York adopte une résolution hostile au déclenchement hâtif d'une guerre

GUY TAILLEFER
LE DEVOIR

Pendant qu'ils se chamaillent au Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis antiguerre ne désarment pas. New York est devenu mercredi soir la 141e ville ou comté du pays à voter une résolution, purement symbolique par ailleurs, hostile au déclenchement hâtif d'une guerre en Irak.

Dans la foulée de villes comme Los Angeles, San Francisco, Denver, Chicago et Philadelphie, le conseil municipal new-yorkais a voté par 31 voix contre 17 une résolution de paix qui plaide pour la poursuite des inspections en Irak tout en admettant l'usage, mais en dernier recours seulement, de «frappes préventives» pour faire plier Saddam Hussein.

Son adoption a donné lieu à d'âpres débats. Ses opposants l'ont jugée *«antiaméricaine»*, estimant invraisemblable que pareille résolution puisse être votée dans la ville où se sont produits les attentats du 11 septembre 2001. La résolution que plusieurs croyaient au départ morte-née, au moment de son dépôt en octobre dernier, a subitement gagné des appuis après les grandes manifestations antiguerre qui se sont déroulées à Manhattan et dans le monde à la mi-février.

L'adoption de cette résolution s'inscrit dans le mouvement Cities For Peace, créé l'automne dernier par l'Institute for Policy Studies (IPS), basé à Washington, pour contrer à l'échelle municipale le refus de la classe politique de Washington de relayer le point de vue des Américains qui ne veulent pas de la guerre. Selon l'IPS, les villes et comtés qui ont voté des motions antiguerre depuis cinq mois regroupent 30 millions de personnes. Le mouvement Cities For Peace a rayonné à l'échelle internationale: les maires de Londres, Rome, Berlin, Vienne, Paris et Bruxelles ont récemment fait une déclaration conjointe dans laquelle ils *«affirment avec force qu'un nouveau conflit peut et doit être évité»*.

Les sondages continuent de traduire un grand malaise au sein de l'opinion publique américaine face à la question irakienne alors que la position de la Maison-Blanche est toujours aussi contestée aux États-Unis même. Il y a une dizaine de jours, l'AFL-CIO, principale confédération syndicale américaine, a pris position contre une guerre sans soutien de l'ONU. À l'heure actuelle, presque toutes les Églises américaines se sont prononcées contre la guerre, y compris celle de George W. Bush, l'Église méthodiste unie.

EN BREF

Saint Pierre a perdu ses clés

Cité du Vatican (Reuters) — Saint Pierre a reçu de Jésus les clés du Royaume des cieux, selon l'Évangile, mais il semble qu'il les ait perdues. La main gauche de la statue de l'apôtre qui tenait les clés a mystérieusement disparu de la basilique Saint-Pierre. Taillée dans un bloc de marbre séparé, reliée au bras par une barre métallique, la main a dû être relativement facile à enlever. Le Vatican ne s'est pas exprimé sur ce qui a pu arriver, se bornant à signaler l'absence de la main et des clés.

Attentat contre un train en Inde

Bombay (Reuters) — Neuf personnes ont été tuées et 75 autres blessées par l'explosion d'une bombe hier à bord d'un train de banlieue à Bombay, a annoncé la police. *«Neuf personnes, dont trois femmes, ont péri, et 75 ont été admises à l'hôpital»*, a déclaré à Reuters un représentant des forces de l'ordre. L'attentat n'a pas été revendiqué. L'attentat survient au lendemain du dixième anniversaire d'une vague d'explosions qui avaient ébranlé la capitale commerciale de l'Inde et fait plus de 250 morts.

Soulagement à Salt Lake City

Salt Lake City (AP) — Une adolescente américaine de 15 ans, enlevée il y a neuf mois dans la région de Salt Lake City, vient de réapparaître saine et sauve, au grand soulagement de sa famille, qui n'osait plus espérer un dénouement heureux. Un couple de la région est actuellement interrogé par la police. Elizabeth Smart avait disparu de sa chambre par une nuit de juin dernier. Plusieurs centaines de personnes avaient ratissé les canyons alentours. Elle a été retrouvée mercredi en compagnie du couple suspect.

Partis kurdes interdits

Ankara (Reuters) — La justice turque a pris hier des mesures d'interdiction à l'encontre des deux principales formations prokurdes du pays. La Cour constitutionnelle a interdit le Parti populaire démocratique HADEP en l'accusant d'entretenir des liens avec la rébellion armée. Le procureur général de la Turquie, Sabih Kanadoglu, a ensuite demandé à la Cour constitutionnelle de bannir le DEHAP — Parti démocratique populaire —, frère jumeau du HADEP.

Assassinat de Djindjic

La piste mafieuse est privilégiée

ASSOCIATED PRESS

Belgrade — La piste mafieuse est privilégiée dans l'assassinat du premier ministre Zoran Djindjic. Une quarantaine de membres de la pègre ont été interpellés par la police serbe hier alors que le meurtre était vivement condamné par la communauté internationale, qui s'inquiète de possibles conséquences néfastes sur la jeune démocratie.

Le chef de la police de Belgrade, Milan Obradovic, a déclaré que les personnes interpellées sont *«directement ou indirectement»* liées à un groupe mafieux accusé d'avoir fomenté l'assassinat de Zoran Djindjic mercredi en plein centre de la capitale. Mais M. Obradovic a reconnu que les suspects numéro un, dont Milorad Lukovic, un ancien chef de guerre resté fidèle à Slobodan Milosevic, sont toujours recherchés.

«Je peux vous assurer que nous arrêterons tous les responsables et tuerons tous ceux qui résisteront à nos injonctions», a déclaré le ministre de l'Intérieur, Dusan Mihajlovic, devant la presse.

L'état d'urgence décrété quelques heures après le meurtre par la présidente serbe intérimaire, Natasa Micic, est entré en vigueur hier. Des barrages ont par ailleurs été dressés dans les murs et autour de Belgrade.

Les funérailles de Zoran Djindjic, tombé sous les balles de tueurs devant le siège du gouvernement, sont prévues demain. Le premier ministre serbe avait déjà fait l'objet d'une tentative d'assassinat le mois dernier.

Le premier ministre monténégrin Milo Djukanovic a estimé que *«plus que tout autre dirigeant* [serbe], *Djindjic avait compris la complexité des relations entre la Serbie et le Monténégro»*. Il a qualifié ce crime d'*«attaque abominable contre la démocratie»*. Selon lui, la mort du premier ministre menace la stabilité de l'union entre la Serbie et le Monténégro, conclue le 4 février dernier. Les parlementaires yougoslaves avaient alors approuvé un accord historique dissolvant la République fédérale de Yougoslavie et rebaptisant le pays du nom de ses deux entités «Serbie-Monténégro».

D'autres dirigeants ont dit leur crainte que la région ne bascule dans un bain de sang. Le parti de l'ancien président yougoslave Vojislav Kostunica, adversaire politique de Djindjic, a vivement critiqué la décision de Natasa Micic de décréter l'état d'urgence avant d'appeler à la constitution d'un gouvernement de transition.

Selon la Constitution serbe, la présidente doit nommer un successeur qui devra ensuite avoir l'aval du Parlement.

Zoran Djindjic avait joué un rôle important dans l'arrestation et l'extradition de l'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic devant le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, où l'ancien dirigeant est actuellement jugé pour génocide et crimes contre l'humanité. Le premier ministre serbe avait récemment indiqué qu'il souhaitait faire arrêter l'ancien chef de l'armée serbe de Bosnie, Ratko Mladic, activement recherché par le TPI, et s'était lancé dans une guerre ouverte contre les réseaux mafieux.

Pour la Grèce, qui assure la présidence tournante de l'Union européenne et qui est culturellement très proche de la Serbie grâce à la religion orthodoxe, cet assassinat prouve que l'Europe doit participer à l'instauration de la démocratie, de la sécurité et de la stabilité dans les Balkans, ainsi qu'au combat contre le crime organisé.

Résultats

Loto 6/49 — Tirage du 2003-03-12

16 18 21 22 32 33
Complémentaire: (05)

	Gagnants	Lots
6/6	1	2 000 000,00 $
5/6+	6	80 724,70 $
5/6	159	2 436,90 $
4/6	9 182	80,90 $
3/6	181 334	10,00 $

Ventes totales: 11 205 177 $
Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 $

Québec 49 — Tirage du 2003-03-12

05 12 16 17 19 31
Complémentaire: (35)

	Gagnants	Lots
6/6	1	1 000 000,00 $
5/6+	0	50 000,00 $
5/6	37	500,00 $
4/6	1 604	50,00 $
3/6	24 760	5,00 $

Ventes totales: 538 508,50 $

Extra — Tirage du 2003-03-12

Numéros	Lots
689060	100 000 $
89060	1 000 $
9060	250 $
060	50 $
60	10 $
0	2 $

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-G, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu MISE SUR TOI 1 866 SOS-JEUX

LE MARCHÉ BOURSIER

A B

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
Acd sys	5600	3,350	3,200	3,250	+0,140
AD Opt	4780	3,250	3,170	3,250	+0,100
ADB Sys o	42014	0,195	0,185	0,190	+0,015
ADF Gr f	52500	1,090	0,920	0,990	-0,020
ADS Inc A	10900	2,300	2,160	2,250	+0,090
Agf B F	67767	13,240	13,100	13,100	-0,020
AIC Dive p	1000	25,620	25,610	25,610	+0,610
AMR Tech	10000	1,020	1,020	1,020	0,000
Art adv o	7150	1,970	1,900	1,900	-0,060
AT plastics	31000	0,450	0,440	0,450	0,000
ATI tech	2013228	6,550	6,350	6,480	+0,310
ATS Auto	121399	8,960	8,370	8,600	+0,210
Aastra T	14621	18,000	17,950	18,000	+0,150
Aber dm	65706	26,970	26,250	26,250	+0,150
Aberdeen	53584	8,58	8,410	8,410	-0,120
Abitibi C	2444691	10,140	9,870	9,980	+0,090
Acetex	125500	5,750	5,750	5,750	0,000
Adeptron o	87900	0,250	0,170	0,200	+0,050
Adherex o	10000	0,370	0,360	0,360	-0,040
Adrian o	8000	0,120	0,120	0,120	+0,010
Advantx o	18800	0,120	0,105	0,120	+0,015
Aecon Gr	11500	5,050	5,000	5,000	0,000
Aeterna f	39238	4,200	4,030	4,100	+0,040
AfriOre o	16500	0,540	0,540	0,540	0,000
Afton o	19500	0,160	0,120	0,130	-0,070
Agnico E	548097	18,200	16,700	17,820	+0,370
Agricr utd	10300	4,030	3,600	4,030	+0,430
Agrium	334639	16,040	15,300	16,040	+0,670
Air Canada	482851	2,850	2,690	2,840	+0,190
Air Can a f	63376	1,540	1,400	1,470	+0,040
Airboss o	54625	2,650	2,600	2,650	+0,050
AirIQ	68800	0,230	0,210	0,230	0,000
Akita A f	1900	19,500	19,450	19,450	-0,050
Alcan	1298908	41,060	39,500	41,000	+1,920
Alcan C p	2200	25,350	25,300	25,350	-0,250
Alcan E p	14300	21,500	21,050	21,500	+0,210
Alcatel c	7669	9,750	9,300	9,750	+0,450
Aldeavisn o	29800	0,065	0,045	0,055	0,000
Aldeavsn r o	1000	0,005	0,005	0,005	0,000
Alexis N u	16300	10,000	9,850	9,990	+0,090
Algo Gr	22000	0,130	0,120	0,130	+0,030
Algoma St	334312	3,100	2,750	2,750	-0,160
Aliant	46093	27,250	27,040	27,250	+0,220
Aliant 2 p	4800	25,500	25,350	25,500	+0,150
Alimenta B f	62161	12,350	12,100	12,130	-0,070
Albanc a	969	46,450	46,000	46,450	+1,450
Albanc A p	1335	61,990	61,800	61,990	+0,150
All Atl Bf	31814	12,520	12,110	12,360	+0,200
Allied P u	5900	9,400	9,250	9,400	+0,100
Almaden	50440	0,850	0,810	0,850	+0,020
Altagas	5015	10,240	10,100	10,240	+0,140
Altarex o	19546	0,290	0,270	0,280	-0,010
Alternat o	26302	0,130	0,120	0,130	+0,020
Am Leduc	5133	0,290	0,270	0,270	-0,020
Amisco I	900	5,900	5,850	5,900	-0,100
Amtele	6414	2,360	2,360	2,360	0,000
Amtele u	14565	10,050	10,000	10,050	+0,050
Amves	31369	6,690	6,000	6,550	+0,750
Andrs WA f	2650	16,800	16,300	16,300	-0,100
Angiotec	95472	31,990	29,860	30,340	+0,900
AnorMed	6200	2,600	2,500	2,600	+0,120
Anthony o	135	0,000	0,000	0,000	0,000
Antrim ene j	12759	0,730	0,700	0,710	0,000
Apollo Gld	166516	3,360	2,810	3,350	-0,040
Arbor B f	70	0,000	0,000	0,000	0,000
Arcis o	11400	1,100	1,050	1,090	+0,070
Ariane G o	17005	0,650	0,630	0,630	-0,020
Ashton	10150	1,350	1,310	1,310	-0,010
Asia o	15000	0,070	0,070	0,070	0,000
Aspen g o	18406	0,190	0,170	0,170	-0,050
Assante c	45889	6,150	5,980	5,980	-0,100
Associated	73380	11,450	11,180	11,180	-0,270
Astral A f	248981	23,450	23,010	23,250	-0,130
Atco I f	11776	43,000	42,700	42,700	-0,100
Atco 3 p	31700	27,000	26,820	26,820	-0,080
Atlantis Sy	5000	0,710	0,710	0,710	-0,040
Atna o	1900	0,250	0,240	0,240	-0,010
Aur Res	148604	3,840	3,620	3,800	+0,150
Aurado Ex o	265490	0,255	0,240	0,250	-0,010
Aurizon o	118502	1,300	1,230	1,300	0,000
Automodu	3000	4,400	4,350	4,400	-0,050
Avent E o	31250	4,500	4,400	4,400	+0,050
Axcan P	64347	14,930	14,300	14,660	+0,160
Axia Net o	373114	0,680	0,590	0,680	+0,080
Azco Mng o	4000	0,190	0,190	0,190	0,000
B Split II	10945	8,760	8,220	8,600	+0,350
B Split IIp	200	18,520	18,520	18,520	+0,100
B2B Tr	155	7,850	7,850	7,850	+0,550
BCE Emer	117310	7,300	7,000	7,180	+0,190
BCE Inc	1572848	27,030	26,680	26,680	-0,210
BCS AA p	7256	25,600	25,350	25,500	0,000
Bce inc c	4430	25,500	25,330	25,450	+0,100
BCE I P	9230	25,250	25,160	25,250	-0,300
Bce i r	1400	26,190	25,910	25,910	-0,100
BCE I S	5325	25,250	25,190	25,250	0,000
BCE I Z	134	25,590	25,590	25,590	+0,090
BC Gas	145353	37,310	36,200	36,360	-0,460
Bfl C u	44367	11,700	11,600	11,680	-0,020
BMTC A f	1932	14,000	13,500	14,000	-0,500
BNN Sp p	1500	25,700	25,600	25,700	+0,100
BPO Ppty	4150	26,150	25,500	26,150	+0,650
BPO Pty G	36000	17,000	16,250	16,550	+1,300
BPO Pty J	150000	15,250	15,250	15,250	0,000
Bns S p	1000	23,600	23,600	23,600	+0,050
BW Tech	2709	19,600	19,500	19,550	+0,300
BakBone	66517	0,960	0,880	0,960	+0,100
Ballard	232289	15,050	14,270	14,900	+0,890
Band ore o	13500	0,470	0,450	0,470	0,000
Bank Mtl	2071258	40,500	40,060	40,250	+0,350
Bk Mtl 3p	1993	26,900	26,650	26,650	-0,050
BkMtl b4	16400	26,300	26,200	26,250	+0,100
BkMtl b 5	1325	24,950	24,860	24,860	-0,040
Bk Mtl b6	8800	26,290	26,160	26,160	+0,030
Bank N S	1394711	50,850	50,050	50,050	+0,050
Bk NS 9p	2000	26,260	26,260	26,260	0,000
Bk NS 11p	300	26,800	26,800	26,800	-0,010
BK NS 12 P	5200	25,090	24,900	25,000	-0,050
Barick gld	3162890	21,750	20,900	20,900	-0,660
Basis100	30175	0,520	0,510	0,520	+0,010
Battery	162000	0,085	0,080	0,080	-0,005
Baytex	494912	9,900	9,350	9,420	-0,230
Belair e o	4114	1,150	1,120	1,150	+0,030
Bell C 15p	1500	25,600	25,600	25,600	-0,150
Bell c 17p	4900	25,500	25,400	25,500	-0,040
Bell c 19p	1066	25,750	25,750	25,750	+0,250
Bell C Intl	5768	2,270	2,250	2,270	+0,070
Bell Nor G8	100	25,200	25,200	25,200	-0,050
Bell Nord u	41817	11,250	11,170	11,190	+0,030
Belzberg o	300	2,850	2,680	2,680	+0,010
Bema Gl o	1196857	1,540	1,420	1,510	+0,020
Bema gld wt	39000	0,600	0,500	0,600	0,000
Bennet E	97790	10,700	10,490	10,670	+0,170
Bestar	900	0,600	0,600	0,600	-0,100
Biomira	3861	1,490	1,420	1,490	+0,080
Bioms M	10500	3,340	3,200	3,340	+0,140
Bioniche	3200	1,800	1,710	1,710	-0,090
Bioscrypt	144050	0,700	0,650	0,670	-0,030
Biovail C	282934	56,000	54,280	56,000	+1,720
Birim A o	44000	0,350	0,320	0,350	+0,010
Bl Hawk o	1170000	0,120	0,105	0,115	-0,005
Blk Swan	34500	0,185	0,185	0,185	0,000
BlkRock	21400	2,300	2,050	2,200	-0,050
Boardwl	7720	14,340	14,250	14,250	+0,040
Boliden	109	2,800	2,800	2,800	-0,600
Bombdr A	63956	3,690	3,600	3,670	+0,190
Bombdr B f	4673927	3,550	3,420	3,500	+0,070
Bmbdr 2 p	3852	14,390	13,600	13,600	+0,100
Bmbdr 4 p	15070	18,150	17,550	18,000	+0,350
Bmbdr 3 pr	5100	15,200	14,700	15,200	+0,450
Bonavist	91724	33,250	32,100	32,100	-0,600
Boommg o	6600	1,300	1,300	1,300	0,000
Boston P u	5650	9,800	9,650	9,650	0,000
Bow valy	28825	2,890	2,800	2,810	-0,090
Brmptn A f	4208	13,500	13,000	13,000	0,000
Brascan a	184917	28,000	27,500	27,990	+0,590
Brascan 2	51900	18,800	18,600	18,600	-0,050
Brascan 4	36589	18,900	18,850	18,900	+0,050
Brascan 9	7700	25,100	25,000	25,100	-0,150
Brascan 10	9350	25,750	25,700	25,750	+0,100
Brascan 11	4076	25,100	25,000	25,100	-0,400
Brascan 12	1080	23,990	23,900	23,900	-0,100
Brascn 8,35	9150	25,790	25,580	25,700	+0,230
Brascn 8,30	4915	26,200	25,800	25,800	-0,350
Bras ser a	13250	18,500	18,100	18,500	+0,150
Bras ser c	100	17,350	17,350	17,350	0,000
Breakwtr	120566	0,235	0,200	0,215	+0,005
Brocker o	293	0,000	0,000	0,000	0,000
Brookfld P	151068	27,200	26,900	27,140	+0,120
Brookfld f	3545	24,600	24,250	24,400	-0,200
Brklyn E o	6389	1,250	1,200	1,200	0,000
Budd Can	700	4,750	4,750	4,750	+0,250
Buhler	1480	5,600	5,580	5,600	+0,050
Burlington	3080	69,290	66,930	67,000	-1,430
Burmis E	43379	0,600	0,550	0,600	0,000
Burntsnd	93650	0,255	0,240	0,240	+0,010

C

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
CAE	736429	3,990	3,780	3,950	+0,170
CCL B f	15335	16,760	16,660	16,750	+0,500
Ccr tech o	35100	0,160	0,160	0,160	+0,020
CFM Corp	26672	13,730	13,530	13,570	+0,070
CGI A f	1133220	6,750	6,550	6,550	0,000
CHC H a f	80488	24,490	23,260	24,450	+1,600
CHC Hlcpt B	2500	23,990	23,990	23,990	+1,630
CI Fund	158156	9,480	9,310	9,390	+0,130
CML Glob	10000	1,100	1,100	1,100	0,000
CP Holdrs	721	63,520	63,450	63,460	+0,410
CP Ships	308080	17,850	17,350	17,840	+0,520
Cpi plastics	105	6,270	6,270	6,270	-0,330
CSI wrlss o	18450	1,490	1,420	1,450	+0,050
Cable Sat f	86550	0,130	0,120	0,125	+0,005
Caldwel A f	5400	1,390	1,350	1,350	+0,020
Caledonia	437500	0,340	0,280	0,330	+0,010
Calian tech	4400	5,950	5,750	5,750	-0,030
CallNet	13595	1,750	1,540	1,700	+0,200
CallNet B f	99642	1,750	1,510	1,650	+0,190
Calpine w	57575	0,250	0,220	0,245	+0,045
Cambior	676265	1,680	1,510	1,650	-0,040
Cambir w b	41500	0,150	0,140	0,150	-0,015
Camco Inc	8220	2,350	2,000	2,050	-0,150
Cameco	101047	37,730	36,250	37,730	+1,150
Camp Res	200	0,000	0,000	0,000	0,000
Can Bread	2000	22,800	22,250	22,750	+0,500
Can Life F	737358	43,430	43,010	43,230	+0,130
Can life p	5200	26,250	26,000	26,100	-0,150
Canadex	500	3,000	3,000	3,000	0,000
CBk note	1500	1,650	1,650	1,650	0,000
C 88 Eng	521470	2,150	2,090	2,090	-0,080
Cdn fin	1450	30,120	29,870	30,120	+0,620
Cdn fin a	4747	15,400	15,400	15,400	0,000
CG Invest	17390	7,930	7,800	7,930	-0,010
C hydro	14300	2,300	2,200	2,300	0,000
CI Bk Com	1579718	46,850	45,790	46,080	+0,780
CIBC 14	1200	26,330	26,330	26,330	-0,050
CIBC 15	12000	26,610	26,610	26,610	+0,010
CIBC 18	4100	24,900	24,830	24,850	-0,050
CIBC 19	2500	26,300	26,250	26,260	-0,140
CIBC 21	5300	27,580	27,400	27,580	+0,130
CIBC 23	2209	26,700	26,670	26,670	-0,230
CIBC 24	8966	25,740	25,600	25,600	-0,050
CIBC 25	47025	25,700	25,510	25,530	-0,070
CIBC 26	5425	25,330	25,210	25,300	0,000
C Medical	25752	32,000	30,190	30,950	+0,770
CN Rail	472537	61,640	60,040	61,640	+2,100
Cdn Nat Res	531830	51,790	50,290	50,500	-1,140
CP Rail	402432	29,250	28,680	29,240	+0,650
C Superior o	356861	1,400	1,280	1,370	-0,010
Cdn Tire	130	37,500	37,500	37,500	+0,400
CTire A f	156122	29,850	29,150	29,400	+0,270
CUtil A f	23142	47,850	47,550	47,610	-0,290
CUtil ser r	1000	23,810	23,810	23,810	-0,190
CUtil Ser w	3575	24,900	24,700	24,900	+0,400
Cdn Ws Bk	7438	26,940	26,050	26,550	+0,500
Cdn World	1400	2,550	2,550	2,550	+0,050
Cdn Z o	6875	0,145	0,140	0,140	-0,015
Canam A f	435	5,900	5,900	5,900	+0,150
Canarc o	28700	0,490	0,470	0,490	+0,010
Canbras o	5800	0,330	0,220	0,220	-0,090
CanCap p	2700	26,250	25,950	26,250	+0,400
Carcor o	57000	0,320	0,310	0,310	-0,030
Canfor	83648	8,800	8,500	8,710	+0,110
Cangene	4837	10,130	9,950	10,130	+0,130
Canwest n v	1030	5,620	5,620	5,620	-0,060
Canwest G f	73796	5,730	5,500	5,500	-0,110
Cap Gain y	4825	16,490	16,150	16,400	+0,290
Cap Gain e	2500	12,100	12,100	12,100	-0,100
Cara	400	6,950	6,800	6,950	+0,150
Cara A f	20469	6,300	6,000	6,000	-0,200
Cardiom o	3800	2,390	2,300	2,300	+0,100
Cascades I	381101	13,100	12,800	12,840	+0,060
Case Res o	41000	0,750	0,730	0,750	-0,020
Cassiar o	40	0,000	0,000	0,000	0,000
Casurina u	1085	19,300	19,200	19,300	+0,450
Cavell En	177950	1,690	1,600	1,600	-0,100
Cedara sft	1300	1,350	1,300	1,300	0,000
Celest f	1568986	19,140	18,050	19,090	+1,570
Cell Loc o	7768	0,450	0,400	0,400	-0,040
CFund A f	65870	6,900	6,700	6,800	-0,050
Centurion o	109700	0,680	0,650	0,670	0,000
Cequel	188637	6,000	5,510	5,900	-0,100
Certicom	22850	0,760	0,720	0,720	-0,050
Chai na ta	5000	0,430	0,430	0,430	-0,100
Chemtr u	9975	14,490	14,220	14,290	+0,090
Chesbar o	41500	0,260	0,255	0,255	-0,005
CHUM B f	289	48,000	48,000	48,000	+0,500
Churchill	7769	2,790	2,700	2,750	+0,050
Cinram	56908	9,500	9,040	9,400	+0,310
Circa o	10000	1,160	1,150	1,150	-0,020
Clarke I	1200	9,300	9,300	9,300	0,000
Claude R	135225	1,430	1,310	1,420	+0,040
Clear engy	32781	2,800	2,500	2,500	-0,300
Clearwtr u	9565	11,100	10,800	10,800	-0,250
Co Oper A	800	22,250	21,900	22,100	+0,200
Coastal A	7575	25,450	25,350	25,450	0,000
Cstl V A	3335	25,100	25,000	25,000	-0,010
Cogco cble f	326692	12,200	11,500	12,000	+0,500
Cogeco f	19595	11,980	11,500	11,850	+1,050
Cognos	141383	35,000	34,000	34,790	+1,310
Collicutt	60	0,000	0,000	0,000	0,000
Com Dev	15055	0,790	0,730	0,760	+0,010
Comaplx	3000	1,650	1,600	1,600	-0,040
Compton	365039	5,430	5,220	5,250	-0,100
Concert I	12000	1,170	1,150	1,150	0,000
Conjuch	28400	0,370	0,355	0,355	-0,005
C HCI Af	714	3,250	3,250	3,250	-0,250
Cons Ppty	7500	0,250	0,220	0,250	0,000
Cont svf	40000	0,300	0,300	0,300	0,000
Cont div	10000	0,400	0,400	0,400	+0,050
Continentl o	500	0,230	0,230	0,230	0,000
Coolbrnd	980888	6,800	5,980	6,540	+0,680
Corby	1473	53,440	52,500	52,500	-0,550
Coreco I	600	4,500	4,500	4,500	+0,500
Corel	105395	1,040	1,000	1,040	+0,030
Coretec	1550	2,440	2,300	2,440	+0,040
Corriente o	87200	1,160	1,050	1,160	+0,010
Corus B f	26401	18,700	18,000	18,330	+0,320
Cossette f	9850	12,500	12,400	12,400	-0,190
Cott	243626	26,830	24,760	26,830	+2,330
Counsel	6400	2,470	2,470	2,470	0,000
Creo Inc	148030	8,870	8,650	8,760	+0,110
Crescnt a	145483	5,240	4,800	5,100	-0,040
Crescnt b	50	0,000	0,000	0,000	0,000
Crew D o	45333	0,340	0,320	0,325	-0,030
Crosof o	10584	0,140	0,130	0,140	+0,010
Cryocath	122125	4,150	3,650	3,900	+0,310
Cryptolog	9215	6,150	5,990	6,000	-0,040
Crystalx o	84793	1,520	1,480	1,480	0,000
Cumberl o	48000	2,510	2,400	2,500	+0,060
Cusac Gld o	75100	0,365	0,320	0,320	0,000
Cyberplx o	12346	0,300	0,260	0,300	+0,040
Cygnal o	96560	1,630	1,510	1,600	-0,100
Cymat o	7100	0,850	0,800	0,850	+0,070
Cytovx a o	500	0,750	0,750	0,750	+0,050

D F

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
Drc res	12000	5,130	5,050	5,130	+0,080
Dalsa	88311	14,500	14,000	14,000	-0,500
Danier L f	2050	11,250	11,250	11,250	0,000
Datamiro	4575	11,500	11,370	11,500	-0,320
Davis H u	45405	13,300	13,120	13,290	+0,140
Decoma A f	84872	9,190	9,010	9,130	+0,120
Defiant En	49700	2,250	2,180	2,200	-0,050
Denison	25025	2,190	2,060	2,190	+0,020
Denning	4200	5,700	5,600	5,600	-0,100
Descarte	148797	3,650	3,300	3,540	-0,010
Desjrdn A p	5050	25,600	25,510	25,510	0,000
Desjard T p	100	20,750	20,750	20,750	-0,250
Destiny R	2500	0,120	0,120	0,120	0,000
Devlan	29902	2,000	1,900	1,930	+0,020
Diagnocur o	1840	0,370	0,370	0,370	-0,010
Diamond F o	3500	0,380	0,380	0,380	0,000
Diamwork o	13100	0,820	0,800	0,820	+0,070
Diaz res cl a	165000	0,260	0,255	0,260	0,000
Dimethad	46472	1,890	1,860	1,860	0,000
Diversfd p	200	26,900	26,900	26,900	0,000
Divers CF p	3120	25,700	25,600	25,700	+0,010
Dofasco	107312	27,550	27,250	27,450	+0,450
Doman A	100	0,000	0,000	0,000	0,000
Domco Inc	1688	6,500	6,250	6,400	0,000
Dom Citrs o	4000	1,450	1,450	1,450	0,000
Dom Cit o	500	2,250	2,250	2,250	0,000
Domtar	1509783	15,000	14,760	14,900	+0,100
Domtar B	200	22,800	22,800	22,800	-0,200
Dmtr wt	245950	0,940	0,800	0,940	+0,160
Dorel A	1100	38,690	38,690	38,690	-0,080
Dorel B f	46791	39,000	38,500	38,750	-0,230
Draxis	17800	1,700	1,610	1,620	-0,080
Drillers	13200	1,830	1,800	1,830	+0,030
Duke En	54342	20,990	20,440	20,990	+0,900
Dundee A f	4130	14,190	14,030	14,030	-0,020
Dundee P A	8830	18,640	18,400	18,400	-0,250
Dundee Re	3867	20,960	20,800	20,850	+0,090
Dupont A	19565	16,840	15,900	16,000	-0,100
Dynamic g o	40400	3,760	3,700	3,700	-0,010
Dynatec	101615	0,710	0,700	0,710	-0,020
Dynetek o	15850	1,500	1,410	1,410	-0,290
EGI Can	417	5,770	5,720	5,770	-0,230
Eastmain o	12000	0,350	0,340	0,350	+0,020
Econ Inv	700	38,000	38,000	38,000	+1,500
Econ Inv p	200	49,250	49,250	49,250	-0,500
Ecopia b o	13914	0,450	0,430	0,430	-0,020
Eiger Tec o	66000	0,480	0,420	0,480	+0,040
Eldorado	1258496	1,890	1,660	1,800	-0,040
Elctrvy	12200	0,380	0,380	0,380	0,000
Elctmed j	114935	0,280	0,260	0,270	0,000
Eli Eco o	9000	0,900	0,880	0,900	0,000
Emco	38554	16,500	16,490	16,500	+0,010
Emera inc	86361	15,200	14,800	14,910	+0,310
Empire A f	18134	23,740	23,300	23,360	+0,090
Empire 2 p	2500	24,700	24,700	24,700	0,000
Enbridge	172614	43,500	43,080	43,400	+0,340
Enbridge p	1016	24,900	24,500	24,500	-0,020
Enbrid 760	5200	25,370	25,250	25,370	+0,120
Enbridge 8	5194	25,740	25,500	25,560	-0,180
Enbrid 780	4050	26,490	26,250	26,450	-0,050
Encana C	1350984	48,750	47,300	47,850	-0,490
Encana p	7087	26,940	26,100	26,100	-0,550
Endev E	315291	1,490	1,410	1,470	+0,070
Enerchem	2325	4,050	4,050	4,050	+0,150
Enerflex	22617	14,000	13,900	13,900	+0,290
Energy Nt	56100	0,290	0,270	0,280	-0,020
Energy sv u	27504	14,550	14,400	14,550	+0,050
Enghouse	1700	10,150	10,150	10,150	+0,050
Ensign res	176721	18,800	18,170	18,300	-0,090
Enyr M o	1000	1,470	1,470	1,470	-0,020
Envoy	3600	0,150	0,150	0,150	0,000
Epcor 1 p	2930	25,500	25,400	25,500	+0,100
Epic Data	1650	0,660	0,660	0,660	-0,090
Etruscan o	4133	0,980	0,950	0,980	0,000
Eurogas o	111329	0,395	0,390	0,390	-0,010
Exall o	114000	0,160	0,150	0,155	+0,005
Exco Tec	5100	6,750	6,560	6,750	+0,050
Exfo elec	45050	3,140	3,000	3,000	+0,030
Extendi	15000	3,750	3,720	3,750	+0,250
Extend A f	99732	2,950	2,880	2,950	+0,090
Fnx mini o	33525	6,450	6,370	6,410	-0,030
Fp News u	5600	9,550	9,500	9,500	0,000
FPI Ltd	5900	8,990	8,900	8,990	+0,190
Faircrt pr a	3300	10,450	10,390	10,450	+0,250
Fairfax f	70717	76,670	70,350	75,990	+5,850
Fairmont	250836	29,500	28,400	29,450	+1,100
Fairstar o	18000	0,170	0,160	0,170	0,000
Falcnbrg	159612	16,800	16,510	16,750	+0,450
Falcnbr 2 p	3775	23,750	23,600	23,700	-0,010
Farallon o	17000	0,280	0,280	0,280	-0,020
Finan ser	280	17,310	17,300	17,310	+0,010
Finan ser e	500	18,100	18,100	18,100	-0,590
Finning	104278	24,400	24,050	24,100	-0,050
F Calgary o	585371	2,480	2,200	2,470	+0,110
F Capital	1460	12,000	11,950	12,000	+0,050
F Quant o	37400	5,050	4,850	5,050	+0,050
F Silver o	24200	1,000	0,900	0,960	-0,020
Ftservice f	9970	18,020	17,500	17,770	+0,270
Sbanc Sp A	2003	27,650	26,760	27,650	+1,170
Sbanc A p	2484	25,900	25,750	25,900	0,000
Flint Engy	2800	21,900	21,900	21,900	+0,400
Forbes	12400	0,920	0,850	0,900	+0,050
Formatn o	6800	0,190	0,190	0,190	-0,020
Fortis Inc	26456	51,490	49,000	50,350	+1,350
Fortun Mo	1600	0,650	0,600	0,600	0,000
Forzani A	49933	16,750	16,200	16,610	+0,410
F Season	34242	39,830	37,830	39,590	+2,410
Franc-or o	10000	0,290	0,290	0,290	0,000
Freegld o	2500	0,430	0,430	0,430	-0,010

G

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
GDI Glb o	355700	0,070	0,070	0,070	0,000
GLR Res o	5000	0,390	0,390	0,390	+0,010
GSI Lum	44749	6,130	6,010	6,100	+0,130
GTC Tr Af	70779	34,300	33,500	33,550	-0,370
GTC Tr B	6300	33,960	33,600	33,720	-0,130
Gabriel o	143663	2,830	2,770	2,830	+0,030
Gammon o	86885	2,290	2,150	2,230	-0,080
Garneau	1000	0,700	0,700	0,700	+0,050
Gastar Exp	5252	2,190	2,150	2,190	0,000
Gateway u	29445	10,740	10,510	10,600	+0,040
Gauntlet	24000	3,950	3,800	3,900	+0,010
Geac Comp	308985	4,240	4,070	4,180	+0,080
Gemcom o	11000	0,220	0,220	0,220	0,000
Gemini o	6000	1,050	1,020	1,020	-0,080
Gendis	4400	2,000	2,000	2,000	+0,040
Gen don u	8100	8,920	8,860	8,920	+0,070
Gen Mnrl o	94750	0,110	0,100	0,100	-0,010
GMC	3801	48,320	46,200	48,180	+3,180
Gennum	31733	15,750	15,250	15,630	-0,040
GenSci o	28000	0,265	0,225	0,265	+0,035
Gentry o	21683	1,490	1,430	1,430	-0,020
Geomaqu u	726000	0,070	0,060	0,070	+0,005
Gerdau am	174950	1,910	1,770	1,880	+0,070
Gildan A f	25807	36,900	35,890	36,500	+0,610
Gitennes o	1000	0,120	0,120	0,120	-0,005
Glamis	766992	14,250	13,000	14,070	+0,320
Glentel	1600	1,100	1,070	1,100	+0,040
Global rwy o	5200	2,450	2,450	2,450	0,000
Global T A	11500	1,250	1,150	1,150	-0,100
Global T p	2100	9,700	9,600	9,600	-0,100
Global thr	121588	2,190	2,050	2,170	+0,070
Globex o	11100	0,750	0,710	0,720	-0,090
Glycodesn	13000	0,440	0,425	0,425	-0,005
G Resrv Ao	28797	2,500	2,300	2,420	-0,130
Goldcorp	795687	15,300	14,200	14,820	-0,180
Goldcorp w	300	16,000	15,660	16,000	0,000
Gl Queen o	42033	0,650	0,600	0,600	-0,050
G Star	368418	2,340	2,120	2,300	-0,050
G Star wa	2500	0,400	0,400	0,400	-0,050
Gldfarb A f	400	3,500	3,500	3,500	0,000
Goldstak o	3700	0,130	0,125	0,130	+0,005
Goran Cap	400	0,000	0,000	0,000	0,000
Grandfd o	500	0,850	0,850	0,850	0,000
Gt north	45300	2,850	2,800	2,850	+0,020
Gt wlife o	500	25,560	25,470	25,470	-0,130
Gt W Lifeco	294707	35,790	35,300	35,710	+0,220
Gw lifeco c	450100	26,700	26,700	26,700	-0,200
Gw lifeco d	3847	25,750	25,300	25,650	+0,050
Greystar o	77900	1,180	1,050	1,150	-0,050
Guard CA f	700	11,000	11,000	11,000	+0,200
Guyanor b o	60	0,000	0,000	0,000	0,000

H J

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
Hsbc p a	1000	26,750	26,750	26,750	-0,250
Haemcur o	12500	0,620	0,580	0,580	-0,040
Harris B	3200	21,000	21,000	21,000	+0,950
Hart store	2800	1,880	1,710	1,880	+0,010
Hartco crp	4000	2,900	2,600	2,900	-0,090
Hearx C	212	0,000	0,000	0,000	0,000
Heating O u	14235	11,870	11,830	11,830	-0,020
Helix Bio	20316	2,150	1,950	2,150	0,000
Hertg OA o	3000	2,750	2,700	2,700	-0,010
Heroux	2955	3,950	3,700	3,700	-0,050
High Inc Eq	5285	15,200	14,250	14,900	-0,640
High Inc p	2955	26,200	26,000	26,000	-0,200
High inco a	400	25,900	25,900	25,900	0,000
High Liner	400	7,750	7,750	7,750	0,000
High river	85974	1,900	1,730	1,800	+0,010
Hillsboro	2000	0,335	0,335	0,335	+0,010
Hip intra o	42650	1,060	1,020	1,060	+0,060
Hollingr I	5221	5,150	4,700	5,100	-0,100
Holingr III f	1400	9,700	9,650	9,700	0,000
Home B f	9975	14,840	14,250	14,250	-0,320
Hub intl	4800	17,990	17,340	17,850	+0,100
H Bay Co	92718	8,550	8,410	8,450	+0,040
Humbird	35705	25,100	24,000	25,000	+1,600
Humpty dty	2825	3,150	2,900	2,900	-0,300
Hurican a	99201	16,410	15,850	16,150	0,000
Husky e	369818	17,350	17,200	17,330	+0,180
Husky Inj	20655	6,000	5,750	5,950	-0,050
Hy Zels	200	2,010	2,010	2,010	0,000
Hydrogen	33267	6,000	5,550	6,000	+0,450
IBEX T	4090	0,490	0,480	0,480	-0,020
ID Biomed	28348	8,400	7,700	7,810	+0,170
Imi intl o	3330	2,970	2,760	2,800	-0,100
IPL mv	38640	10,500	10,000	10,400	-0,100
Iamgold	834093	6,250	5,750	6,050	-0,150
Imagictv	5000	1,600	1,600	1,600	+0,020
Imark o	28000	0,125	0,120	0,120	-0,030
Imax	26120	6,350	6,090	6,180	+0,100
Impact ener	117300	1,460	1,370	1,380	-0,090
Imp Metal	3658	0,450	0,450	0,450	+0,030
Imperial Oil	230883	47,100	46,410	46,840	-0,160
Imp plas o	1200	0,320	0,320	0,320	-0,010
Inco	988937	29,450	28,670	29,400	+0,700
Inco wt	4650	8,300	8,000	8,300	+0,200
Income S cp	2647	16,800	16,120	16,250	0,000
Income S eq	3100	12,600	12,510	12,510	-0,090
Indigo Bk	1000	4,600	4,600	4,600	+0,100
Ind Allianc	2342266	36,000	34,500	34,550	-0,700
Inex Ph	194025	2,900	2,600	2,760	-0,090
Inflazyme	580743	0,550	0,465	0,530	+0,050
Infowave o	230356	0,230	0,185	0,230	+0,045
Infowv Aw o	400	0,000	0,000	0,000	0,000
Inmet mg	28840	5,900	5,650	5,900	+0,150
Innova I	1800	0,940	0,940	0,940	-0,010
Inscape B f	815	16,790	16,790	16,790	-0,060
I Curator o	20500	0,100	0,085	0,090	+0,005
I Datacas	15000	0,140	0,140	0,140	+0,010
IForest A f	25935	7,270	7,000	7,250	+0,250
I Mineral o	34300	1,870	1,780	1,850	-0,030
Intertape	29525	6,020	5,800	5,960	+0,040
Intier A f	1603	18,070	17,200	17,200	-1,000
Intrawest	95886	15,590	15,390	15,580	+0,110
Intrinsyc o	43300	0,690	0,610	0,640	+0,010
Inventmic	1000	0,300	0,300	0,300	+0,020
Inv Grp	527072	24,450	23,900	24,070	-0,030
Inv Grp A	7180	26,350	26,150	26,160	-0,230
Ipsco	268927	13,580	13,000	13,580	+0,470
Isotechnik	86025	3,190	3,150	3,150	0,000
Itech Cap o	18500	0,150	0,140	0,140	-0,010
IUnits 60	377944	36,340	36,030	36,300	+0,500
Iunits irf	123764	12,600	12,200	12,500	+0,410
Iunits reit	17349	9,700	9,650	9,650	-0,100
IUnits 60c	24223	40,100	39,850	40,100	+0,500
Ig5s	11401	28,200	28,150	28,150	-0,100
Ig10s	7256	27,600	27,450	27,550	-0,250
Iunits msci	23254	14,300	14,000	14,300	+0,400
IUnits SP	6021	40,000	39,800	39,950	+0,500
Iunits cei	1820	32,300	31,800	31,800	-0,500
Iunits cfif	9191	26,650	26,350	26,600	+0,450
Iunits cgif	210287	38,850	36,500	38,100	-0,050
Iunits citi	108000	3,950	3,820	3,950	+0,150
Ivaco A f	11900	1,950	1,910	1,950	0,000
Ivaco B	2000	2,010	2,000	2,010	+0,010
Ivaco 2nd 2	300	21,850	21,750	21,750	0,000
Ivaco 2nd 3	300	23,850	23,850	23,850	+0,200
Ivaco 2nd 5	2633	24,800	24,650	24,650	-0,200
Ivanhoe E	329900	0,780	0,780	0,780	+0,020
Ivanhoe M	435005	3,050	2,960	3,000	-0,080
Ivernia o	214250	0,045	0,035	0,035	-0,005
Jcoutu a	330543	13,990	13,360	13,450	+0,200
JDS Uniph f	136916	4,430	4,210	4,430	+0,330
Jonpol o	900	0,105	0,105	0,105	0,000

K M

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
Kbsh L u	200	16,800	16,800	16,800	0,000
Kcp I u	115558	11,900	11,730	11,750	-0,250
K2 eng o	15000	0,470	0,430	0,430	-0,010
Kasten Ch	33100	0,730	0,680	0,700	0,000
Keg Ryl u	4735	9,690	9,600	9,690	+0,060
Kelman Tc	14500	0,550	0,540	0,540	-0,020
Ketch R	276119	5,000	4,550	4,810	-0,290
Kick En o	16600	1,350	1,350	1,350	+0,030
Kingsway	63182	15,500	15,250	15,400	+0,400
Kinross gld	3144062	8,840	8,010	8,400	-0,080
Kinross w	296650	1,250	1,150	1,190	-0,050
Kookabur o	3000	0,055	0,055	0,055	-0,005
Kyrgoil o	9000	0,045	0,045	0,045	+0,005
La Senza f	690	10,000	10,000	10,000	+0,150
Labophar	318095	3,350	3,150	3,350	+0,110
Lafrg Can p	75	0,000	0,000	0,000	0,000
GL & V f	84005	16,820	16,700	16,700	+0,100
Lassond A f	1600	17,200	17,100	17,100	-0,150
Laur Bk	139987	25,540	25,180	25,250	+0,340
Laur Bk 7	300	26,640	26,500	26,500	-0,150
Laur Bk 9	1800	25,160	25,100	25,100	+0,020
Leading B	400	2,710	2,710	2,710	+0,120
Leitch tech	20327	4,850	4,730	4,750	0,000
Leons Fm	4774	27,950	27,800	27,950	-0,050
Leroux B f	1600	2,950	2,750	2,950	+0,200
Lexxor E	5694	1,900	1,850	1,900	0,000
Lifeco	6200	13,870	13,500	13,850	+0,450
Lifeco a	1786	25,630	25,610	25,620	+0,020
Linamar	34525	9,000	8,700	9,000	+0,180
Linmor o	300500	0,045	0,040	0,045	0,000
Lionore	854402	5,700	5,370	5,550	+0,130
Lions Gat	3200	2,750	2,680	2,750	+0,230
Liquidatn	5476	5,210	5,060	5,200	+0,020
Loblaw Co	180924	53,800	53,400	53,750	0,000
Logstec B f	3400	9,000	9,000	9,000	-0,250
Lorus T	172005	0,750	0,700	0,710	-0,020
Luke engy	305490	1,630	1,600	1,610	-0,020
Luxell Tc j	21200	0,310	0,300	0,310	+0,050
MCAP Inc	1600	8,200	8,100	8,100	+0,100
MCM A	1500	8,300	8,290	8,290	+0,280
MDC A f	9450	5,160	5,000	5,160	+0,160
Mdp w b	35000	0,080	0,075	0,075	0,000
MDS Inc	409462	20,590	19,950	20,400	+0,580
MDSI	993	4,990	4,990	4,990	-0,060
MKS Inc	1500	1,350	1,320	1,320	0,000
Maax	21426	16,440	16,020	16,210	+0,180
Mcdonald	110677	22,000	21,300	21,700	+0,450
Mad Catz o	407170	0,890	0,870	0,870	+0,010
Madison P	350	0,000	0,000	0,000	0,000
Magellan	74005	2,250	2,050	2,070	+0,120
Magna ent a	12211	7,250	6,950	7,050	-0,050
Magna A f	218949	78,900	75,400	78,900	+3,700
Magna A p	14510	26,350	25,620	25,620	-0,580
Magnifom o	7820	1,600	1,550	1,560	+0,060
Magnotta	100	1,620	1,620	1,620	-0,080
Mainfrme	4500	0,375	0,330	0,375	+0,005
M Drilling	15500	4,200	3,950	4,200	+0,140
Manhattan	35415	0,830	0,750	0,830	+0,060
Manitoba T	187571	34,980	34,800	34,900	0,000
Manulife	1727245	36,250	35,200	35,200	-0,100
M L Food	23411	10,400	9,700	10,250	+0,500
Mrtme Lf p	104700	23,900	23,700	23,900	-0,100
Mrtme Lf 3	45950	25,690	25,510	25,600	+0,200
Martinrea	85338	7,750	7,630	7,700	0,000
Masonite I	268260	22,950	21,820	21,840	+0,140
Matrikon o	200	1,800	1,800	1,800	+0,050
Maverick	570	24,500	24,000	24,470	+1,150
Maxmzer o	2400	0,090	0,090	0,090	0,000
Mazarin o	44000	0,290	0,280	0,285	-0,005
McWatr o	2242317	0,255	0,220	0,250	+0,010
Medcomsi o	30300	0,240	0,210	0,230	0,000
Mediagrif	2480	5,400	5,250	5,250	+0,100
Medicure o	15500	0,810	0,780	0,780	-0,050
Medic w o	19500	0,230	0,215	0,215	-0,015
Medisolu	2500	0,160	0,160	0,160	0,000
Mega B	22008	20,500	20,000	20,500	+0,450
Menu F u	5000	14,300	14,200	14,300	+0,050
Meridian G	482460	16,200	14,850	15,850	+0,250
Merrill L	6462	50,110	48,370	50,110	+3,180
Metallic V	42000	3,200	2,900	3,000	-0,250
Metal Res o	26200	1,350	1,290	1,290	-0,010
Methanex	274384	13,450	12,770	13,250	+0,260
Metro A f	80159	17,180	17,000	17,150	+0,100
Microbx o	810	0,620	0,620	0,620	+0,010
Microcl B f	815850	0,095	0,085	0,085	0,000
Microlgx	75100	0,700	0,660	0,660	-0,030
Microtec f	3600	1,060	1,040	1,040	-0,040
Midnight oil	4100	5,300	5,250	5,250	-0,150
Minacs W o	13175	1,110	1,080	1,080	-0,030
Minco o	6000	0,390	0,380	0,390	-0,010
Mindrdy	500	1,000	1,000	1,000	0,000
Minefind o	137595	7,380	7,050	7,300	-0,150
Minier Nr o	36900	1,000	0,980	1,000	-0,030
Miramar	311917	1,460	1,300	1,430	+0,030
Mist Inc	10100	1,000	1,000	1,000	0,000
Mitec Tele	6300	0,300	0,280	0,280	0,000
Mobile C	7000	0,085	0,080	0,085	+0,005
Molson A f	210036	31,300	30,750	31,150	+0,190
Molson B	3000	31,150	30,710	30,710	-0,430
Moneta o	72000	0,150	0,140	0,150	-0,005
Moore	49453	16,980	16,130	16,850	+0,720
Morguard	1900	18,350	18,220	18,350	+0,150
Mosaic Gr	503750	0,045	0,035	0,040	0,000
Mosaid tec	3774	5,000	4,810	4,900	+0,050
Mount Rea	22600	1,650	1,610	1,610	-0,090
Mtn Prov o	36450	1,950	1,850	1,870	-0,070
Moveitonli	19449	0,710	0,600	0,710	+0,110
Moydow o	10000	0,800	0,790	0,790	-0,110
Mullen Tr	14133	31,650	31,500	31,500	-0,210

N Q

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
NHC comm	24600	0,880	0,870	0,880	0,000
Nps allelix	425	23,430	23,010	23,010	+0,310
NQL drill a	101091	7,020	6,950	6,950	+0,050
Nsi Global o	9000	0,080	0,070	0,080	+0,015
Napier env j	2200	0,185	0,185	0,185	+0,005
Nat Bk Can	2342586	32,380	31,660	32,070	+0,430
Nat Bk 12	400	25,500	25,500	25,500	+0,200
Nat Bk 13	400	26,790	26,780	26,790	+0,120
Nat Bk 15	4315	25,300	25,250	25,300	+0,050
Navigo en	135225	3,400	3,350	3,350	-0,100
Nelson Gld o	200400	0,450	0,420	0,450	+0,020
NetDriv o	20000	0,040	0,030	0,030	-0,010
Netgraph f	15786	0,130	0,120	0,130	0,000
Neuroch	46195	8,830	8,580	8,800	+0,110
Nevsun o	402271	3,250	2,800	3,150	-0,100
Ntl CapA f	794400	9,000	8,750	9,000	+0,250
Newgrow A	1100	9,800	9,770	9,800	+0,200
Newgro A	5748	14,070	14,060	14,070	+0,010
Newkidc o	2260	0,050	0,050	0,050	-0,010
Newmont	1573860	37,220	35,700	36,760	-0,060
Nexen	667674	32,400	32,100	32,400	+0,050
Nexfor inc	131844	7,250	7,120	7,170	+0,060
Nexia B	124055	1,740	1,400	1,550	-0,100
Nextair o	35000	0,080	0,080	0,080	+0,015
Nexus Gr o	380325	0,040	0,035	0,035	-0,005
Nexxlink o	200	2,900	2,900	2,900	0,000
Niko	8894	23,600	23,180	23,600	0,000
Niocan o	676	0,500	0,500	0,500	0,000
Noranda I	354209	12,360	12,140	12,330	+0,190
Noranda I F	4300	21,440	21,000	21,300	+0,550
Noranda I G	4430	22,950	22,650	22,950	+0,200
Nor I u	60350	9,670	9,600	9,620	-0,080
Norsat I	2400	1,300	1,200	1,300	0,000
Norske Sk	378930	4,260	4,100	4,250	+0,050
Nortel Net	16938977	3,160	3,050	3,150	+0,120
Nortel 5 p	43875	13,500	13,250	13,250	+0,100
Nortel 7p	13385	12,700	12,350	12,650	+0,370
NA Palldm	12683	4,500	4,270	4,500	+0,230
North Atl o	6500	1,600	1,500	1,600	0,000
Nor Finan o	595164	0,035	0,030	0,030	-0,005
Nor Orion o	2725340	0,190	0,165	0,190	0,000
Northgat	1371833	1,690	1,570	1,620	-0,060
Northgate w	125500	0,610	0,520	0,610	+0,070
Nthstr Aer	6000	3,030	3,000	3,000	-0,030
Northway o	3500	0,390	0,390	0,390	0,000
Norwall gr	2500	6,000	6,000	6,000	+0,010
Nova Chem	169701	26,670	25,870	26,640	+1,040
NS Pwr cp	1765	26,750	26,750	26,750	+0,100
NS Pwr D	100	27,250	27,250	27,250	+0,150
Novagld o	118505	3,320	3,200	3,200	-0,150
Novicourt	6600	1,450	1,380	1,450	+0,050
Nu sky o	166095	0,750	0,730	0,750	0,000
Nuinsco o	21500	0,335	0,310	0,320	-0,020
Nurun Inc	816	0,850	0,850	0,850	0,000
Nycan En o	112500	2,060	2,060	2,060	0,000
O Y Ppty	19030	5,500	4,960	5,100	+0,060
Offshore o	9500	1,060	1,050	1,050	-0,010
Oiltec res	25700	1,650	1,560	1,600	+0,050
Olympia	29796	3,600	3,400	3,520	+0,120
Oncolytic	17970	1,580	1,550	1,580	-0,020
Onex C f	754740	13,700	13,400	13,550	+0,050
OnX ent	487	0,000	0,000	0,000	0,000
Opawica o	85000	0,150	0,130	0,130	-0,020
Open Tex o	140806	39,080	37,810	38,750	+2,020
Orezone o	71850	0,520	0,480	0,480	-0,050
Orvana o	29360	1,150	1,120	1,120	-0,030
Oxbow Eq	5000	0,590	0,590	0,590	0,000
Pbb glb u	3723	10,960	10,850	10,960	+0,020
PLM Gr o	6500	0,530	0,530	0,530	0,000
Pac wst	1000	4,000	3,990	4,000	+0,190
Pac NthA f	3500	14,550	14,000	14,000	-0,550
Pac Rim j	40160	0,560	0,540	0,540	-0,030
Paladin	11300	4,220	4,200	4,200	-0,100
Pan-ocean b	19500	4,600	4,500	4,600	+0,100
Pan Amer	53399	8,590	8,290	8,410	-0,180
Pan amer wt	4000	3,390	3,390	3,390	+0,140
Pangeo	3384591	0,850	0,640	0,780	+0,140
Parmnt R	315758	11,750	11,550	11,550	-0,050
Pason Sys	6936	13,200	12,710	12,850	-0,250
Patheon	713531	12,940	12,270	12,800	+0,400
Peace A Ac	1000	0,450	0,450	0,450	+0,050
Peace A Bof	900	0,350	0,350	0,350	+0,050
Peak En	22500	2,100	2,050	2,060	-0,040
Pebercn	1000	2,150	2,150	2,150	+0,030
Penn Wst	114733	38,950	38,500	38,600	-0,150
Perle sys	1000	0,240	0,240	0,240	+0,010
Persona	50520	4,100	4,050	4,100	0,000
Petro C CV	1072388	52,300	51,240	51,370	-0,680
Petrobk	51490	3,840	3,700	3,700	-0,100
Peyto Ex	340520	12,600	11,750	11,750	-0,950
Philip ser	2000	0,480	0,480	0,480	+0,090
Pioner M o	24000	0,100	0,100	0,100	+0,010
Pivotal	36073	1,200	1,120	1,150	+0,020
Pivotl E o	9400	1,400	1,300	1,400	+0,100
Placer Dm	3528680	13,740	12,750	13,200	-0,200
Plaintree	27800	0,050	0,045	0,050	+0,010
Platnva As o	141000	0,045	0,040	0,045	+0,005
Polyair	600	10,000	9,900	10,000	+0,220
Ptash Cor	88899	91,000	87,200	91,000	+2,970
Powr Cor f	194632	36,250	35,660	35,900	-0,030
Powr C Ap	4985	24,700	24,260	24,590	+0,090
Powr C Bp	16780	23,500	23,250	23,320	+0,200
Powr C Cp	2255	25,100	25,000	25,000	0,000
Powr Fin	165414	37,850	37,160	37,300	-0,180
Pwr Fin A	1250	23,150	23,000	23,150	+0,050
Pwr Fin C	1395	26,250	26,010	26,010	-0,240
Pwf Fin D	5830	24,390	24,010	24,010	-0,180
Pwr Fin F	6170	23,250	23,020	23,150	-0,100
Pwr F 5,90	4940	25,300	24,960	24,960	-0,140
Pwr Fin H	4300	24,850	24,550	24,550	-0,300
Pwr Fin I	65848	24,900	24,800	24,800	-0,140
Pwr Fin J	49200	24,930	24,850	24,850	-0,070
Precisn D	271294	52,500	51,030	51,450	-0,300
Prem T Aof	440	3,350	3,350	3,350	-0,020
Prem brnd	100	8,750	8,750	8,750	+0,100
Prem I A	1600	9,300	9,090	9,300	0,000
Prime R u	8541	8,590	8,530	8,580	+0,060
Printera	20000	0,090	0,070	0,090	+0,020
Procyn o	28700	0,450	0,400	0,400	-0,010
Procyn w o	2000	0,050	0,050	0,050	0,000
Progress E	142200	8,100	7,500	8,000	-0,200
Promatek o	2000	3,150	3,150	3,150	+0,050
Promax o	43000	0,280	0,270	0,280	+0,005
Promet L of	40450	2,250	2,160	2,240	+0,020
Pulse	48700	1,200	1,150	1,180	+0,100
Purcell	14325	3,070	2,950	3,030	+0,030
Pure Gld o	414597	0,085	0,070	0,075	-0,005
Pure r o	100000	0,000	0,000	0,000	0,000
QLT Inc	102533	12,690	12,350	12,660	+0,310
Quebecor A	1262	17,710	17,600	17,710	-0,040
Quebcor B f	178109	18,130	17,600	18,000	+0,390
Quebecr w f	406842	33,700	32,410	32,410	-0,320
Quebecr w b	2000	26,660	26,650	26,650	0,000
Quebecr w c	5045	26,400	26,250	26,270	+0,070
Quebecr w d	72	0,000	0,000	0,000	0,000
Queenstak	302131	0,395	0,360	0,395	-0,005
Quenstn M	43500	0,740	0,640	0,740	+0,080
Quest a f	19568	1,190	1,180	1,180	+0,010

R S

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
R Split A	2350	36,750	36,000	36,750	+1,250
R Split Ap	42	0,000	0,000	0,000	0,000
Rdm corp o	2400	1,000	0,990	0,990	+0,020
RTO Ent	300	6,350	6,350	6,350	0,000
Ranch E	8100	1,110	1,100	1,100	+0,070
Rand a tech	2000	1,190	1,190	1,190	+0,040
Real Res	64575	5,000	4,950	5,000	+0,040
Reko Intl	5500	4,850	4,700	4,850	0,000
Research	567996	17,940	16,700	17,740	+1,540
Resol E	8500	2,260	2,250	2,250	-0,020
Revenue P	6831	1,610	1,570	1,570	-0,060
Rex Dia o	400	0,000	0,000	0,000	0,000
Richelieu	39382	14,000	13,750	13,750	-0,050
Richmont	12600	4,950	4,350	4,950	-0,050
Ritchr Bl o	1000	0,320	0,320	0,320	-0,030
Ridley I	9200	13,250	13,000	13,000	-0,250
Rio Alto rs	79244	0,730	0,680	0,700	-0,030
Rio narcea	216690	2,100	1,900	2,000	-0,050
River Gld	3700	2,650	2,600	2,650	-0,100
Roctest L	500	3,000	2,750	3,000	0,000
Rockwtr o	134575	1,090	1,020	1,080	+0,070
Rogers A	400	13,830	13,830	13,830	+0,230
Rogers B f	1074839	13,640	13,190	13,500	+0,630
Rogrs wrts	27291	13,800	13,600	13,610	-0,040
Roman	2000	3,030	3,030	3,030	-0,280
Rona Inc	15620	14,000	13,800	13,900	+0,100
Rothman	39610	23,740	23,290	23,350	+0,060
Royal Bnk	1398494	56,900	55,750	56,560	+1,150
Ry Bk J	7100	25,550	25,400	25,400	0,000
Ry Bk N	1471	26,000	25,910	25,910	-0,090
Ry Bk O	5190	25,660	25,500	25,590	+0,190
Ry Bk S	2750	27,100	26,990	27,000	+0,100
Royal bid	5300	20,450	19,420	20,210	-0,040
Ryl Group f	2583120	8,000	6,800	7,300	-2,200
Russel M	7550	5,300	5,160	5,160	-0,090
Stk Pulp u	151660	10,150	9,850	10,100	+0,300
Smtc m	200	1,750	1,750	1,750	0,000
SNC Lavin	85948	31,750	30,750	31,300	+0,200
SR Telcom	30400	0,750	0,730	0,750	+0,050
St Andrw o	353032	0,210	0,210	0,210	-0,005
StL CemA f	27428	18,010	18,000	18,010	+0,010
Samuel M T	2200	7,200	7,200	7,200	+0,010
San Fran A	2850	0,650	0,650	0,650	-0,100
San Fran Bt	3700	0,750	0,660	0,750	+0,050
Saputo Gr	58327	22,680	22,390	22,680	+0,530
Sask Wht be	185700	0,300	0,295	0,300	+0,010
Saturn	2200	0,290	0,290	0,290	-0,010
Saxon u	6750	10,240	10,010	10,010	-0,090
Sce Inv Af	4100	5,900	5,800	5,800	-0,050
Scotia Mt	15000	104,510	104,510	104,510	-2,230
Seamark	5045	17,450	16,600	17,190	+0,200
Sears Can	106945	14,600	14,150	14,350	+0,030
Semafo o	65538	0,480	0,400	0,400	-0,080
724 Solutn	104492	0,520	0,490	0,520	0,000
Seventh A	2000	0,580	0,580	0,580	-0,010
Shaw C Bf	686192	13,290	12,940	13,290	+0,530
Shaw c pr	7162	21,800	20,750	21,250	+0,450
ShawCor A o	15211	12,690	12,350	12,460	+0,110
Shell Can	46338	48,440	47,500	47,700	-0,200
Shermag	987	11,300	10,950	10,950	-0,450
Sherritt I f	114231	4,350	4,250	4,260	-0,070
Shire acq	929	24,710	24,500	24,700	+0,780
Shoppr Drg	159626	23,650	23,020	23,140	-0,110
Sico	1430	20,000	19,900	19,900	-0,090
Siebel jana	2617	12,460	11,840	12,460	+1,090
Sierra S	3015	8,050	8,000	8,000	-0,350
Sierra	39645	4,850	4,710	4,750	+0,150
Signalgen o	6486783	0,045	0,015	0,025	-0,055
Silent W	400	6,300	6,200	6,200	-0,050
Sino For Af	28200	1,790	1,680	1,790	+0,040
Sixty splt	6800	4,450	4,300	4,400	+0,080
Sixty a	6650	24,200	24,020	24,050	-0,050
Slater Stl	53107	1,750	1,600	1,700	+0,080
Sleeman B	44849	8,400	8,210	8,230	+0,030
Simsft vmv	1200	0,095	0,095	0,095	-0,040
Simsft lv	1200	0,050	0,050	0,050	0,000
Slocan F	225875	7,800	7,550	7,700	+0,130
Smithfield	6000	25,860	25,860	25,860	+0,130
Snow Le A	23200	0,105	0,100	0,105	0,000
Sobeys	127182	36,350	35,800	36,100	+0,200
Sodisco	3475	1,450	1,410	1,420	+0,010
Sftchoice	200	8,000	7,850	7,850	-0,150
Solectron	27032	4,700	4,420	4,470	+0,130
Sth Amer o	1520500	0,065	0,055	0,060	-0,005
Sth Cross o	320000	0,300	0,300	0,300	-0,010
Southmera	233224	6,500	6,220	6,500	+0,250
Southwrd	83600	4,000	3,850	3,960	+0,110
Southwst o	236050	14,850	13,850	14,520	-0,280
Spclty Fds	2068150	10,230	10,000	10,070	+0,060
Spectra f	2300	0,920	0,920	0,920	-0,060
Spectra P f	2050	2,560	2,510	2,510	-0,050
Spectral	1000	1,000	1,000	1,000	-0,040
Speedwre	12800	1,650	1,590	1,650	+0,020
Split Yield	400	1,700	1,650	1,650	-0,010
Split Yld II	800	8,500	8,500	8,500	0,000
Stackpole	2500	19,500	19,500	19,500	-0,140
Stake tech	24550	5,400	5,250	5,400	+0,410
Stantec	26880	15,250	14,500	14,500	-0,400
Stelco A	365671	3,390	3,270	3,340	+0,090
Sterlite O	119000	0,150	0,140	0,150	0,000
Storm E	49395	5,150	5,020	5,150	+0,090
Stratos Gl	32539	8,000	7,800	8,000	-0,060
Stressgen	51300	1,680	1,590	1,680	+0,090
Stuart	61302	3,580	3,360	3,380	+0,010
Sud Cont o	9500	3,000	2,600	2,650	+0,350
Sulliden o	150700	0,540	0,500	0,520	-0,010
Sun life	1576590	28,720	27,900	28,480	+0,780
Sun Lfe 1p	600	26,550	26,550	26,550	+0,100
Suncor	605922	26,000	25,450	25,750	-0,240
Suncor p	28775	26,490	26,300	26,400	-0,050
Sun Rype	5225	6,780	6,750	6,780	+0,030
Surefire	162400	0,195	0,180	0,195	+0,015
Swiss W u	9200	12,100	11,950	11,950	+0,100
Synex Intl o	1820	0,370	0,370	0,370	0,000
Synsorb	18169	3,050	2,850	2,850	-0,010
Synx Ph o	7300	1,350	1,250	1,300	+0,040
Systems	9300	0,790	0,750	0,770	+0,010

T Z

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
Tgs Ppty	9250	1,180	1,180	1,180	0,000
Td sel value	1040	14,750	14,600	14,750	+0,150
TD split	5010	17,200	16,760	17,200	+0,700
TD split a	714	15,270	15,270	15,270	-0,200
Td sptsx cp	230	24,600	24,600	24,600	+0,100
Tlc V	105998	1,500	1,320	1,350	-0,030
TRP NT	1000	5,210	5,210	5,210	-0,040
Tso3 o	4000	1,750	1,700	1,700	-0,010
Tso3 b o	20375	0,150	0,120	0,150	+0,010
Tsx Grp	6500	21,300	20,100	21,300	+1,300
TVA Gr Bf	60550	15,400	14,800	14,850	+0,100
TVI Pac o	1225800	0,095	0,090	0,090	-0,005
Tahera o	1291300	0,230	0,210	0,220	-0,015
Taiga Fort	2200	6,700	6,600	6,700	+0,300
Talisman	277038	59,810	58,240	58,870	-0,530
Tan Rnge o	252724	1,450	1,340	1,440	+0,020
Tappit r	61150	2,230	2,010	2,110	-0,130
Teck B f	396154	10,800	10,600	10,790	+0,240
Teck B wt	4000	0,400	0,400	0,400	+0,150
Tecsys o	990	0,750	0,750	0,750	-0,050
Teknion f	1000	5,800	5,800	5,800	+0,300
Telesys I	424820	0,300	0,285	0,295	+0,015
Telesys w	21445	0,025	0,020	0,020	-0,005
Telus corp	446398	15,840	15,320	15,750	+0,380
Telus C Af	277587	14,450	13,900	14,450	+0,300
Telus 4375	100	60,200	60,200	60,200	+0,190
Telus 475	15	0,000	0,000	0,000	0,000
Tembec	582437	9,100	8,900	8,960	-0,020
Tempest a	6180	5,100	4,950	4,950	-0,200
Tenke Mng	17000	1,160	1,150	1,160	+0,010
Trrqst En o	108200	0,370	0,360	0,360	-0,010
Tesco	9515	17,990	17,710	17,710	-0,340
Tesma A f	14678	24,260	23,860	23,860	0,000
Tesoro o	64200	0,090	0,090	0,090	-0,010
Tex Cap p	100	43,200	43,200	43,200	+0,100
Theratech	34495	4,040	3,850	3,980	-0,010
Thirty Five	1190	12,500	12,000	12,000	0,000
Thistle M o	287300	0,660	0,580	0,640	+0,010
ThomCor	331943	38,100	37,070	38,000	+0,410
ThomCor 2	49520	22,100	21,600	22,000	+0,200
Thom Cor V	5050	25,540	25,400	25,540	+0,040
Thunder E	270450	6,790	6,500	6,500	-0,100
Thundrm o	10961	0,130	0,120	0,120	-0,015
Tiberon o	78900	2,480	2,350	2,380	-0,090
Timbr stp u	27323	12,300	12,100	12,200	-0,100
Timinco	4000	0,850	0,850	0,850	-0,020
Tiomin o	125000	0,305	0,290	0,290	-0,010
Tiverton o	63700	0,270	0,245	0,260	0,000
Toreador	70	0,000	0,000	0,000	0,000
Toromont	22878	20,490	20,050	20,060	+0,060
Tor Dm Bk	1479679	32,570	32,020	32,020	+0,480
Td Bk j	7100	26,550	26,530	26,550	0,000
TD Bk M	68850	25,700	25,550	25,600	0,000
Torstar B f	91776	24,500	23,750	24,250	+0,500
Total Ener	39300	2,380	2,300	2,300	-0,070
TrAlt corp	313061	15,890	15,780	15,800	+0,020
TrAlt c 74	3400	24,900	24,750	24,900	+0,190
TrAlt c 815	8500	25,400	25,100	25,100	-0,250
TrAlt c 775	9835	25,250	25,050	25,250	+0,050
Transat at	12221	5,570	5,500	5,550	0,000
TrCan PL	769306	21,940	21,700	21,800	+0,190
TrP 1st U	5417	48,050	47,850	48,050	+0,050
TrP 1st Y	2580	48,000	47,800	48,000	0,000
TrGlob o	15230	0,700	0,690	0,690	-0,010
Tree Isl u	8635	9,500	9,400	9,500	+0,020
Tri Vison o	14700	0,850	0,820	0,850	+0,040
Triant Tc o	1000	0,280	0,280	0,280	-0,010
Trican Well	28836	21,000	20,750	20,750	-0,250
Trinorth f	3700	0,195	0,195	0,195	0,000
Trple G o	8900	2,210	2,190	2,210	0,000
Triqst E	28350	3,950	3,850	3,950	-0,050
Trizec Can	28244	11,000	10,400	10,800	+0,300
Trojan tech	46933	8,440	8,020	8,020	-0,090
True engy o	71200	0,880	0,800	0,800	-0,090
Tundra S	23670	7,250	7,100	7,100	-0,100
Turbo g	85400	0,360	0,340	0,360	0,000
Tusk Enrgy	390780	3,060	2,900	3,000	+0,120
Twin Mng j	83400	0,335	0,310	0,320	-0,010
Uex C o	36781	0,100	0,095	0,095	-0,005
Uts Energy	10000	0,360	0,350	0,350	-0,020
Ultra Pet	16042	13,490	13,010	13,490	+0,450
UNI selct	7039	18,000	17,740	17,930	+0,130
Unibroue f	1625	2,770	2,750	2,750	0,000
Unifort A f	1000	0,750	0,750	0,750	+0,020
Un Corp	1286	33,200	33,000	33,000	0,000
Upton res	8500	4,100	4,100	4,100	+0,020
Utility C	270	34,370	34,370	34,370	+0,140
VSM Med o	19500	1,990	1,920	1,920	-0,020
Van Houtt f	21583	12,000	10,910	11,000	+0,200
Vasogen	104948	4,450	4,100	4,420	+0,110
Vaquero E	258550	1,180	1,130	1,150	+0,040
Veritas dgc	500	10,450	10,450	10,450	0,000
VHom A f	1400	5,550	5,550	5,550	-0,150
Vicery R	186916	0,425	0,410	0,410	0,000
Vincor I	26047	21,290	20,610	21,040	+0,540
Viroc E	45000	2,050	1,980	1,980	-0,030
Virginia o	38500	1,000	0,950	1,000	+0,010
Virtek vis o	6700	0,810	0,800	0,810	+0,010
Vista Gld	34294	5,000	4,450	4,870	+0,070
Vitran A	2325	8,850	8,800	8,800	+0,300
Vivendi u	5146	20,470	19,570	20,330	+1,620
Vivent b o	500	0,140	0,140	0,140	-0,020
WFI ind o	5901	3,300	3,250	3,250	-0,020
Wgi Heavy	432300	7,600	7,500	7,600	+0,090
Wajax	1100	3,600	3,600	3,600	-0,050
Walbrdg o	55904	1,800	1,650	1,800	+0,050
Wamex o	21500	1,200	1,150	1,200	+0,050
Weda bay o	1300	0,270	0,270	0,270	0,000
Wenzel Dw	2000	0,520	0,520	0,520	0,000
Wescst A f	4531	32,510	32,000	32,000	+0,300
Wst Frasr	9753	35,010	34,620	34,620	-0,380
Westaim	28878	1,830	1,750	1,830	+0,070
Wcoast 7 p	2400	21,300	21,000	21,000	+0,250
Wcoast 8 p	1392	22,710	22,500	22,710	+0,210
W Copper o	47300	4,000	3,650	4,000	+0,350
Western F o	1500	2,750	2,750	2,750	+0,010
Wstrn oil	11620	24,550	24,500	24,500	+0,100
Westfort o	14466	0,040	0,040	0,040	0,000
Westjet air	46334	16,000	15,500	16,000	+0,500
Weston	43834	92,250	91,510	91,900	+0,400
Weston G p	4315	25,100	24,750	24,750	-0,400
Weston 2 p	1665	26,690	26,510	26,530	+0,030
Westport	176048	1,500	1,320	1,410	+0,010
Weyerhae	293	69,290	69,290	69,290	+1,570
Wheaton o	1545869	1,160	1,030	1,150	+0,050
Wheatn w o	106900	0,570	0,480	0,570	+0,040
Wi-Lan	22490	1,350	1,300	1,300	0,000
Winpak	292	108,000	108,000	108,000	-1,000
Wireless o	24130	1,400	1,370	1,370	+0,020
World Hrt	194367	1,730	1,580	1,650	+0,050
X Cal o	13500	0,600	0,580	0,590	0,000
Xenos Gr o	99400	2,390	2,300	2,300	-0,100
Xerox A p	600	29,000	28,600	28,600	-0,400
Xillix	57900	0,260	0,240	0,250	+0,005
Xplore tec o	76683	0,300	0,290	0,300	+0,010
Yamana o	372500	0,120	0,120	0,120	0,000
Yorbeu A o	6000	0,090	0,090	0,090	0,000
ZCL Comp	14500	0,680	0,660	0,660	-0,100
Zi Corp	7700	2,900	2,670	2,900	+0,070
Zargon	20286	9,900	9,400	9,900	+0,050
Zarlink S	645984	4,920	4,670	4,890	+0,290
Zarlink S p	500	24,750	24,750	24,750	0,000
Zaruma o	12300	0,170	0,170	0,170	0,000
Zemex	348	12,810	12,810	12,810	+0,110
Zenon Env	53397	11,250	10,900	10,900	+0,650
Zenon A f	5200	9,000	8,250	8,250	+0,200
O1 Comun o	4500	0,130	0,130	0,130	+0,010

DÉBENTURES

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
Acclaim db	70	110,000	109,500	109,750	-0,250
Advntge d	73	111,000	110,000	111,000	+0,970
Agricore d	25	93,500	93,500	93,500	+1,500
Atlas C d	24	132,990	132,990	132,990	+2,980
Cdn hotel d	30	101,600	100,600	100,600	-0,400
Chmtrd 10 d	82	105,000	104,250	104,250	-0,740
Clublink d	5	84,000	84,000	84,000	+1,000
Concert 8.5d	2	60,000	60,000	60,000	0,000
Emco Db	199	99,900	99,850	99,900	+0,050
Encana C D	33	102,000	100,500	100,500	-0,500
F Cap 7.875	62	94,000	91,500	92,000	-5,000
F Cap 7.25d	5	88,000	88,000	88,000	+2,000
F Chicago d	469	101,000	100,500	101,000	+0,250
Gerdau deb	10	77,000	77,000	77,000	+0,500
HBay A d	336	88,000	86,650	86,650	-0,350
Inter P d	266	106,500	104,600	106,500	+1,250
Kinross d	252	89,000	87,750	88,500	0,000
Legacy H d	298	101,000	100,000	101,000	+0,750
Leroux A d	30	93,500	93,000	93,500	+0,500
Leroux D	6	97,000	97,000	97,000	+1,000
Magelin d	165	85,550	85,000	85,000	-3,000
Morgr 825 d	231	100,900	99,500	100,900	+0,400
Morguard d	126	101,250	101,000	101,000	-0,250
OY Ppty d	55	86,500	86,000	86,500	+0,500
Pembina d	30	120,000	120,000	120,000	-2,000
Pembina I	8	105,850	105,850	105,850	0,000
Providnt d	217	106,500	106,000	106,500	+0,500
Rrr 10 db	27	105,000	105,000	105,000	+0,200
Rrr deb a	67	104,250	103,000	103,000	-1,250
Revenue d 7	10	98,000	98,000	98,000	+1,000
Rogers S d	67	103,500	103,000	103,250	+0,250
Ryl Host d	10	101,600	101,250	101,250	-0,750
Sherrit D	395	87,600	86,900	87,600	+0,550
Stelco 950 d	121	107,000	105,000	107,000	+2,000
Superior db	111	124,000	123,000	123,500	-1,500
Superir db a	165	105,350	104,700	104,700	-0,050
Teck deb	107	69,500	69,000	69,500	+0,500
Telus db	239	93,250	92,500	92,500	+0,250
Viking d	94	104,500	103,750	103,750	-0,750

DÉBENTURES (en fonds américains)

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
Agnico E d	6	109,000	109,000	109,000	-1,000
Counsel Db	10	70,000	70,000	70,000	0,000
Descarte u	91	86,000	86,000	86,000	-1,960
Revenue 6 D	25	99,000	99,000	99,000	+2,000
Trizec Db	105	54,000	54,000	54,000	0,000

UNITÉS PARTAGÉES

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
AGF Mstr u	744	3,150	3,150	3,150	0,000
Amalga u	9118	0,910	0,910	0,910	0,000
CI Master u	88	0,000	0,000	0,000	0,000
F Chicago u	51432	8,640	8,510	8,600	0,000
Gaz Mtro u	23495	18,580	18,350	18,500	-0,090
Global Ip u	8538	1,170	1,070	1,170	+0,100
Inter P u	111050	6,330	6,270	6,300	0,000
Mcknz M u	42	0,000	0,000	0,000	0,000
TrAlta P u	21750	9,350	9,120	9,350	+0,170
TrCan pw u	30931	32,150	31,750	32,050	+0,250
Triax R u	3700	9,600	9,510	9,520	-0,130
Triax u ii	1300	13,240	13,060	13,240	-0,060

UNITÉS EN FIDUCIE

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
A&W Rev u	15247	10,190	10,130	10,190	+0,080
APF En u	53195	10,540	10,500	10,520	0,000
ARC En u	112949	11,450	11,340	11,410	-0,010
Aberdn g7 u	13508	10,400	10,100	10,390	+0,010
Aberdeen u	8479	20,960	20,530	20,950	-0,020
Acclaim u	286941	4,300	4,230	4,250	-0,050
Adv Fiber u	460	10,620	10,620	10,620	-0,030
Advantage f	83476	14,940	14,760	14,850	+0,050
Algonq P u	198215	8,950	8,610	8,840	+0,190
Am incom u	5109	10,400	10,010	10,390	+0,390
Arctic u	11553	9,450	9,350	9,350	0,000
Atlas C u	39919	11,460	11,400	11,440	+0,030
BNS Ca Ts	11000	108,500	108,000	108,500	-0,450
BPI Glo u	3114	7,350	7,260	7,260	+0,020
Big Rck u	600	7,000	6,950	7,000	+0,090
Bonterr un	14918	9,980	9,800	9,800	-0,200
Boralx P u	59280	9,880	9,450	9,800	+0,100
Boyd gr un	3382	8,040	7,900	8,000	0,000
Brompton u	4545	9,800	9,650	9,650	+0,080
Bromptn S u	4530	10,400	10,140	10,150	+0,020
Bromptn u	13352	9,950	9,760	9,800	0,000
Ccs un	1447	18,150	18,100	18,100	-0,100
CRS III u	9200	33,250	33,000	33,000	0,000
Calloway u	5614	9,400	9,300	9,300	0,000
Calpine un	89089	9,040	8,950	9,000	-0,020
C Aptmnt u	62496	13,770	13,660	13,660	-0,120
Cdn Hotel u	14850	8,900	8,830	8,890	-0,050
COil Snd u	191593	35,250	35,000	35,100	+0,140
CR estate u	21588	12,880	12,810	12,830	-0,040
Cdn Res u	2500	8,500	8,450	8,500	+0,150
Cathdrl u o	1500	1,360	1,360	1,360	-0,040
Citadel u	25359	9,380	9,300	9,300	-0,050
Citadel H u	3420	26,650	26,520	26,650	+0,010
Citadl M u	44283	10,000	9,960	9,990	0,000
Citadl tr u	11455	28,300	27,800	27,800	-0,200
Citadel S u	2653	25,740	25,610	25,740	+0,130
Clean Pw u	43093	9,430	9,320	9,350	-0,030
Cominar u	16779	12,350	12,300	12,300	-0,050
Com Ind u	3044	18,600	18,500	18,500	-0,200
Compass u	17719	9,900	9,850	9,900	0,000
Connor C u	700	15,340	15,260	15,340	+0,150
ConnorCL u	2770	17,250	16,250	17,000	0,000
Connors B u	9470	14,100	13,900	14,100	+0,200
Consumr un	108135	11,050	11,020	11,040	+0,040
Contrns u f	10242	8,850	8,750	8,850	+0,100
DDJ Cdn u	6756	18,310	18,050	18,300	+0,070
Digital W u	26706	3,410	3,350	3,410	+0,110
Divers ii u	7095	9,950	9,830	9,830	-0,120
Diverst U u	800	23,300	23,300	23,300	+0,020
Divtrst u	4215	10,150	10,000	10,100	-0,050
Enrpls u	49935	27,980	27,540	27,630	-0,110
Enervst u	389532	6,200	6,060	6,070	-0,070
Faircrt un	1022	14,950	14,950	14,950	-0,050
Firm Cap u	11100	10,200	10,100	10,100	0,000
F Asia u	1550	6,450	6,400	6,450	+0,450
F Premi u	5902	18,100	17,850	17,850	-0,450
FPrem us u	22673	12,550	12,180	12,380	+0,020
Focus E	113767	11,490	10,800	10,850	-0,380
Fording un	511069	29,000	28,650	28,820	-0,030
Foremost u	2960	7,100	6,950	6,950	-0,150
Freehold u	30770	11,570	11,210	11,300	-0,150
Global Pls u	7175	11,950	11,590	11,820	-0,030
GL Hydro u	115081	14,980	14,450	14,750	+0,280
H&R u	52876	14,030	13,960	13,960	-0,030
Halterm u	8800	7,000	6,600	6,800	-0,200
Harvst E tr	100	10,800	10,800	10,800	-0,150
HCare bio u	3300	1,120	1,100	1,100	-0,010
Home Eq u	18181	11,840	11,510	11,510	-0,200
IAT Air u	3235	10,100	9,620	9,620	-0,380
IPC un	15510	9,500	9,260	9,300	-0,100
Incom FP u	1860	18,110	18,100	18,110	+0,110
Income Fn u	445	19,750	19,600	19,750	-0,200
Infinity I u	1000	1,350	1,350	1,350	+0,150
Innvest u	266193	8,790	8,550	8,700	0,000
Invst G u	5080	10,050	10,000	10,050	+0,050
Iperform u	49395	7,510	7,450	7,470	-0,030
Labrador u	36150	15,400	15,350	15,400	-0,100
Legacy H u	201135	6,640	6,530	6,540	-0,010
Lvngstn I u	18672	12,500	12,350	12,400	-0,100
Manulif A	10000	96,000	96,000	96,000	-1,000
Mint Incm u	1300	7,180	7,150	7,180	+0,070
Morgrd u	9800	8,500	8,450	8,460	-0,020
Multi Fnd u	3700	4,300	4,300	4,300	-0,010
Mydas Fn u	8820	24,000	23,600	23,600	-0,150
NAL Oil u	42669	9,450	9,410	9,450	+0,020
NCE Ptr u	73379	12,060	11,730	11,940	-0,310
Newalta u	21764	8,900	8,700	8,870	-0,130
New Mill u	1000	5,000	5,000	5,000	0,000
North Wst u	3285	21,760	21,740	21,750	-0,230
Nor Ppty u	6700	12,500	12,420	12,420	-0,080
Northland u	51966	10,990	10,700	10,850	+0,100
Northwtr u	5360	17,890	17,820	17,890	-0,090
OY REst u	23279	9,570	9,260	9,400	-0,050
Oceanex u	1623	12,290	12,250	12,290	+0,040
PRT For u	849	9,990	9,990	9,990	0,000
Parmnt E u	96959	14,600	14,110	14,350	-0,150
Parkind u	8350	14,240	14,070	14,240	+0,090
Pthfndr u	20703	9,850	9,750	9,850	+0,100
Pembina u	156362	10,950	10,800	10,890	+0,060
Pngrwth u	214737	14,840	14,620	14,750	-0,030
Polar Hed u	400	6,370	6,370	6,370	-0,210
Primwst u	72638	25,890	25,680	25,750	-0,050
Pro-ams	27723	19,070	18,980	18,980	-0,030
Pro-ams tr	23000	18,500	18,250	18,500	+0,050
Providnt u	402966	11,850	11,730	11,730	-0,030
Rbc tr 2011	10000	107,000	107,000	107,000	-1,840
Rainmkr u	3900	2,750	2,670	2,750	+0,080
Residentl u	12340	13,430	13,100	13,250	+0,050
Retirmnt u	691171	11,090	11,020	11,050	-0,520
RioCan u	250081	13,000	12,890	12,990	+0,090
Rogers S u	64860	4,140	4,080	4,100	-0,050
Ryl Host u	16460	5,960	5,850	5,960	+0,110
SCI u	8074	12,150	12,050	12,150	-0,100
Sage Incm u	1050	12,450	12,400	12,400	0,000
Sentry BC u	8460	19,350	19,210	19,250	-0,080
Sentry d u	141615	4,240	4,200	4,200	-0,020
Sentry SF u	7418	18,050	17,500	18,050	+0,060
Sentry g u	1050	18,500	18,450	18,450	-0,470
Shininbk u	114721	16,130	15,880	15,880	-0,040
Sixty Pls u	4412	18,250	17,800	18,250	+0,150
Skylon u	2650	23,950	23,750	23,950	+0,060
Skyln u ii	14135	25,150	25,000	25,000	-0,300
Skylon G u	955	27,000	26,860	27,000	-0,250
STaRS u	3011	10,050	9,950	9,950	-0,100
Strategic	350	8,150	8,150	8,150	+0,100
Summit u	33026	15,170	15,020	15,060	-0,140
Sun Gro u	28382	10,750	10,670	10,670	-0,080
Sun LfCap u	36000	105,010	105,000	105,000	-0,500
Superior u	98328	20,120	20,000	20,120	0,000
Tgs Nrth u	10955	9,500	8,860	9,230	-0,070
Tr3 Trust u	5000	5,240	5,200	5,240	+0,110
Taylor ngl	800	5,000	5,000	5,000	+0,050
Trnsforc u	41731	7,700	7,600	7,600	-0,100
Triax car u	760	19,280	19,250	19,280	+0,030
Triax tec u	12200	18,050	17,910	17,960	-0,120
RiaxC iii u	7275	19,000	18,700	18,750	-0,140
Triax u	22305	8,580	8,490	8,500	-0,010
Trinid u	5000	2,650	2,650	2,650	+0,020
Ultima u o	99740	5,600	5,480	5,510	-0,050
Vermilion u	227416	12,550	12,010	12,010	-0,480
Versacld u	20470	8,450	8,310	8,360	-0,020
Viking u	293981	6,850	6,760	6,780	-0,070
Westshor u	31550	5,830	5,800	5,820	+0,120
Years tr u	6758	19,140	18,920	18,920	-0,120

TRANSIGÉ EN FONDS AMÉRICAINS

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
Agnico E u	1300	4,050	3,810	4,050	+0,310
Bk Mtl 10	10950	27,200	27,100	27,200	0,000
Bus Dev n	1800	7,400	7,400	7,400	0,000
CIBC 16p	2600	27,050	27,000	27,050	+0,050
Canben U	491	12,230	12,150	12,230	+0,130
European o	16000	0,450	0,450	0,450	-0,040
Goldcorp u	3100	6,750	6,600	6,750	-0,250
IPC us un	24900	6,440	6,210	6,210	-0,190
Inco E p	6750	51,050	50,900	51,050	+0,100
Nabors E	178	37,500	37,500	37,500	0,000
Ry Bk K	17200	25,210	25,200	25,200	0,000
Ry Bk P	2260	26,600	26,500	26,500	0,000
SNP H A	4380	5,090	4,610	5,090	+0,480
SNP H p	1030	25,600	25,600	25,600	-0,300
SNP Cap	26065	2,580	2,310	2,350	+0,010
SNP Cap p	4300	23,750	23,000	23,000	-0,850
Tps Nrth A	7000	6,400	6,250	6,250	-0,200
TD Bk G	48958	25,150	25,140	25,140	+0,010
TrAllant o	705773	0,210	0,140	0,210	+0,060

AUTRES DÉBENTURES

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
Pac wst 925n	8000	100,500	100,500	100,500	+0,500
Petrobank n	9500	90,000	90,000	90,000	0,000

TORONTO

Ces titres, transigés hier, sont présentés en ordre alphabétique et leur valeur est exprimée en dollars canadiens. Les lettres a et b différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote. f= action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne; p ou o= actions assujetties à des règlements spéciaux; pr= actions privilégiées; r= actions privilégiées dont le dernier dividende n'a pas encore été versé; u= unité de capital-action; v= dividende variable; wt ou w= bon de souscription (warrant); z= lot brisé.

LES COTES

TORONTO
TSX
6295,44 (+66,81)

NEW YORK
Dow Jones
7821,75 (+269,68)

DOLLAR
1 $ canadien
67,38 ¢US (-0,42)

OR
à New York
335,90 $US (-10,60)

LES DEVISES

Voici la valeur des devises étrangères exprimée en dollars canadiens

Afrique du Sud (rand)	0,1916	Israël (shekel)	0,3190
Arabie Saoudite (riyal)	0,4104	Jamaïque (dollar)	0,0299
Argentine (peso)	0,48716	Japon (yen)	0,012522
Australie (dollar)	0,9106	Liban (livre)	0,001016
Bahamas (dollar)	1,4991	Maroc (dirham)	0,1543
Barbade (dollar)	0,7737	Mexique (peso)	0,1472
Bermudes (dollar)	1,4991	Nouvelle-Zélande (dollar)	0,8418
Brésil (real)	0,4460	Pérou (sol)	0,4381
Caraïbes (dollar)	0,5791	Philippines (peso)	0,0278
Chili (peso)	0,00202	Pologne (zloty)	0,3782
Chine (renminbi)	0,1852	Rép. dominicaine (peso)	0,0695
Colombie (peso)	0,000515	Rép. tchèque (couronne)	0,0526
Corée (won)	0,001224	Royaume-Uni (livre)	2,3772
Costa Rica (colon)	0,003945	Russie (rouble)	0,0486
Égypte (livre)	0,2694	Singapour (dollar)	0,8669
États-Unis (dollar)	1,4841	Suède (couronne)	0,1796
Europe (euro)	1,6042	Suisse (franc)e	1,1287
Haïti (gourde)	0,0351	Taïwan (dollar)	0,0440
Hong Kong (dollar)	0,1958	Thaïlande (baht)	0,0357
Hongrie (forint)	0,00678	Tunisie (dinar)	1,1656
Inde (roupie)	0,0329	Ukraine (hryvna)	0,2858
Indonésie (roupie)	0,000179	Venezuela (bolivar)	0,00096

COUP D'ŒIL

TORONTO S&P TSX (X-SPTT TSE)

La Bourse de Toronto

Standard & Poors TSX	107642	6295.44	+66.81	1.1
Canadian Smallcap	16792	406.22	+3.68	0.9
Canadian MidCap	16477	393.99	+3.54	0.9
60 Index	74372	359.11	+3.99	1.1
60 Capped Index	74372	397.10	+4.40	1.1
Cdn Consumer Discretionary	5009	65.80	+1.42	2.2
Cdn Consumer Staples	2663	140.71	+1.56	1.1
Cdn Div Metals & Mining	3552	124.17	+2.68	2.2
Cdn Energy	8243	127.22	-1.10	-0.9
Cdn Financials	18736	104.68	+1.22	1.2
Cdn Gold	14688	150.27	-1.50	-1.0
Cdn Health Care	5753	56.77	+1.57	2.8
Cdn IT	24787	15.82	+0.64	4.2
Cdn Industrials	11220	55.08	+1.03	1.9
Cdn Materials	27367	106.94	+1.31	1.2
Cdn Real estate	162	104.88	+0.44	0.4
Cdn Telecomm Services	2312	47.00	+0.25	0.5
Cdn Utilities	1548	124.11	+0.68	0.6

Canadian Venture

S&P CDNX	20527	1056.70	-4.33	-0.4

Le Marché Américain

30 Industrielles	346651	7821.75	+269.68	3.6
20 Transports	36399	2014.34	+63.69	3.3
15 Services publics	26166	198.66	+1.82	0.9
65 Dow Jones Composé	409258	2181.40	+63.93	3.0
Composite NYSE	*	4625.21	+138.51	3.1
Indice AMEX	*	818.51	+6.78	0.8
S&P 500	*	831.90	+27.71	3.4
NASDAQ	*	1340.77	+61.53	4.8

Les plus actifs de Toronto

Compagnies	Volume (000)	Haut ($)	Bas ($)	Ferm. ($)	Var. ($)	Var. (%)
NORTEL NETWORKS	16938	3.16	3.05	3.15	+0.12	4.0
SIGNALGENE INC	6486	0.05	0.01	0.03	-0.05	-62.5
BOMBARDIER INC B	4673	3.55	3.42	3.50	+0.07	2.0
PLACER DOME INC	3528	13.74	12.75	13.20	-0.20	-1.5
PANGEO PHARMA INC	3384	0.85	0.64	0.78	+0.14	21.9
BARRICK GOLD CP	3162	21.75	20.90	20.90	-0.66	-3.1
KINROSS GOLD CP	3144	8.84	8.01	8.40	-0.08	-0.9
NORTH ORION	2725	0.19	0.17	0.19	-	-
ROYAL GRP TECHNO	2583	8.00	6.80	7.30	-2.20	-23.2
ABITIBI-CONSL INC	2444	10.14	9.87	9.98	+0.09	0.9

Les plus actifs du Canadian Venture

Compagnies	Volume (000)	Haut ($)	Bas ($)	Ferm. ($)	Var. ($)	Var. (%)
MOSS LAKE GOLD	2226	0.10	0.08	0.09	-0.02	-18.2
SPIDER RES INC	1386	0.10	0.08	0.08	-0.01	-11.1
CELTIC MINERALS	1113	0.45	0.40	0.45	+0.01	2.3
MACDONALD MINES A	976	0.02	0.02	0.02	-	-
STRONGBOW RES INC	813	0.36	0.34	0.36	+0.02	5.9
AMER BONANZA GOLD	807	0.25	0.23	0.24	-0.01	-4.0
AMER NATURAL U	739	0.83	0.60	0.80	+0.20	33.3
CANABRAVA DIAMOND	726	0.19	0.15	0.19	+0.02	11.8
AAVDEX CP	650	0.03	0.03	0.03	-	-
IMA EXPLO INC	552	0.91	0.77	0.87	+0.07	8.8

Cours-Vidéo
sur CD-ROM
Bourse: la recette gagnante
8 CD-Rom
45 clips vidéos
6 heures 30 de cours
par Michel Carignan
la boutique decisionplus.com
Téléphone: (514) 392-1366 Sans frais: 1-877-392-1366 Internet: boutique.decisionplus.com

INDICES QUÉBEC

13 mars 2003	Fermeture	Variation journalière	Variation journalière (%)	Variation depuis le 1er janvier
IQ-30	832,74	7,82	0,95%	-8,04%
IQ-150	809,63	6,42	0,80%	-8,10%

CENTRE D'ANALYSE ET DE SUIVI DE L'INDICE QUÉBEC

Une initiative du Département de finance de l'Université de Sherbrooke et de l'IRÉC.

Indice - Québec ® (16 h 00) www.iq30-iq150.org

LE DEVOIR

ÉCONOMIE

Atténuation apparente des tensions dans le conflit irakien

Vif et soudain changement d'humeur sur les marchés

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Fort recul du pétrole et de l'or, devise américaine tonifiée, flambée des cours boursiers... Les marchés se sont accordé des moments euphoriques hier, répondant à une atténuation apparente des tensions dans le conflit irakien. Le temps d'une séance, les participants se sont mis à imaginer que les probabilités d'une guerre entre les États-Unis et l'Irak pourraient être abaissées de façon notoire. Au pire, si l'affrontement voyait le jour, tout au plus misait-on hier sur un scénario de guerre éclair.

La première réaction à cette baisse soudaine de tension est venue des cours pétroliers, qui se sont inscrits en repli de près de 2 $US le baril hier. À New York, le prix de référence a chuté de 1,82 $US, à 36,01 $US. *«Les problèmes que l'administration* [du président George W.] *Bush éprouve à l'ONU paraissent nombreux, ce qui donne l'impression que l'imminence de la guerre a été un peu repoussée»*, a déclaré John Kilduff, analyste de Fimat. Le prix de l'or noir a également répondu à des informations voulant que le Venezuela ait rapidement retrouvé le niveau de production qui a prévalu avant la grève.

Le dollar prend du lustre

L'onde de choc euphorique s'est vite répandue hier, redonnant du lustre au dollar américain. En fait, on a été témoin d'un net redressement du dollar face à l'euro, avec un retour sous la barre de 1,08 $US contre près de 1,10 $US la veille. Du même souffle, la devise canadienne abandonnait 42 centièmes pour fermer à 67,38 ¢US et l'or, se proposant en valeur refuge en lieu et place du billet vert, s'est replié de 10,60 $US, à 335,90 $US l'once.

Les marchés boursiers ont encaissé le tout en s'offrant leur meilleure performance quotidienne de l'hiver. Faisant fi de mauvaises statistiques sur les ventes au détail en février, l'indice symbolique Dow Jones s'est envolé de 269,68 points, ou de 3,6 %, à 7821,75. Le S&P, plus représentatif, a avancé de 27,71 points, ou de 3,5 %, à 831,90 points, et le Nasdaq a réussi un saut de 61,54 points, ou de 4,8 %, à 1340,78.

À Toronto, le S&P/TSX a pris 66,81 points, ou 1,1 %, à 6295,44. Neuf des dix sous-indices du TSX ont clôturé en hausse, le rôle-vedette ayant été joué par le sous-indice de la finance (+1 %) et celui des technologies de l'information (+4 %).

Cette flambée, qui répondait à une reprise toute aussi rafraîchissante qu'éphémère, estimait-on hier, a été ressentie plus fortement outre-Atlantique. Francfort a fait un bond de 6,9 %. Paris a fini sur un gain de 6,3 %, Londres de 6,1 %, Milan de 4 %, Amsterdam de 10 % et la Bourse suisse de 3,2 %.

«Tout le monde pense que nous nous approchons de plus en plus d'une résolution à cette situation irakienne», ce qui encourage les investisseurs à revenir sur le marché boursier et à abandonner les placements refuge comme l'or et les bons du Trésor, a déclaré Tim Smalls, de la firme SG Cowen. *«Certains gérants se sont déjà placés dans l'hypothèse qu'une guerre en Irak serait courte et limitée, qu'ensuite le prix du pétrole baisserait, donc que les perspectives économiques s'éclairciraient et que la Bourse pourrait recommencer à grimper»*, a ajouté Hugh Johnson de First Albany Corp.

Le déplacement de fonds vers le marché boursier a entraîné un recul des cours obligataires. Ce faisant, le rendement de l'obligation du Trésor à 10 ans est remonté fortement à 3,73 %, contre 3,56 % mercredi soir, et celui de l'obligation à 30 ans à 4,72 %, contre 4,61 %.

Avec l'Agence France-Presse

Tarifs d'électricité : Hydro-Québec veut rassurer les industries

Les manufacturiers craignent de subir une hausse plus élevée que l'inflation

LIA LÉVESQUE
PRESSE CANADIENNE

Le président d'Hydro-Québec Distribution a confiance de pouvoir maintenir la prochaine hausse du tarif d'électricité pour les industries au niveau de l'inflation, mais les manufacturiers québécois en doutent et craignent d'éventuellement subir une hausse plus élevée.

Lors d'une allocution devant les Manufacturiers et exportateurs du Québec hier, Yves Filion s'est fait rassurant, affirmant être en mesure de maintenir les futures hausses tarifaires industrielles au niveau de l'inflation malgré le contexte économique délicat. Ce contexte veut que la consommation d'électricité ait été plus élevée que prévu ces dernières années, en raison de la croissance économique, sans compter les alumineries qui sont de grandes consommatrices et l'hiver particulièrement froid qu'a connu le Québec. De plus, la province n'a pas développé de grandes centrales hydroélectriques depuis un certain temps déjà. Et de tels développements prennent du temps à voir le jour et à produire des kilowatts.

Or, le prix de l'électricité achetée sur les marchés extérieurs par Hydro-Québec est considérablement plus élevé que le prix payé ici, soit 6 ¢ le kilowattheure, comparativement à 2,79 ¢. Malgré ce contexte, M. Filion affirme être *«capable d'absorber le coût additionnel»* de l'électricité achetée sur les marchés, puisqu'il dispose ici d'un bloc d'électricité suffisant à bas coût.

M. Filion avoue toutefois qu'*«il faut rentrer de nouveaux projets hydroélectriques* [au Québec], *c'est absolument nécessaire»*, et ce, rapidement.

Le président-directeur général des Manufacturiers et exportateurs du Québec, Paul-Arthur Huot, a souligné que ses membres restent inquiets à cause du contexte et de l'incertitude sur le prix de l'électricité sur les marchés. *«Ça nous fait peur.»* Dès 2006, craint M. Huot, *«on va être* ex aequo *entre l'offre et la demande»*. Or, *«acheter de nos voisins coûte très cher»* et *«ça s'en vient vite, 2006»*, a-t-il rappelé.

Les manufacturiers, rapporte M. Huot, craignent *«dans un premier temps une diminution des profits»* d'Hydro-Québec, puis *«dans un deuxième temps, une augmentation du tarif plus élevée que l'inflation»* pour corriger le problème. Or, une hausse trop marquée du tarif d'électricité nuira à la compétitivité des manufacturiers, a souligné M. Huot.

EN BREF

Les ventes au détail chutent

(PC) — La maigreur des dépenses des consommateurs américains devient une autre raison de s'inquiéter de l'économie. Le département américain du Commerce rapporte que les ventes ont diminué de 1,6 % en février, la pire performance depuis plus d'un an. Les pertes sont particulièrement importantes chez les concessionnaires automobiles, les détaillants d'appareils électroniques et d'électroménagers et les boutiques de vêtements. Pour le mois de janvier, on avait d'abord établi une baisse des ventes au détail de 0,9 %. On parle maintenant plutôt d'une augmentation de 0,3 %.

La Maritime compte acquérir Liberté Santé

(PC) — L'assureur La Maritime a annoncé avoir signé une entente de prise en charge des affaires de Liberté Santé, division canadienne de Liberty International, pour un montant estimé à 140 millions. D'après les résultats les plus récents de Liberté Santé, cette acquisition ajoutera environ 700 millions de dollars de primes et équivalents de primes, principalement dans le secteur de l'assurance collective de La Maritime, consolidant ainsi sa position parmi les plus importantes sociétés d'assurance collective au Canada. La Maritime augmente ainsi considérablement sa présence dans le domaine de l'assurance collective, surtout en Ontario, son plus important marché.

JetBlue s'entend avec CAE et Airbus

(Le Devoir) — JetBlue Airways a signé un accord de trois ans avec CAE et Airbus pour des services de formation assortis de l'acquisition auprès de CAE de trois dispositifs d'entraînement au vol. Aux prix catalogue, la valeur totale des dispositifs et du nombre estimatif d'heures d'utilisation des simulateurs se monte à environ 28 millions de dollars. Les pilotes de JetBlue s'entraîneront sur les simulateurs de vol complets Airbus A320 du centre de formation Airbus de Miami, membre du réseau mondial de formation CAE-Airbus. La valeur de l'accord triennal de formation correspondant est d'environ 16 millions.

30 000 fonctionnaires de plus

(PC) — L'emploi dans le secteur public au Canada s'est accru pour une troisième année consécutive en 2002, en hausse de plus de 30 000 postes. Selon Statistique Canada, ce redressement soutenu de l'emploi survient après plusieurs années de restrictions budgétaires et de restructuration dans l'ensemble de l'administration publique au cours des années 90. Toutefois, les effectifs du secteur public se retrouvaient encore en 2002 bien en deçà du sommet atteint en 1992. Le secteur public comptait en moyenne plus de 2,8 millions d'emplois en 2002. En 1992 par contre, les effectifs du secteur public se situaient au-dessus de trois millions de postes.

Pour renouer avec ses membres

Desjardins mise sur l'accessibilité

KARINE FORTIN
PRESSE CANADIENNE

La *«réingénierie»* du Mouvement Desjardins au cours des années 90 a donné aux membres l'impression que les caisses populaires s'éloignaient de leur mission sociale pour devenir *«une banque comme les autres»*. Pour rompre avec cette *«fausse perception»*, le président Alban D'Amours souhaite aujourd'hui recentrer l'institution en misant notamment sur l'accessibilité.

Il ne s'agit toutefois pas de prolonger les heures d'ouverture ou de rouvrir des succursales abandonnées, mais plutôt de mieux répondre aux besoins de tous les types de clients, quel que soit leur *«potentiel d'affaires»*. Ainsi, les caisses pourraient décider de multiplier les programmes de microcrédit ou les prêts de dépannage afin de mieux répondre aux besoins des plus démunis, des jeunes ou des petits entrepreneurs.

Pour faciliter l'accès aux caisses en région, Desjardins pourrait aussi conclure des ententes de service avec des commerces locaux ou alors organiser le transport, sur une base régulière, des clients des villages dépourvus de caisse vers des centres de service.

À la fin du mois, quelque 2200 employés et dirigeants bénévoles des caisses auront à se prononcer, en congrès à Montréal, sur les grandes lignes du plan de *«renouveau coopératif»* du Mouvement Desjardins. Ce vaste programme comprend des dizaines de propositions issues d'un vaste processus de consultation qui dure depuis plus d'un an. Il a été entamé à la suggestion de la Caisse populaire de Lévis, déconcertée par la stratégie d'évolution du mouvement.

Quatre thèmes

Parmi les idées qui seront soumises au vote, les 27, 28 et 29 mars, figurent notamment la mise sur pied d'un programme de ristournes sous forme de parts — des titres de la caisse échangeables mais sans droit de vote — ainsi que la rémunération potentielle des dirigeants bénévoles. Même le montant de la quote-part — le fameux 5 $ — pourrait être modifié.

En tout, quatre thèmes seront abordés: les buts et pratiques commerciales de la caisse; la participation financière des membres; la participation démocratique des membres et l'identification d'un projet mobilisateur pour le mouvement.

Pour M. D'Amours, qui a piloté la consultation, il faut *«redonner aux membres l'impression qu'ils sont propriétaires»* des caisses, sans toutefois revenir en arrière. *«Certaines personnes ont l'impression qu'on est moins coopératif parce qu'on est performant. Mais il n'y a pas de contradiction entre la performance et la coopération*, insiste-t-il. *En fait, elles se conjuguent très bien, puisque c'est grâce à leurs bons résultats que les caisses peuvent verser des ristournes importantes. C'est aussi de cette manière qu'elles assurent leur pérennité.»*

En 2002, les cinq millions de membres de Desjardins se sont partagé près d'un demi-milliard de dollars, soit environ 60 % des excédents cumulés (ou profits) de 848 millions. Cette proportion est toutefois exceptionnelle, puisqu'habituellement, les ristournes correspondent à environ 40 % du bénéfice. Même à ce niveau, les gains des membres sont proportionnellement plus élevés que ceux qu'offrent généralement les banques à leurs actionnaires.

Selon M. D'Amours, ces chiffres démontrent que *«les caisses sont très bien positionnées sur le marché des services financiers. Et l'un de leurs plus grands atouts, c'est leur différence coopérative»*.

Une évaluation indépendante se révèle favorable à San Francisco

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Le détaillant en vêtements San Francisco bénéficie d'un aperçu favorable sur son plan de redressement, après que ses créanciers inquiets aient demandé une évaluation indépendante.

En janvier, le Bureau du vêtement national, un syndicat professionnel basé à Montréal, a demandé aux comptables Richter, Usher & Vineberg d'évaluer à son mérite le plan du détaillant en difficultés. Il fallait *«rassurer les fournisseurs, il y avait beaucoup d'inquiétude»*, a indiqué à un quotidien torontois Bert Lafford, président du bureau.

Les coûts élevés du grand magasin Les Ailes, rue Sainte-Catherine, à Montréal, ont contribué à des pertes de 839 000 $ au troisième trimestre échu le 2 novembre, comparé à un bénéfice net de 213 000 $ un an plus tôt. Pourtant, la chaîne basée à Longueuil a fait des ventes de 72 millions, en hausse de 14 % sur celles du même trimestre en 2001.

À Ottawa, le magasin lancé au centre commercial Bayshore en août 2001 n'a pas tenu le coup; San Francisco a résilié son bail et fermera le magasin d'ici le 31 juillet. Le détaillant a remis au propriétaire, Ivanhoé Cambridge, un million en argent et des actions pour quatre millions.

En outre, la direction vient de vendre pour 5,5 millions ses actions dans l'enseigne West Coast et une autre, L'Officiel, au complet. De plus, 60 employés du siège ont été remerciés; San Francisco a un effectif total de 3600 personnes pour 180 points de vente.

Or l'évaluation comptable, déposée mercredi, conclut que le détaillant pourra payer ses factures en temps opportun. *«C'est une assurance pour les fournisseurs, ils peuvent faire leurs livraisons en sachant qu'ils seront payés»*, a souligné M. Lafford.

San Francisco, que préside Paul Delage Roberge, doit publier la semaine prochaine ses résultats du quatrième trimestre et de l'exercice.

Les installations de Montréal sont touchées

PanGeo a terminé sa restructuration

PRESSE CANADIENNE

Toronto — PanGeo Pharma dit avoir complété fin février la rationalisation de ses installations de production en fonction d'un abaissement de ses coûts et d'une amélioration de son service.

La pharmaceutique, qui émettait un avertissement sur son bénéfice et ses revenus en janvier dernier, indiquait hier dans un communiqué que ses unités de production de Vancouver, Montréal et Perth, en Ontario, ont été touchées par les changements.

Selon le plan de réorganisation, l'installation montréalaise Esplanade de PanGeo fabrique des lotions, des crèmes, des onguents, des liquides et des produits d'ordonnance. L'installation de Côte-de-Liesse de PanGeo, également à Montréal, fabrique pour sa part des produits vendus sous surveillance pharmaceutique alors que celle de Vancouver fabrique actuellement tous les produits de santé naturels. Perth continue de fabriquer des produits de granulation en vrac.

De plus, PanGeo Pharma a procédé à l'installation d'un nouveau système informatique à ses bureaux de Montréal et de Mississauga, en Ontario. *«Cette solution logicielle permet à PanGeo de mieux gérer ses stocks, ses achats, ses prévisions, son contrôle des dépenses et sa production. Ce programme a été appliqué dans le respect du calendrier et du budget»*, précise la compagnie. Le raccordement de Vancouver et de Perth devrait avoir lieu au cours de la première moitié du deuxième trimestre.

La compagnie a aussi procédé à la mise à jour de ses ventes de février. Durant la période, précise PanGeo, *«les ventes ont concordé avec les prévisions budgétaires internes de la société et le niveau des stocks a baissé de trois millions de dollars durant ce mois, ce qui reflète les fortes ventes et l'amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement»*.

Le 29 janvier dernier, la compagnie a revu ses prévisions de revenus et de bénéfices à cause de problèmes de ventes, de production et de transport. Elle avait aussi annoncé qu'elle mettrait fin à ses activités d'exportation africaines et aux activités de sa filiale roumaine.

Avis public

Régie des alcools, des courses et des jeux

Avis de demandes relatives à un permis ou à une licence

Toute personne, société ou association au sens du Code civil peut, dans les **trente jours** de la publication du présent avis, s'opposer à une demande relative au permis ou à la licence ci-après mentionné en transmettant à la Régie des alcools, des courses et des jeux un écrit assermenté qui fait état de ses motifs ou intervenir en faveur de la demande, s'il y a eu opposition, dans les **quarante-cinq jours** de la publication du présent avis.

Cette opposition ou intervention doit être accompagnée d'une preuve attestant de son envoi au demandeur ou à son procureur, par courrier recommandé ou certifié ou par signification à personne, et être adressée à la **Régie des alcools, des courses et des jeux, 1, rue Notre-Dame Est, bureau 9.01, Montréal, (Québec) H2Y 1B6**.

Nom et adresse du requérant	Nature de la demande	Endroit d'exploitation
2844-8520 Québec inc. CAFÉ TERRASSE GERVASI SPORTS BAR 8593, boul. Langelier Montréal (Québec) H1P 2C6 Dossier: 168-708	Changement de capacité de 1 Bar existant	8593, boul. Langelier Montréal (Québec) H1P 2C6
1370-3079 Québec inc. LE VIEUX DORVAL 444, Bord du Lac Montréal (Québec) H9S 2A6 Dossier: 186-882	Permis additionnel 1 Bar sur terrasse	444, Bord du Lac Montréal (Québec) H9S 2A6
9057-4039 Québec inc. RESTAURANT LE GOURMET 180, rue Prince-Arthur Est Montréal (Québec) H2X 1B7 Dossier: 236-976	Changement de catégorie de 1 Restaurant pour servir à 1 Restaurant pour vendre	180, rue Prince-Arthur Est Montréal (Québec) H2X 1B7
Patrice DE FELICE, Ludovic DELONCA et Jérôme FERRER EUROPEA 1227, rue de la Montagne Montréal (Québec) H3G 1Z2 Dossier: 290-114	Permis additionnel 1 Restaurant pour vendre sur terrasse	1227, rue de la Montagne Montréal (Québec) H3G 1Z2
Geneviève Turp-Blair CAFÉ DE L'EST (2003) 4476 & 4486, rue Ontario Est Montréal (Québec) H1V 1K7 Dossier: 344-028	1 Bar (suite à une cession)	4476 & 4486, rue Ontario Est Montréal (Québec) H1V 1K7
Les Boîtes à Chansons & Cafés Terrasses Les Pierrots inc. LES BOÎTES À CHANSONS & CAFÉS TERRASSES LES PIERROTS INC. 104, rue St-Paul Est Montréal (Québec) H2Y 1G6 Dossier: 352-922	Permis additionnel 2 Restaurants pour vendre dont 1 avec spectacles sans nudité Permis additionnel 1 Bar avec spectacles sans nudité sur terrasse	104, rue St-Paul Est Montréal (Québec) H2Y 1G6
9116-0200 Québec inc. CHEZ CORA DÉJEUNERS 12580, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1B 1C9 Dossier: 542-837	2 Restaurants pour vendre dont 1 sur terrasse	12580, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1B 1C9
9115-8139 Québec inc. RESTAURANT LE PETIT PRINCE DELICATESSEN 3565, rue Jarry Est Montréal (Québec) H1Z 2G1 Dossier: 929-109	Addition d'autorisation de spectacles sans nudité dans 1 Restaurant pour vendre existant (suite à une cession)	3565, rue Jarry Est Montréal (Québec) H1Z 2G1
Leonid Likhten LA CAVERNE 5184-A, chemin de la Côte-des-Neiges Montréal (Québec) H3T 1X8 Dossier: 1077-056	Changement de catégorie de 1 Restaurant pour servir à 1 Restaurant pour vendre	5184-A, chemin de la Côte-des-Neiges Montréal (Québec) H3T 1X8
Grills & Thrills Restaurant inc. RESTAURANT KABAB JINA 217, chemin Côte Vertu Montréal (Québec) H4N 1C8 Dossier: 1159-805	1 Restaurant pour vendre	217, chemin Côte Vertu Montréal (Québec) H4N 1C8
9125-0308 Québec inc. AU BEC GOURMAND 315, rue Peel Montréal (Québec) H3C 3R9 Dossier: 1632-793	1 Restaurant pour vendre	315, rue Peel Montréal (Québec) H3C 3R9
9115-4229 Québec inc. CALIFORNIA CAFÉ 9252, boul. de l'Acadie Montréal (Québec) H4N 3C5 Dossier: 1870-872	1 Restaurant pour vendre	9252, boul. de l'Acadie Montréal (Québec) H4N 3C5
Maurino (Maurice) De Marco RESTO JAMM 915, rue Bélanger Est Montréal (Québec) H2S 1G9 Dossier: 1880-293	Permis additionnel 1 Restaurant pour vendre sur terrasse (suite à une cession)	915, rue Bélanger Est Montréal (Québec) H2S 1G9
Miss Print Inc. CAFÉ ESPERANZA 5490, boul. St-Laurent Montréal (Québec) H2T 1S1 Dossier: 1893-783	1 Restaurant pour vendre avec spectacles sans nudité	5490, boul. St-Laurent Montréal (Québec) H2T 1S1
3994007 Canada inc. RESTAURANT CRESCENDO 5150, boulevard LaSalle Montréal (Québec) H4R 1N8 Dossier: 1895-010	Changement de catégorie 1 Restaurant pour vendre à 1 Bar Addition d'autorisation de danse et spectacles sans nudité	5150, boulevard LaSalle Montréal (Québec) H4R 1N8
9122-0798 Québec inc. LE VELVET 420, rue St-Gabriel Montréal (Québec) H2Y 2Z9 Dossier: 1977-974	1 Bar avec danse et spectacles sans nudité (suite à une cession partielle)	420, rue St-Gabriel Montréal (Québec) H2Y 2Z9
3914976 Canada inc. 40 WASTT STRAK HOUSE AND BAR 2305-A, autoroute Transcanadienne Montréal (Québec) H9R 5Z5 Dossier: 1978-733	1 Bar danse et spectacles sans nudité 1 Restaurant pour vendre	2305-A, autoroute Transcanadienne Montréal (Québec) H9R 5Z5
9115-0441 Québec inc. MOCCACHINO 53, rue St-Jacques Montréal (Québec) H2Y 1K9 Dossier: 1979-145	2 Restaurants pour vendre dont 1 sur terrasse	53, rue St-Jacques Montréal (Québec) H2Y 1K9 126815.314

Québec

ÉDITORIAL

Langue : encore des promesses

Le gouvernement fédéral injectera 751 millions afin de promouvoir les deux langues officielles. Le bilinguisme dans la fonction publique est de nouveau au programme, après des années d'apathie. Fort bien. Mais sans une volonté politique réelle, qui reste à démontrer, le plan d'action du ministre Stéphane Dion sera sans suite.

Avant de quitter la scène politique, le premier ministre Jean Chrétien aura voulu souligner son attachement à un des projets les plus marquants de ses débuts en politique, soit l'adoption de la Loi sur les langues officielles, qui devait, selon Pierre Elliott Trudeau, favoriser l'avènement d'un pays où les habitants connaîtraient l'anglais et le français et où les uns et les autres pourraient se faire servir dans leur langue. Près de 35 ans plus tard, reconnaissons d'abord que le rêve ne s'est pas concrétisé. Les francophones hors Québec sont de moins en moins nombreux et éprouvent de graves difficultés à vivre dans leur langue; le Québec affiche un taux de bilinguisme qui va croissant — près de 40 % —, performance restée sans écho ailleurs. Il est vrai que les classes d'immersion ont connu un engouement à une certaine époque, mais cette vogue a vécu. En 1971, 5,5 % des anglophones hors Québec étaient bilingues; 25 ans plus tard, en 1996, ce taux avait grimpé à... 8,8 %. Ce n'est pas le Pérou, on en conviendra.

Paule des Rivières

✧ ✧ ✧

Par ailleurs, on ne peut pas dire que la fonction publique fédérale a donné le ton. Et, sans leadership, les politiques restent souvent sans effet. Désormais, nous assure-t-on, le gouvernement fédéral devra se comporter de manière *«exemplaire»* à cet égard. Des promesses, des promesses! Ainsi, les cadres supérieurs devront maîtriser les deux langues officielles... comme ils devaient le faire il y a 20 ans. En fait, la volonté politique a cruellement fait défaut à Ottawa, comme le démontre, entre autres, l'attitude d'Air Canada mais aussi celle du gouvernement dans son ensemble, logeant à l'enseigne de l'apathie. C'est la raison pour laquelle la tentation du cynisme nous guette.

Le premier test de la détermination du gouvernement surviendra le 31 mars, lorsque les hauts fonctionnaires qui n'auront pas encore appris l'autre langue officielle (le français dans tous les cas, ou presque) devraient être affectés à d'autres fonctions. Ces fonctionnaires ont reçu de nombreux avertissements et moult invitations à apprendre le français. Que fera leur employeur à la fin du mois?

Sur une base annuelle, les sommes qui seront versées en vertu du plan d'action annoncé mercredi permettront de revenir au financement en place en 1993, lorsque le dossier des langues a écopé, dans la foulée de l'«allégement fiscal». Il faudra entre autres s'assurer que les nouvelles sommes facilitent l'enseignement dans leur langue pour les communautés francophones hors Québec. Une partie des sommes doit par ailleurs aller à l'enseignement de la langue seconde et, encore là, on ne peut s'opposer à ce que les Canadiens connaissent les deux langues. Il reste à souhaiter que les nouvelles initiatives s'effectuent dans le respect des compétences des provinces. Il ne faudrait pas qu'Ottawa utilise la langue pour assouvir ses visées centralisatrices.

La «fabrication» de Canadiens bilingues n'est pas une mauvaise chose. Mais l'expérience démontre que la bilinguisation est souvent à sens unique. Par ailleurs, ce projet ne doit ni remplacer ni faire oublier le droit, enchâssé dans la Constitution, d'être servi dans sa langue, et pas seulement au Québec.

L'initiative du gouvernement est louable, mais sera-t-elle suffisante? Elle constituerait déjà un pas dans la bonne direction si elle contribuait à endiguer un tant soit peu l'assimilation des francophones hors Québec.

pdesrivieres@ledevoir.ca

Fragile Serbie

L'assassinat du premier ministre serbe Zoran Djindjic vient rappeler à la communauté internationale, tout occupée par la situation irakienne, combien le processus de démocratisation des Balkans demeure extrêmement fragile. Principal artisan de la chute de Slobodan Milosevic, Djindjic s'était fait beaucoup d'ennemis dans presque tous les cercles d'influence ou de pouvoir, y compris, voire surtout, au sein de ces groupes mafieux qui, selon la police, seraient à l'origine de cet assassinat.

Si les autorités ont retenu, pour l'instant du moins, l'hypothèse mafieuse, c'est tout bonnement parce que des groupes de malfaiteurs sont bel et bien décidés à transformer la Serbie en une espèce de royaume mafieux par lequel transiteraient ces tonnes de drogues et autres produits prohibés à destination de l'Europe. Depuis plusieurs mois, le premier ministre Djindjic avait placé la lutte contre le crime organisé au sommet de la liste des priorités de son programme politique.

Serge Truffaut

✧ ✧ ✧

L'autre scénario évoqué a les nostalgiques de Milosevic comme sujets. Pour ces derniers, Djindjic est le traître qui a «vendu» Milo aux Occidentaux sans avoir récolté les engagements financiers qui avaient été formulés par ces derniers. Son principal adversaire politique, soit l'ex-président Vojislav Kostunica, a fréquemment agité la corde patriotique des Serbes en rappelant que c'est lui qui avait conclu ce troc avec les Occidentaux.

Cela étant, Djindjic tué, il faut évidemment se demander si cette région ne va pas encore sombrer dans la tragédie. De tous les côtés où on regarde, on ne voit que faiblesse démocratique, économie poussive, tensions ethniques exacerbées, clientélisme comme philosophie politique, sans oublier cette culture de la revanche si prononcée dans cette région du monde.

Qu'on y songe: l'expérience d'une république fédérale de Yougoslavie n'ayant pas freiné les aspirations des indépendantistes du Monténégro, on tente depuis février dernier une nouvelle expérience. Celle de l'association, pendant trois ans, de la Serbie et du Monténégro. Et le Kosovo? Toujours dans les limbes. En effet, cette région a beau s'être dotée d'un cadre constitutionnel en mai 2001, elle n'a toujours pas de lien institutionnel avec l'État de Serbie-Monténégro.

Au cours des deux dernières années, le gouvernement Djindjic avait procédé au retour progressif de ce pays au sein de la communauté internationale. Dans presque toutes les instances, la Serbie est désormais représentée. Tellement qu'on commençait à entrevoir l'entrée, lointaine il est vrai, de cette nation au sein de l'Union européenne. Il est probable que l'assassinat de Djindjic va freiner durablement cette réintégration de la Serbie dans les histoires du monde.

LE DEVOIR
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

LETTRES

La visite de M. Péladeau au *Journal de Montréal*

C'est avec un certain étonnement, pour ne pas dire plus, que j'ai lu la chronique de Paul Cauchon parue dans l'édition du lundi 10 mars du *Devoir*. Je n'ai pas de leçon à donner à quiconque, mais j'aimerais tout de même souligner que même un texte d'opinion devrait s'affranchir des préjugés de son auteur. Si M. Cauchon n'aime pas *Star Académie*, libre à lui de l'écrire, mais il pourrait le faire sans se lancer dans un procès d'intention.

Il écrit qu'au lendemain de la publication, par un des chroniqueurs du *Journal de Montréal*, d'une lettre du chanteur Daniel Boucher qui critiquait fortement *Star Académie*, *«Pierre Karl Péladeau s'est présenté dans la salle de rédaction du journal»* et que *«certains journalistes du quotidien ont perçu cette présence comme une démonstration de force»*.

Je voudrais vous informer que M. Péladeau était de passage au *Journal de Montréal*, ce jour-là, pour participer à une réunion du comité de l'exploitation de Corporation Sun Média, qui regroupe des représentants des diverses composantes de l'organisation venus d'un peu partout au Canada. Après cette réunion, il en a profité pour saluer un certain nombre de collaborateurs du *Journal*, qu'il connaît très bien puisque c'est ici qu'il a obtenu ses premiers emplois d'étudiant.

Faudra-t-il dorénavant, pour ne pas offenser la virginité morale de M. Cauchon, interdire l'accès des salles de rédaction aux patrons de presse? Vous en conviendrez, nous ne sommes pas loin de l'hérésie, de la paranoïa.

Inutile de justifier davantage la présence de M. Péladeau dans les locaux du *Journal*: en effet, en tant que président et chef de la direction de l'entreprise qui possède *Le Journal de Montréal*, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il nous rende visite aussi souvent que possible et qu'à chaque occasion, il en profite pour saluer nos collaborateurs. C'est le contraire qui serait étonnant. Et M. Péladeau père venait aussi nous visiter régulièrement sans que quiconque n'y voie de *«pressions»*. J'aimerais donc que votre chroniqueur fasse preuve d'un peu plus de jugement avant d'écrire de telles balivernes.

On s'attend à mieux de la part d'un journal comme le vôtre, dont la rigueur et la probité morale font partie intégrante de sa philosophie de gestion.

Pierre Francœur
Président et chef de la direction, Corporation Sun Média, et éditeur du Journal de Montréal
Montréal, le 13 mars 2003

Et le vrai débat?

Maintenant que nous avons tous établi que le patron de Quebecor a le droit de visiter la salle de rédaction du *Journal de Montréal* (ce que, par ailleurs, je n'ai jamais mis en doute!), M. Francœur pourrait peut-être répondre à la véritable question soulevée dans ma chronique, à savoir pourquoi *Le Journal de Montréal* s'est lancé dans une opération rédactionnelle aussi disproportionnée en ce qui concerne *Star Académie*, et ce que l'entreprise Quebecor retire d'une convergence aussi structurée de toutes ses composantes autour d'une seule émission. Mais c'est une question plus délicate, bien sûr...

Paul Cauchon

Il faudrait peut-être aussi que je sois excommunié...

Rosa, une petite fille de neuf ans, du Nicaragua, a été violée. Et elle est tombée enceinte. Il a fallu une mobilisation internationale pour que Rosa ait accès à l'avortement.

Le moins que je puisse dire, c'est que je suis choqué par l'obstruction des secteurs les plus récalcitrants de l'Église catholique visant à empêcher cet avortement.

Je suis encore plus choqué d'apprendre la décision de la hiérarchie de l'Église nicaraguayenne: excommunication des parents de la petite Rosa en raison de cet avortement.

Dans mon ministère, j'ai accueilli assez souvent des femmes (surtout des jeunes) enceintes et aux prises avec un problème ouvrant sur l'avortement. Je n'ai jamais rencontré de femme qui souhaitait l'avortement comme tel. Si elles y avaient recours, c'est que cette solution leur apparaissait le moindre mal dans leur situation bien concrète.

J'ai appris dans ma théologie morale la plus classique qu'il y a des situations conflictuelles pour lesquelles une solution n'est pas possible sans entraîner des inconvénients sérieux. On parlait alors d'une cause à double effet... Il y a de ces situations difficiles dans lesquelles la recherche d'un effet bon entraîne en même temps un effet néfaste. Il faut rechercher l'effet bon tout en sachant que l'effet néfaste est inévitable. Et si les deux effets recherchés comportent quelque chose de néfaste, il faut viser le moindre mal.

Bien sûr, je suis favorable à la vie. Mais il y a de ces situations où il faut faire un choix: la vie, oui, mais la vie de qui? Il me semble que dans le cas de la petite Rosa, il n'y a pas d'hésitation: c'est sa vie qu'il faut sauver avant tout; l'effet négatif de l'avortement est subordonné à cela.

Je sais que tous ne seront pas d'accord avec mes propos... Je trouve cela triste. Et j'avoue que parfois j'ai mal à notre Église...

Si vraiment j'ai tort, je préfère être excommunié plutôt que de renier mes convictions.

Claude Fluet
Valleyfield, le 10 mars 2003

LIBRE OPINION

La FTQ lance un appel pressant à faire barrage à l'ADQ

HENRI MASSÉ
RENÉ ROY

Les auteurs sont respectivement président et secrétaire général de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

À titre de dirigeants élus de la plus grande centrale syndicale québécoise, nous tenons à lancer un appel pressant aux 500 000 membres de la FTQ afin qu'ils fassent barrage à l'ADQ lors des prochaines élections générales au Québec.

Nous avons mis en marche une vaste opération d'information auprès de nos membres afin de les sensibiliser aux grands enjeux du prochain scrutin pour qu'ils puissent faire un choix éclairé. Cette opération s'appuie, entre autres, sur la diffusion à grande échelle d'un document qui analyse les programmes des principaux partis en lice, l'ADQ, le Parti libéral et le Parti québécois. Il en ressort que le programme du PQ est le plus proche de nos positions, mais c'est le programme de l'ADQ qui, de loin, s'avère le plus dangereux, non seulement pour les travailleurs mais pour toute la population.

Au gré des sondages et de l'humeur publique, l'ADQ, comme un caméléon, a adapté son langage et ses promesses au goût du jour. Malgré ces artifices, cela ne change rien à la trame de fond antisyndicale et antitravailleurs de ce parti qui menace la paix sociale au Québec.

Sur le plan économique, l'ADQ veut réduire la taille et le rôle de l'État tout en mettant la hache dans la concertation avec les partenaires sociaux — en particulier avec les syndicats — qui a fait la force de l'économie du Québec. Nous ne nous rappelons pas d'avoir entendu M. Dumont souligner le travail colossal du Fonds de solidarité de la FTQ dans le maintien et la création d'emplois. Le programme économique de l'ADQ est un recueil de recettes magiques, déjà abandonnées ailleurs, qui risquent de causer de graves dommages à l'économie québécoise alors que celle-ci se porte plutôt bien, notamment grâce à l'intervention de l'État.

En santé, l'ADQ veut accentuer la privatisation du système, entre autres en substituant des cliniques privées aux CLSC comme services de première ligne. Mais le plus grave, c'est cette volonté de recourir au financement privé du système de soins de santé. Et le plus indécent, c'est de prétendre s'inspirer de la Suède social-démocrate alors qu'il n'y a aucun financement privé du réseau de la santé en Suède et que le niveau des services privés offerts y est inférieur à celui du Québec.

En éducation, l'ADQ s'attaque aussi au système public en proposant un régime de bons de scolarité déjà dénoncé de toute part.

Enfin, du côté des relations de travail, le programme de l'ADQ veut chambarder le Code du travail en abolissant la formule Rand et en ouvrant la porte à la sous-traitance tous azimuts par l'abolition de l'article 45. Il vise aussi à affaiblir le principe de l'ancienneté et à désyndicaliser le secteur de la construction.

Tout bien considéré, le programme de l'ADQ est un danger public, et nous n'aurons de cesse de le dénoncer sur toutes les tribunes pendant la campagne électorale.

Par ailleurs, nous dressons un bilan généralement positif du gouvernement du Parti québécois, à commencer par sa performance remarquable du côté du développement économique et de la création d'emplois.

Ce gouvernement a à son actif plusieurs réalisations progressistes depuis les élections de 1998: modernisation du Code du travail; reconnaissance des droits des chauffeurs de taxi et des camionneurs indépendants; règlement dans le secteur de la machinerie de production; Loi sur l'équité salariale; réforme de la Loi sur les normes du travail; hausses du salaire minimum; loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion, ainsi que la réforme municipale. Il faut aussi mentionner les efforts déployés pour mettre en place une politique familiale cohérente: garderies à 5 $ par jour, projet de régime d'assurance parentale, dispositions relatives à la conciliation travail-famille.

Nous devons cependant noter certains éléments négatifs, notamment les compressions draconiennes en santé, en éducation, les ratés de la Commission de l'équité salariale, l'abolition des décrets dans l'industrie du vêtement, la situation des travailleurs forestiers et la non-application de la Loi sur la santé et la sécurité du travail dans tous les secteurs.

Il y a encore du pain sur la planche et nous allons talonner le prochain gouvernement à cet égard. Nous allons aussi faire pression pour la mise en œuvre de notre plate-forme électorale.

IDÉES

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le citoyen a de nouvelles attentes envers l'État. En effet, le citoyen a changé. Dans sa vie quotidienne, il a l'embarras du choix en tant que client. À la fois copropriétaire et client de l'État, il a des exigences très élevées quand il consomme des services publics.

Une fonction publique essoufflée

Un phénomène nouveau, brutal et imprévu prend d'assaut les États et leur fonction publique: la concurrence!

CAMILLE GENEST
Fonctionnaire au gouvernement du Québec

La campagne électorale concerne tous les citoyens du Québec. Les fonctionnaires sont particulièrement touchés par le débat. Les enjeux des prochaines élections les interpellent. Sont en cause le rôle et la place de l'État, employeur des fonctionnaires. Qu'est-ce qui devrait orienter le choix des membres de la fonction publique? Le changement est revendiqué et promis par les trois partis. Comment déterminer les stratégies capables de le produire réellement?

En septembre 1999 s'est tenue la première conférence annuelle de l'ENAP sur l'administration publique, sous le thème *«Administrer le Québec»*. La synthèse des débats produite par Pierre Cazalis, de l'ENAP, présente un diagnostic de la situation qui prévaut dans l'administration. Il fait état d'un *«manque de vision en ce qui concerne tant la conception que la mise en œuvre des réformes»*, de *«contradiction et d'incohérence entre le discours officiel et les actes, en matière de décentralisation ou d'imputabilité»*, de *«planification insuffisante des changements»*, d'*«improvisation des réformes»*, de *«manque de confiance vis-à-vis du sommet hiérarchique»*, d'*«essoufflement»* et de *«faible transparence du processus décisionnel central»*. Par contre, le diagnostic fait ressortir *«le désir de servir le citoyen avec efficacité et efficience»*, le *«goût de l'innovation»*, le *«désir de faire du Québec une collectivité dynamique»* et *«la volonté de poursuivre l'œuvre de réforme de l'administration publique, à tous les niveaux et dans tous les secteurs»*.

La réforme désignée par *«modernisation»* a été lancée par l'adoption de la Loi sur l'administration publique. Elle oblige les ministères et organismes à gérer par résultats et leur impose des outils comme la déclaration de services aux citoyens, le plan stratégique, le plan annuel de gestion des dépenses et le rapport annuel de gestion. Il s'agit de la principale réforme en cours. Mais quel est l'enjeu ultime d'une telle réforme de l'administration publique?

Un phénomène nouveau, brutal et imprévu prend d'assaut les États et leur fonction publique: la concurrence! Le choc du changement se fait déjà sentir. Il vient perturber la quiétude et la stabilité établies. Il risque de bouleverser en profondeur l'organisation existante. Il remet tout en question.

La fonction publique se voit obligée d'entrer dans le monde de la concurrence. L'ouverture de l'économie et la mondialisation des échanges l'y forcent. Elle n'a pas le choix: ou bien la fonction publique freinera la performance globale du Québec, ou bien elle la favorisera, la soutiendra et la servira. La concurrence est à l'échelle des États et des grands blocs économiques. La performance interne de la fonction publique devient une condition déterminante de la compétitivité nationale. Peu coûteuse et efficace, la fonction publique aidera la performance globale de la nation. Trop chère et inadaptée, elle handicapera l'ensemble.

L'état de crise dans lequel nous vivons, la mondialisation de la compétition, la révolution de l'information et l'accélération des mutations technologiques ont créé un contexte de changement permanent pour les citoyens, pour les entreprises et pour les institutions publiques. L'instabilité et l'incertitude sont la règle. Qui sait ce qui arrivera? Qui sait où va le monde? Qui connaît les solutions à nos problèmes économiques et sociaux? C'est dans ce sens que l'incertitude et le changement permanent caractérisent le contexte de la vie quotidienne des citoyens et de leurs relations avec les services rendus par la fonction publique.

De nouveaux problèmes

Nous sommes collectivement aux prises avec de nouveaux problèmes. Le sida, la sédentarité, le tabagisme et le vieillissement de la population mènent à la définition de nouvelles problématiques de santé publique. Les difficultés d'adaptation et d'intégration sociales d'une partie de la population entraînent une dépendance sociale coûteuse. Conséquence des nouvelles conditions économiques, une nouvelle pauvreté sévit.

L'organisation urbaine et la vie dans les grandes villes ont donné lieu à de nouveaux problèmes: l'insécurité des personnes, la violence, la drogue, l'isolement. Les solidarités et l'entraide ne sont plus à la base des liens de vie en société. Les citadins deviennent trop souvent individualistes et méfiants. Les minorités sont parfois exposées à des attitudes racistes et xénophobes. Les personnes âgées ne sont plus les sages conseillers de nos communautés mais des radoteux inutiles et dérangeants.

Le citoyen a de nouvelles attentes envers l'État. En effet, le citoyen a changé. Dans sa vie quotidienne, il a l'embarras du choix en tant que client. À la fois copropriétaire et client de l'État, il a des exigences très élevées quand il consomme des services publics. Le contribuable s'attend à ce que le meilleur usage soit fait des ressources rares dégagées par ses impôts. Si l'entreprise privée fait mieux dans un secteur donné, il s'attend à ce que l'État s'en désengage.

Le contexte actuel d'instabilité et d'incertitude, les nouveaux problèmes collectifs, les nouveaux besoins des entreprises et des personnes ainsi que leurs nouvelles attentes à l'endroit de l'État circonscrivent de nouvelles missions pour la fonction publique. Celles-ci s'ajoutent aux missions fondamentales qui légitimisent l'existence de l'État et la raison d'être de ses dépenses: l'administration de la justice, le maintien de l'ordre public, l'éducation, les services de santé, le prélèvement des impôts, le maintien de l'intégrité du territoire, le financement des grands équipements d'infrastructures.

Ces nouvelles missions auront pour objet de recréer des solidarités, générer la prospérité, protéger l'environnement, réduire la pauvreté, mettre en œuvre des solutions intelligentes et durables aux nouveaux problèmes du Québec. L'État doit prendre sa place et faire son travail.

Les défis du Québec et de sa fonction publique sont de taille: rendre notre société dans son ensemble et chacune des entreprises productives et compétitives; mieux répartir la richesse; permettre à chaque individu, particulièrement les jeunes et les femmes, de se sentir intégré et participant au projet collectif; développer une main-d'œuvre bien formée et entraînée; développer les régions et faire confiance aux instances territoriales; protéger et mettre en valeur l'environnement; rendre notre système d'éducation et notre système sociosanitaire plus performants; créer les conditions favorisant la stabilité et la cohésion sociales. Si ces défis sont colossaux, ils n'en sont pas moins extraordinairement motivants et absolument urgents. Notre survie collective dépend du succès de cet immense chantier.

Si Duplessis m'était conté

Un régime adéquiste libérerait l'État du Québec de ses obligations

ALAIN-G. GAGNON
Professeur titulaire au département de science politique de l'université McGill

Si Duplessis accusait ses opposants de faire dans le bolchevisme et le fascisme pour les désarçonner, les ténors de l'Action démocratique du Québec (ADQ) établissent aujourd'hui des liens avec les régimes de terreur. Autres temps, même stratégie. Les événements du 11 septembre 2001 ont modifié la donne. Les adéquistes établissent même des liens entre le duplessisme et le landryisme.

La syndicaliste Madeleine Parent parle en connaissance de cause du duplessisme, elle qui a connu le régime pour en avoir fait les frais. Dans *Duplessis – Entre la grande noirceur et la société libérale*, on lit: *«Lorsque, pour mettre du pain sur la table après avoir donné naissance à un enfant, la jeune mère se présentait de nouveau à la manufacture, qu'il s'agisse du moulin de coton, de laine, du vêtement, du tabac, de la chaussure, de l'alimentation, ou qu'il s'agisse des services, elle ne pouvait se réclamer d'aucun droit acquis pour reprendre son ancien emploi.* [...] *Il est arrivé que Duplessis, le procureur général, porte des accusations au criminel contre des représentants syndicaux qu'il faisait séquestrer pendant que Duplessis, le premier ministre, lançait des attaques publiques violentes contre ces mêmes syndicalistes. Tout ça pour terroriser les grévistes.»*

Les propos de Madeleine Parent nous rappellent à la fois les luttes épiques des femmes pour obtenir le droit au travail et celles des syndiqués en vue de faire respecter leurs droits démocratiques. La fin de la sécurité d'emploi pour les fonctionnaires, la privatisation et la sous-traitance proposées par l'ADQ doivent nous préoccuper au plus haut point. Il s'agirait de reculs sociaux majeurs dont il faut promptement prendre la mesure.

Plutôt que de se réconforter des avancées des employés de l'État qui étaient autrefois soumis aux aléas politiques et exiger des redressements pour les membres des communautés ethnoculturelles qui y sont moins bien représentées, voici que l'ADQ n'avance rien de moins qu'un retour à l'arbitraire en proposant la fin de la sécurité d'emploi pour les fonctionnaires.

Mais pourquoi donc avait-on choisi d'instaurer la sécurité d'emploi dans la fonction publique? N'était-ce pas justement pour se prémunir contre le duplessisme?

Dépendance syndicats-gouvernement

Et à quoi nous convie l'ADQ? Depuis 1994, le programme s'est construit dans l'allégresse. Les adéquistes veulent, semble-t-il, redonner espoir aux exclus du système et surtout à la majorité silencieuse. Pour ce faire, l'ADQ s'en prend aux rapports de dépendance qui existeraient de nos jours entre les «establishments syndicaux» et le gouvernement du Parti québécois, collusion qu'ils dénoncent et à laquelle les adéquistes souhaitent mettre fin.

Doit-on par exemple voir, dans la lutte pour le déficit zéro au moment du Sommet économique du Québec, en 1996, une volonté politique de servir exclusivement les intérêts des travailleurs syndiqués? Alors que les gens d'affaires et les centrales syndicales du Québec en arrivaient à s'entendre, des groupes populaires se disaient déçus devant la poursuite de cet objectif dans l'absolu.

Le gouvernement de Lucien Bouchard avait, au lendemain du référendum de 1995, l'obligation de créer des conditions économiques et sociales renouvelées pour le Québec en vue de juguler le déficit et de faire face aux exigences internationales. Les acteurs politiques, sociaux et économiques s'étaient dits presque unanimement satisfaits des résultats obtenus tout en se montrant parfois sceptiques en ce qui a trait aux objectifs pouvant être pleinement atteints. Il s'agissait du modèle québécois à son meilleur, maintenant dénoncé vertement par l'ADQ, où groupes populaires, milieu des affaires, syndicats, instances paragouvernementales et gouvernementales acceptaient de relever ensemble les défis de l'heure.

Aujourd'hui, il faudrait, selon l'ADQ, retourner aux seules initiatives individuelles afin de *«libérer les talents»*. Mais qui doit-on libérer, et de quoi? Libérer le gouvernement de ses responsabilités à l'égard des citoyens dans le domaine de la santé en permettant aux riches d'avoir accès plus rapidement que les autres aux services des médecins?

Libérer le gouvernement de ses obligations à l'égard des communautés ethnoculturelles qui sont encore trop peu présentes au sein de l'État québécois? Libérer les employeurs de leurs obligations à l'égard de leurs employés en mettant fin à la sécurité d'emploi et en permettant la sous-traitance au niveau des municipalités?

Cette «libération» mènerait, de l'aveu même des adéquistes (*Plan d'action* de l'ADQ, page 27), au renforcement des mécanismes de surveillance gouvernementaux! Ne serait-ce pas là, dans la logique adéquiste, l'enlisement de l'État dans une fonction nouvelle de coercition? Ne serait-ce pas là le retour à l'arbitraire tant dénoncé à l'ère duplessiste?

Les seules obligations seraient du côté des citoyens. La vision contractuelle devant caractériser les rapports entre gouvernants et gouvernés est mise au rancart. Au nom de la «liberté», les citoyens auraient, selon l'ADQ, un accès modulé aux écoles de leur choix, aux services de santé qu'ils seront en mesure ou non de s'offrir à partir d'assurances privées qu'ils auront été à même de s'acheter grâce à des revenus de plus en plus inégaux. À la page 35 du *Plan d'action 2003* de l'ADQ, on peut lire: *«Un gouvernement adéquiste* [...] *permettra aux gens de payer les frais accessoires, l'achat de médicaments (gouttes ophtalmologiques, anesthésiques) et les frais administratifs (pour l'ouverture du dossier ou la rédaction de formulaires).»* Est-ce bien là qu'un régime de liberté adéquiste nous conduit?

Lorsque les adéquistes cherchent à faire des amalgames entre Duplessis et Bernard Landry, ils contribuent plutôt à mettre en évidence une certaine parenté entre l'ADQ et l'Union nationale. Autres temps, mœurs semblables.

Jean-Claude Rivest

Forces et faiblesses des partis

Autrefois, les choses étaient simples. Les électeurs se rangeaient derrière un drapeau: les fédéralistes allaient au Parti libéral du Québec, et les souverainistes, au Parti québécois. Le combat électoral s'engageait donc dans un cadre prédéterminé avec, bien sûr, la panoplie des engagements d'ordre économique, social et culturel dont la réalisation était elle-même liée au mérite du projet constitutionnel de chacun. Débat électoral bien établi, champ de bataille familier avec, en prime, la certitude de l'alternance après deux mandats: la simplicité volontaire, quoi!

Or les choses ont changé. L'échec des efforts de réforme constitutionnelle a contribué à modifier les enjeux, d'autant plus que la population, à tort ou à raison, a acquis la conviction que le changement constitutionnel n'est plus un facteur aussi décisif du progrès de la société. La mondialisation détermine de plus en plus le niveau de la croissance économique, ceux de l'emploi et des revenus ainsi que des équilibres sociaux et même régionaux. Les exigences dans la gestion de l'administration publique sont devenues impératives et le nouveau pluralisme de la société québécoise a profondément modifié la problématique de la sauvegarde de l'épanouissement de l'identité culturelle et linguistique du Québec français. Ces nouvelles réalités ont sans doute toujours une dimension liée au régime politique et constitutionnel, mais les gens veulent maintenant qu'on aborde les problèmes d'une manière plus concrète et immédiate.

La population québécoise exige en effet que les partis politiques s'adaptent et aient le courage de proposer des solutions réelles. On a compris le message. Certes, les ambitions constitutionnelles restent bien vivantes, mais les partis politiques ont finalement réussi à se libérer de l'encadrement rigide de leurs options réciproques pour aller au mérite même des choses, comme l'illustrent les ententes conclues par Québec et Ottawa en matière de santé. Nécessité oblige.

Le Parti québécois s'inscrit dans une perspective très nette de continuité et de fidélité au «modèle québécois» traditionnel, inspiré par ses convictions et par une certaine expérience du gouvernement. Le Parti libéral, tout en demeurant assez proche de cette tradition, se démarque sur le plan du degré d'intervention de l'État dans l'économie, de la réduction du fardeau fiscal et surtout de la position absolument dominante qu'il accorde à son objectif de redressement du système de santé. L'Action démocratique, de son côté, choisit de rompre avec le passé dans un certain nombre de secteurs vitaux tels le statut de la fonction publique, l'organisation gouvernementale, le rôle du secteur privé en santé et le fonctionnement du système d'éducation.

Le prochain rendez-vous électoral permettra donc aux électeurs d'exercer un choix véritable en ce qui concerne le modèle de société, et la qualité des équipes en présence aura une importance déterminante au moment du vote. Le Parti québécois doit dissiper l'impression de fatigue et d'usure après neuf années de pouvoir. Il doit défendre avec succès son bilan, loin d'être négatif mais lourdement hypothéqué par son incurie à véritablement changer le cours des choses en santé, situation rendue impossible par les milliers de mises à la retraite. Le Parti québécois doit par ailleurs éviter de heurter la population, qui refuse de s'engager dans un nouvel échéancier référendaire, tout en maintenant l'espoir d'un prochain rendez-vous référendaire imminent chez ses militants. Dilemme cornélien! Par contre, l'idée de la conciliation travail-famille est certainement porteuse. Mais il en faudra sans doute plus que ça...

Quant au Parti libéral du Québec, il est fort d'une équipe renouvelée de candidats dont la valeur est bien établie dans leurs régions respectives. Mais un ou deux nouveaux «gros noms» aideraient grandement... Le programme libéral est sérieux et fondé sur la priorité accordée à la santé ainsi que sur un cadre financier articulé et crédible. Encore faudra-t-il voir de façon plus précise comment pourront s'articuler un gel des budgets de tous les ministères, à l'exception de la santé et de l'éducation, et les importants allégements fiscaux promis. De toute évidence, M. Charest aura besoin d'une poigne de fer!

Enfin, l'énigmatique Action démocratique du Québec. Tout va très vite chez les adéquistes. La montée a été spectaculaire, et l'effritement actuel l'est presque autant. Les points forts: la relève de la garde, l'accès d'une nouvelle génération au pouvoir et, surtout, une indéniable volonté de sortir la politique des sentiers battus en ayant l'audace — ou la témérité — de changer les choses pour vrai. Faire autrement!

Des doutes sérieux apparaissent toutefois sur le mérite même des propositions avancées et sur la capacité d'une équipe adéquiste aussi nouvelle et aussi «diversifiée» de mener à terme ses projets en faisant l'économie de coûteuses et inutiles tensions sociales.

Tout cela va nécessairement évoluer, se transformer et se préciser dans le sérail de la campagne électorale. Santé, économie, fiscalité, famille, éducation: on ne parlera que de cela et, semble-t-il, à peu près pas de fédéralisme et de souveraineté. Tout un changement de cap pour le Québec. Cependant, l'action du gouvernement fédéral au Québec demeure toujours aussi déterminante. Comment peut-on éviter d'en parler?

Jean-Claude Rivest est sénateur.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes **à l'information générale et métropolitaine** : Gérald Dallaire (*adjoint au directeur de l'information*), Jeanne Corriveau (*vigile*), Marie-Andrée Chouinard (*éducation*) ; Paule des Rivières (*éditorialiste*), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (*environnement*), Benoît Munger (*responsable du site Internet*), Josée Boileau, Julie Carpentier (*sports*), Brian Myles (*justice et faits divers*), Isabelle Paré (*santé*); Pauline Gravel (*science*) ; Michel Garneau (*caricaturiste*) ; Diane Précourt (*pages éditoriales, responsable des pages thématiques*); Martin Duclos et Christine Dumazet (*relecteurs*); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (*photographes*) ; **à l'information culturelle** : Michel Bélair (*responsable*), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (*théâtre*), Paul Cauchon (*médias*), Caroline Montpetit (*livres*), Odile Tremblay (*cinéma*), Bernard Lamarche (*arts visuels*); **à l'information économique** : Gérard Bérubé (*adjoint au directeur de l'information*), Dominique Reny, Éric Desrosiers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; **à l'information internationale** : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); **à l'information politique** : Hélène Buzzetti, Manon Cornellier (*correspondantes parlementaires à Ottawa*), Tommy Chouinard et Robert Dutrisac (*correspondants parlementaires à Québec*), Kathleen Lévesque ; Marie-Hélène Alarie (*secrétaire à la rédaction*) ; Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (*commis*). **La documentation** : Gilles Paré (*directeur*); Manon Derome, Serge Laplante (*Québec*), Rachel Rochefort (*Ottawa*). **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING**, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaine Côté, Marlène Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (*publicitaires*), Laurence Thériault (*directrice adjointe*), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (*secrétaire*). **LA PRODUCTION** Daniel Bazinet (*responsable de la production*), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zuida. **INFORMATIQUE,** Yanick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE**, Linda Thériault (*responsable service à la clientèle, distribution et tirage*), Marie-Ève Santerre, (*coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation*), MoniqueL'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. **L'ADMINISTRATION** Nicole Carmel (*responsable des services comptables*), Céline Furoy, Germain Haeck (*contrôleur*), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (*adjointe administrative*), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. **LA FONDATION DU DEVOIR** Roger Boisvert (*vice-président exécutif et directeur général*).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

IRAK

Paris est prêt «à avancer dans la recherche d'une solution» permettant de parvenir à «un consensus»

SUITE DE LA PAGE 1

projet de résolution déposé le mois dernier par les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Espagne une liste de six conditions auxquelles l'Irak devrait satisfaire pour éviter une guerre.

Ce compromis avait été rejeté d'emblée par la France, qui refuse de s'engager *«dans une logique d'automaticité du recours à la force»*, par l'Irak, qui l'a jugé *«contraire aux dispositions»* de la résolution 1441 du Conseil de sécurité, ainsi que par l'Allemagne, qui y a vu un *«feu vert pour la guerre»*. La Russie et la Chine sont sur la même longueur d'onde que Paris.

Les propositions britanniques, qui n'ont ébranlé aucun des pays membres des Nations unies encore indécis à l'égard du régime de Bagdad, n'ont même pas obtenu le soutien solide de Washington, arc-bouté sur son ultimatum du 17 mars.

Signe d'une tension croissante, la reine Élisabeth II d'Angleterre a reporté *sine die* une visite en Belgique prévue la semaine prochaine, le gouvernement britannique ayant jugé *«inapproprié»* un tel déplacement dans *«les circonstances actuelles»*.

De con côté, le ministre britannique de la Défense, Geoff Hoon, a renoncé à se rendre à un conseil informel des ministres de la Défense de l'Union européenne près d'Athènes aujourd'hui, afin de participer aux réunions prévues à Londres concernant la crise irakienne, a annoncé hier un de ses porte-parole.

Les consultations au Conseil de sécurité de l'ONU sur le projet de résolution ont repris hier après-midi après que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, eut rencontré un par un 13 des quinze membres du Conseil pour les exhorter au compromis, qui paraît toujours aussi éloigné que jamais.

Le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, a cependant affirmé hier que Paris était prêt *«à avancer dans la recherche d'une solution»* permettant de parvenir à *«un consensus»*.

Dans ce contexte, le chef de l'opposition conservatrice britannique a estimé qu'une *«action militaire se rapproche donc et sera conduite, il semblerait, dans le cadre de* [la résolution] *1441»*.

Comme pour lui donner raison, un responsable américain de la défense aérienne a révélé que des bombardiers furtifs B-2 ayaient été déployés pour la première fois hors des États-Unis dans la nuit de mercredi à hier. Le lieu de pré-positionnement de ces appareils n'a pas été précisé.

Le Pentagone a par ailleurs annoncé envisager de déplacer de la Méditerranée vers la mer Rouge des navires et sous-marins lanceurs de missiles de croisière.

Le camp de la guerre se heurte également à des difficultés du côté de la Turquie, qui prend son temps pour former un nouveau gouvernement. Selon la presse turque, le premier ministre désigné, Recep Tayyip Erdogan, joue la montre afin de retarder la saisine du Parlement d'une autorisation de déploiement de troupes américaines en Turquie.

Hier, le corps des inspecteurs de l'ONU basé en Irak a été endeuillé. L'un de ses experts a été tué et un autre blessé dans un accident de la route au sud de Bagdad.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 Ⓜ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: **www.ledevoir.com**

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone	(514) 985-3333
Par télécopieur	(514) 985-3360
Par courriel	redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone	(514) 985-3346
Par télécopieur	(514) 985-3390

La publicité

Au téléphone	(514) 985-3399
Par télécopieur	(514) 985-3390
Extérieur de Montréal	1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone	(514) 985-3344
Par télécopieur	(514) 985-3340
Par courriel	avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone	(514) 985-3322
Par télécopieur	(514) 985-3340

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone	(514) 985-3355
du lundi au vendredi de	7h30 à 16h30
Par télécopieur	(514) 985-5967
Par courriel	abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal	1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avertir notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

L'avenir de l'ordre international est en jeu, estime le consul de France à Ottawa

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Peu importe ce qu'en pensent le Canada, les États-Unis ou la Grande-Bretagne, la France refusera d'ouvrir la porte à un recours automatique à la force contre l'Irak car cela équivaudrait à trahir les principes des Nations unies et à dépouiller le Conseil de sécurité de ses prérogatives, a expliqué hier l'ambassadeur de France au Canada, Philippe Guelluy.

«Les enjeux de la crise actuelle vont plus loin que la crise irakienne. Au-delà de cette question, c'est vraiment le futur, l'avenir de l'ordre international qui est en jeu», a déclaré l'ambassadeur lors d'une rencontre avec quelques journalistes.

Selon lui, la proposition anglo-américaine, telle que présentée à l'origine, *«retire au Conseil de sécurité ses prérogatives en prévoyant un recours automatique à la force. Ce projet entérine une décision de recourir à la force qui a été prise hors du Conseil de sécurité, en dehors de ses règles et en vue d'objectifs qui ne sont pas ceux du Conseil, en particulier le changement de régime et le remodelage de la région»*.

S'il le faut, la France usera de son veto, dit-il, rappelant que Paris n'y avait eu recours que 18 fois comparativement à 77 fois pour les États-Unis et à 32 fois pour les Britanniques. *«Nous ne pourrons accepter la notion d'ultimatum. Nous considérons que le Conseil de sécurité doit rester maître de ses décisions à toutes les étapes»*, a-t-il ajouté.

À son avis, il en va de *«l'unité et* [de] *la capacité de la communauté internationale de gérer collectivement les crises»*. Dans le dossier irakien, le Conseil de sécurité a opté à l'unanimité pour un processus régi par la résolution 1441 et, pour l'instant, les inspections vont de l'avant et le désarmement progresse, ce qui était l'objectif recherché, indique M. Guelluy. Paris veut, dans l'esprit de cette résolution, qu'on accorde aux inspecteurs le temps qu'ils jugent suffisant pour compléter leur tâche, quitte à établir un échéancier serré. L'usage de la force doit rester une solution de dernier recours dont seul le Conseil de sécurité peut décider, sur la base des rapports des inspecteurs.

Même si elle est devenue la cible de choix des Américains, la France ne se sent visiblement pas isolée. La Russie envisage elle aussi d'utiliser son droit de veto et la majorité de la communauté internationale insiste pour épuiser tous les moyens pacifiques de résoudre la crise, de noter M. Guelluy.

L'ambassadeur n'a pas voulu commenter ouvertement les commentaires faits mercredi par le ministre des Affaires étrangères, Bill Graham, qui disait que l'imposition d'un veto pourrait avoir l'effet contraire à celui recherché et même accélérer le déclenchement d'une guerre. M. Guelluy a plutôt rappelé les paroles du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui notait cette semaine qu'une intervention unilatérale ne serait pas légitime.

REUTERS

POMPON

SUITE DE LA PAGE 1

faire sourire... à moins bien sûr que l'on fasse partie, comme les «parents» de Jean-Pierre, d'un des foyers de la province contraints à composer avec la situation chaque jour. Et ils sont une majorité, à en croire les vétérinaires, éducateurs, entraîneurs et psychologues qui, à compter d'aujourd'hui et pour trois jours, tenteront de disséquer ce fléau pour mieux le comprendre lors de la troisième édition du Chienposium — ça ne s'invente pas —, qui a lieu au collège Maisonneuve, à Montréal.

Depuis les 20 dernières années, les troubles de comportement chez la gent canine, urbaine ou non, même s'ils ne sont pas quantifiés, semblent s'amplifier au point de devenir une véritable épidémie aujourd'hui. Les symptômes sont connus: comportements nuisibles, malpropreté généralisée, propension à la destruction d'objets, aboiements intempestifs, hurlements et pleurnichements, le tout couplé à de la salivation excessive, de l'arythmie, des troubles digestifs, de l'automutilation, des gestes désordonnés...

À l'origine: une anxiété, une peur démesurée ou une agressivité accrue qui puisent leur source... à l'autre bout de la laisse chez les «heureux propriétaires» des Pompon, Chouchou, Tilou, Peanut, Nicotine ou Fred de ce monde!

«Normal», lance l'éthologue Richard Beaudet, spécialiste en éducation canine. *«En 20 ans, nos styles de vie ont considérablement changé. Avant, les chiens se retrouvaient dans des milieux beaucoup plus sains. Il y avait toujours de la présence autour d'eux et ils côtoyaient des humains chaque jour. Aujourd'hui, ils passent bien souvent leur journée dans un appartement à attendre que leurs maîtres rentrent»*... tout en déprimant.

Car le chien, célébré pour sa fidélité, l'est aussi pour son caractère grégaire. Et forcément, seul, il s'ennuie. Pire, *«c'est aussi une éponge qui est extrêmement sensible à son environnement»*, poursuit Jean Lessard, l'organisateur du Chienposium. *«Conséquence: les sentiments et les émotions qui l'entourent, il les absorbe et les digère comme il le peut.»*

Des sentiments pas toujours sains, d'ailleurs. Et pour cause. De protecteur ou de gardien, le statut du chien a considérablement changé dans nos sociétés au fil des ans pour devenir aujourd'hui celui de simple compagnon, acheté au gré des modes, pour parfois *«combler un vide affectif»*, dit le psychologue (pour humains) Georges-Henri Arenstein. Quand ce n'est pas tout simplement l'équivalent d'un enfant chez les jeunes couples urbains en mal de procréation. Avec, à la clef, une humanisation à outrance, une affection démesurée *«qui ne peut en bout de piste que déboucher sur des troubles de comportement»*, poursuit-il. *Le chien, n'étant pas un humain, n'a forcément pas les mêmes besoins que lui, c'est évident»*.

Voilà probablement pourquoi l'usage d'antidépresseurs chez ces animaux malades de l'homme n'est pas encore généralisé. *«Nous en utilisons, mais ce n'est pas une pratique courante»*, explique M. Beaudet. *Ils servent parfois à contrôler les symptômes de l'anxiété, mais, très vite, c'est à la folie des maîtres qu'il faut s'attaquer!»* Avant, bien sûr, qu'ils n'aient eu le temps d'augmenter les statistiques sur les abandons d'animaux au pays, où près de 500 000 chiens et chats sont expulsés chaque année de leur foyer, selon la SPCA.

«C'est ce qui attend bien souvent les chiens délinquants», constate-t-il. *Quand on n'est plus capable de vivre avec, on le met à la porte, on en achète un autre et on recommence...* » Un cercle vicieux qui risque certainement d'alimenter les débats entre la soixantaine d'experts et la centaine de visiteurs attendus au Chienposium tout en leur permettant enfin d'estimer la grandeur d'âme de notre société qui, comme le veut l'adage, *«se mesure à la façon dont nous traitons nos animaux»*, conclut Jean Lessard.

LANDRY

SUITE DE LA PAGE 1

dont des congés parentaux, davantage de places en garderie, l'aide aux devoirs à l'école primaire, la gratuité de la garde scolaire lors de la semaine de relâche et l'extension au primaire du programme «Ça bouge après l'école» récemment annoncé pour le secondaire.

«La conciliation famille-travail représente le plus grand changement social que le Québec ait connu depuis la Révolution tranquille. Après l'État-providence, nous pourrions parler de la famille-providence, où parents et enfants disposent de tous les moyens et de tout le temps dont ils ont besoin pour mieux grandir ensemble», a déclaré M. Landry.

Loin d'être sur la défensive alors que son gouvernement sort de deux mandats parfois houleux, Bernard Landry estime qu'il faut se donner la peine d'oser et de *«faire preuve d'audace»*. D'ailleurs, le projet péquiste propose d'agir sur plusieurs fronts.

La semaine de quatre jours pourrait également prendre l'allure, pour les parents de jeunes enfants, d'une réduction de la semaine de travail de 20 % tout en conservant tous leurs avantages sociaux. Le Parti québécois évalue ces coûts à 100 millions pour les entreprises. Le patronat les estime plutôt entre 200 et 300 millions.

Le Parti québécois s'engage également à offrir cette nouvelle souplesse dans le travail aux aidants naturels, ces personnes qui prennent soin de leur père ou de leur mère. Sur la même voie, le PQ propose d'introduire la retraite progressive pour faire place à la retraite anticipée.

Un autre effort financier est demandé aux entreprises. Celles-ci auraient à faire face à une autre facture découlant du projet du Parti québécois. L'imposition d'une troisième semaine de congés payés pour les jeunes parents pourrait signifier des dépenses supplémentaires pouvant atteindre 500 millions.

Outre ces importantes dépenses pour les entreprises, les mesures proposées coûteraient annuellement environ 178 millions au gouvernement. Dans cette somme, le PQ inclut certaines mesures déjà annoncées dans le budget que la ministre des Finances, Pauline Marois, a déposé mardi. Ainsi, on y retrouve l'ajout de 40 000 nouvelles places à 5 $ par jour en garderie (25 millions), la création d'un crédit d'impôt remboursable pour un congé de maternité ou d'adoption pour les travailleurs autonomes, la mise en place d'un crédit d'impôt pour aidant naturel (34 millions) et le soutien aux PME pour l'implantation de mesures de conciliation (10 millions en 2003-04 et 20 millions pour les années suivantes).

S'ajoutent à ce programme de nouvelles idées: les activités parascolaires (25 millions), l'aide aux devoirs trois fois par semaine (59 millions) ainsi que les services de garde gratuits en milieu scolaire pour aider les parents lors de la semaine de relâche. *«La conciliation travail-famille est un impératif, un devoir, un projet de société en harmonie parfaite avec nos valeurs les plus chères»*, a réitéré M. Landry.

Le hic, estime le chef du Parti libéral, Jean Charest, c'est que la promesse péquiste sera reportée à la semaine des quatre jeudis. *«Je ne crois pas M. Landry lorsqu'il dit qu'il est sérieux au sujet de la semaine de quatre jours»*, a-t-il affirmé. Selon lui, le PQ a déjà échoué deux tests pour appliquer son idée dès maintenant. *«S'il ne l'a pas fait à la révision de la Loi sur les normes du travail, s'il ne l'a pas fait dans le budget, qu'est-ce qui nous fait penser qu'il va le faire après les élections générales?»*, a-t-il demandé.

Pour concilier la vie familiale et le travail, le PLQ propose l'aide aux devoirs après les heures de classe, tous les jours de la semaine scolaire, et une baisse d'impôt de un milliard par année pendant cinq ans. *«Pour que quelqu'un puisse avoir accès à la semaine de quatre jours, encore faut-il que la personne puisse avoir accès financièrement»*, a-t-il noté, vantant les mérites de l'allégement fiscal *«des jeunes familles de la classe moyenne»*.

Avec la collaboration de Tommy Chouinard

ADQ

«La semaine de quatre jours, c'est dans la semaine des quatre jeudis», estime Dumont

SUITE DE LA PAGE 1

Après que les journalistes eurent demandé une vérification de l'abracadabrante ampleur de cette dépense, l'ADQ est revenue quelques heures plus tard avec une évaluation plus réaliste, soit 127,4 millions par année.

Dans le cadre de sa politique de conciliation travail-famille, l'ADQ s'est également engagée à améliorer pendant six mois le congé parental fédéral offert par l'assurance-emploi lors de la naissance d'un enfant en augmentant la prestation de 55 à 80 % du salaire pendant 24 semaines. Cette mesure toucherait environ 42 000 parents chaque année et coûterait 144 millions, selon les calculs de l'ADQ. Les deux mesures annoncées étaient décrites succinctement dans la plate-forme électorale de l'ADQ.

Les 20 jours de congé mobile se veulent une réponse *«à ce qui est apparu comme le mirage de la semaine de quatre jours»*, a dit M. Dumont. *«Quand le premier ministre est parti, c'était une grosse, grosse balloune, la semaine de quatre jours pour tout le monde. Et quand on a vu le budget cette semaine, les gens se sont rendu compte que le Parti québécois n'avait pas une réelle intention d'aller de l'avant avec ça.»* Il a souligné que le gouvernement Landry n'avait fourni aucune évaluation des conséquences de cette mesure destinée aux parents dans les secteurs névralgiques de la santé et de l'éducation. *«La semaine de quatre jours, c'est dans la semaine des quatre jeudis»*, a dit M. Dumont, rappelant que cette mesure avait déjà été introduite dans le programme du PQ en 1991.

La Loi sur les normes du travail prévoit déjà la possibilité pour un salarié de prendre, à ses frais, jusqu'à dix jours de congé par année pour s'occuper d'un proche. L'ADQ propose d'ajouter dix jours de plus aux frais de l'employeur. Ces congés payés seraient pris en alternance avec les congés aux frais de l'employé, le premier jour de congé étant aux frais de l'employé, le deuxième rémunéré par l'employeur, et ainsi de suite, selon un principe de *«coassurance»*, a expliqué Mme Grégoire. L'ADQ estime que seulement 15 % des parents se prévaudraient de cette mesure. Le calcul des coûts est basé sur une moyenne de deux jours d'absence justifiée par année.

«Quand on arrive dans un même sondage à deux conclusions, disons que c'est pour le moins surprenant»

«La priorité numéro un, le premier poste de dépenses [de l'ADQ], *c'est la famille, et c'est un des seuls, d'ailleurs»*, a dit Mario Dumont.

L'amélioration des congés parentaux de l'assurance-emploi ne vise que les salariés et n'est donc pas accessible aux travailleurs autonomes. Mme Grégoire a indiqué que l'ADQ traitera des congés parentaux pour les travailleurs autonomes dans le cadre d'une politique globale du travail autonome qui sera dévoilée plus tard au cours de la campagne.

Des sondages «surprenants»

Les derniers sondages qui montrent que les appuis de l'Action démocratique du Québec fondent comme neige au soleil surprennent Mario Dumont.

«Je suis plus fort quand les choses vont mal», a livré le chef de l'ADQ après une annonce sur des mesures visant la conciliation travail-famille.

«Quand on arrive dans un même sondage à deux conclusions — les gens veulent du changement mais ils veulent massivement pas de changement —, disons que c'est pour le moins surprenant», a dit Mario Dumont.

Le chef de l'ADQ s'étonne d'autant plus que le gouvernement est aux prises *«avec un scandale comme celui de la Caisse de dépôt: des pertes extrêmement douloureuses pour notre population»*. Or ces déboires de la Caisse de dépôt sont *«la faute personnelle de Bernard Landry parce que, dans le fond, il a été au cœur de toutes les décisions»*. M. Dumont a dit qu'il avait *«de la misère à penser que les gens sont contents»* de la situation, accusant Bernard Landry d'en avoir ri lors de la dernière période de questions à l'Assemblée nationale.

Devant des militants réunis dans un bar de Montmagny en début de soirée, Mario Dumont a comparé les dépenses somptuaires des anciens dirigeants de la Caisse de dépôt pour le nouveau siège social de l'institution à la construction des pyramides d'Égypte. *«Ils se sont construit une tour d'ivoire»*, a lancé le chef de l'ADQ. *«Ça se passe devant les yeux du gouvernement. Ça se passe devant les yeux du premier ministre. Et lui, comme devant les pyramides d'Égypte, il est comme le Sphinx, il ne bouge pas. En fait, il bouge un peu. Quand on lui en parle à l'Assemblée nationale, il sourit. Il est le seul à sourire.»*